



European Strategy and
Policy Analysis System

2030

Tendances mondiales
à l'horizon 2030: l'Union européenne
peut-elle relever les défis à venir?



UN PROJET INTERINSTITUTIONNEL DE L'UNION EUROPÉENNE

DÉCLARATION DE NON-RESPONSABILITÉ

Les opinions exprimées et les observations dans ce rapport représentent uniquement les opinions des auteurs. Le rapport ne contraint ni n'est attribuable à aucune des institutions et organes de l'Union européenne représentées dans la Task Force interinstitutionnelle ESPAS, à savoir la Commission européenne, le Parlement européen (PE), le Secrétariat Général du Conseil de l'Union européenne (SGC) et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE).

De nombreuses autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet via le serveur Europa (<http://europa.eu>)

Luxembourg: Office des publications de l'Union européenne, 2015

ISBN 978-92-79-38395-3 doi:10.2796/26043 NJ-01-14-630-FR-C

© Union européenne, 2015

Reproduction autorisée, moyennant mention de la source

Printed in Luxembourg

Tendances mondiales à l'horizon 2030: l'Union européenne peut-elle relever les défis à venir?

Table des matières

INTRODUCTION	5
--------------	---

SYNTHÈSE	7
----------	---

APERÇU — UN MONDE DE PLUS EN PLUS COMPLEXE, INCERTAIN ET EN PROIE À DES CHANGEMENTS RAPIDES	11
---	----

CINQ GRANDES TENDANCES MONDIALES À L'HORIZON 2030	15
---	----

Première grande tendance mondiale	17
Une population plus riche et plus âgée, caractérisée par l'essor de la classe moyenne et l'accroissement des inégalités dans le monde	
Deuxième grande tendance mondiale	23
Un processus de mondialisation plus vulnérable, conduit par un «G3 économique»	
Troisième grande tendance mondiale	33
Une révolution industrielle et technologique transformatrice	
Quatrième grande tendance mondiale	38
Une convergence croissante entre le changement climatique, l'énergie et la concurrence pour les ressources	
Cinquième grande tendance mondiale	43
Réorganisation des structures de pouvoir, interdépendance et multilatéralisme fragile	

TROIS RÉVOLUTIONS MONDIALES — LES DÉFIS DE L'EUROPE	53
---	----

La révolution économique et technologique mondiale — les défis de l'Europe	54
1. Remodeler l'économie	
2. Vers une société de changement et d'innovation	
La révolution sociale et démocratique mondiale — les défis de l'Europe	65
1. Lutter contre les inégalités	
2. Rétablir la confiance dans la démocratie	
La révolution géopolitique mondiale — les défis de l'Europe	71
Renforcer le rôle international de l'Union européenne	

CONCLUSION	85
------------	----

Introduction

Où il n'y a pas de vision, le peuple périt.

Proverbes 29:18, traduction King James

Alors que le monde semble changer à une vitesse et avec une intensité sans précédent, le rythme et la qualité de nos analyses collectives doivent suivre. Le projet du système européen d'analyse politique et stratégique (ESPAS — European Strategy and Policy Analysis System) se propose d'aider l'Union européenne (UE) à identifier les principales tendances mondiales, à en évaluer les implications, à passer en revue les défis qui s'y rapportent et à examiner les options stratégiques qui s'offrent aux décideurs politiques. Dans le même temps, ce projet prend acte de la volonté affichée par l'Union européenne de coopérer, dans le monde entier, avec ses alliés stratégiques, ses homologues et des experts, dans le but d'entamer une réflexion sur les tendances et les défis mondiaux et, si possible, pour les affronter ensemble.

Le présent document s'inspire largement de quatre rapports plus détaillés élaborés au titre du projet ESPAS ⁽¹⁾, ainsi que des discussions qui ont lieu chaque année dans le cadre des conférences ESPAS et d'un examen approfondi des publica-

tions existantes sur les tendances mondiales. Il cherche à présenter de manière succincte les principales tendances qui vont façonner le système géopolitique, économique et social mondial dans les prochaines décennies, en mettant notamment l'accent sur leurs implications pour l'Union au cours de la période à venir. Nous espérons que le présent rapport intéressera ses lecteurs et qu'il profitera à l'Union européenne, à ses États membres et à ses citoyens, ainsi qu'aux partenaires internationaux de l'Union, auxquels il tente de fournir des indications utiles et de suggérer des réponses possibles aux grands défis mondiaux de notre époque. À cet effet, il identifie les questions-clés auxquelles devront bientôt répondre les décideurs politiques.

Des représentants des quatre institutions et organes associés aux activités d'ESPAS, à savoir la Commission européenne, le Parlement européen (PE), le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne (SGC) et le Service européen pour l'action extérieure (SEAE), continueront de coopérer activement au cours des prochaines années, afin de veiller à ce que cet exercice d'analyse des tendances mondiales soit approfondi pour permettre aux décideurs politiques de prendre des décisions éclairées.

ESPAS a été lancé sous la forme d'un projet pilote, qui a été prolongé en tant qu'action préparatoire au titre des budgets 2010 et 2012 de l'Union européenne. Ce projet

⁽¹⁾ Les quatre rapports commandés par l'ESPAS sont:
— le rapport de l'EUISS pour l'ESPAS, *Tendances mondiales 2030: Des citoyens dans un monde interconnecté et polycentrique*, 2012;
— le rapport du CEPS pour l'ESPAS, *The Global Economy in 2030: Trends and Strategies for Europe*, 2013;
— le rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, *Europe's Societal Challenges: An analysis of global societal trends to 2030 and their impact on the European Union*, 2013;
— le rapport de FRIDE et Chatham House (RIIA) pour l'ESPAS, *Empowering Europe's Future: Governance, Power and Options for the European Union in a Changing World*, 2013.

interinstitutionnel unique en son genre a pour but de recenser les tendances mondiales à long terme auxquelles l'Union européenne sera probablement confrontée dans les prochaines décennies et de partager l'analyse à ce sujet, ainsi que d'identifier les enjeux politiques pouvant résulter de ces tendances. L'objectif est de tenter de développer une nouvelle capacité de veille stratégique dans et pour l'Union européenne.

Sous la direction d'une task-force interinstitutionnelle, l'ESPAS s'est, jusqu'à présent, penché plus particulièrement sur les principales tendances mondiales qui se dessinent déjà ou qui pourraient s'esquisser au cours des quinze prochaines années, en mettant l'accent sur trois domaines: i) économie, ii) société et iii) gouvernance et pouvoir. En 2012, il a chargé l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne (l'EUISS) d'élaborer un rapport général sur les tendances mondiales et il a ensuite mis sur pied un groupe de travail pour chacun des trois domaines susmentionnés. En 2013, il a chargé des groupes de réflexion de premier plan d'élaborer d'autres rapports de recherche dans chacun des domaines précités et les travaux en cours ont fait l'objet de discussions et d'analyses lors des conférences annuelles de 2011, 2012 et 2014.

Le contenu des divers rapports, le détail des discussions tenues dans le cadre de l'ESPAS ainsi que la composition de la task-force et des groupes de travail de l'ESPAS sont disponibles sur le site internet www.europa.eu/espas. Un registre en ligne compilant des documents sur les tendances mondiales, qui proviennent de nombreuses sources, est

également disponible à l'adresse www.europa.eu/espas/orbis, une ramification du projet ESPAS.

Le contexte budgétaire prévoit que le «système ESPAS doit être conçu de manière à apporter une contribution régulière aux institutions de l'Union européenne afin de nourrir leur réflexion stratégique à moyen et long terme. Cette contribution suppose une analyse détaillée des tendances à long terme ainsi que la présentation du rapport aux futurs présidents des institutions de l'Union européenne, qui envisage les défis et les options pour la période 2014-2019».

Un principe général de prudence doit, évidemment, s'appliquer à tous les travaux portant sur les tendances à venir. Il est rare que des projections se révèlent entièrement exactes, eu égard au fait qu'aucune tendance n'est immuable et que des événements imprévisibles peuvent modifier le cours de l'histoire de façon spectaculaire, comme c'est souvent le cas. Pourtant, la recherche prospective reste précieuse. Elle nous permet d'envisager le présent dans une perspective plus large et de mieux le comprendre. Elle facilite l'adoption rapide de mesures correctives destinées à enrayer des changements potentiellement négatifs et à façonner l'environnement politique de manière plus positive. En prévoyant ce qu'il pourrait se passer, elle met au jour les questions qui pourraient se poser et elle invite les décideurs politiques à s'y intéresser et à trouver des solutions dans l'intérêt à long terme de la société. Dans la mesure où l'avenir de l'Europe est entre les mains des Européens, la recherche prospective constitue un outil essentiel qui permet de modéliser l'avenir de manière positive.

Synthèse

Le manque d'anticipation, la répugnance à agir quand l'action serait simple et efficace, l'absence d'une pensée claire, les avis contradictoires jusqu'à ce que survienne l'urgence, jusqu'à ce que l'instinct de conservation sonne son gong dérangeant, voilà les éléments caractéristiques de la répétition incessante de l'histoire.

Winston Churchill, Chambre des Communes, Londres, 1935

Les forces qui gouvernent la transformation mondiale amorcée au début des années 1990 remodelent le monde de manière toujours plus profonde et rapide. Le monde devient de plus en plus complexe et ardu à déchiffrer, mais aussi plus précaire.

La première partie du présent rapport énonce cinq tendances mondiales:

- 1) la population vieillit et s'enrichit; la classe moyenne est en plein essor et les inégalités dans le monde s'accroissent;
- 2) le centre de gravité économique et politique se déplace vers l'Asie. Le développement constant de l'économie mondiale est plus vulnérable aux défis et aux faiblesses de la dynamique de la mondialisation;
- 3) la révolution des technologies et de leurs applications transforme les sociétés dans presque tous les domaines. La numérisation en est la cause et des changements déstabilisants en sont la conséquence;

- 4) la rareté des ressources se révèle de plus en plus difficile à gérer, compte tenu de la consommation énergétique croissante et du changement des modèles de production;
- 5) l'interdépendance des pays, qui est aujourd'hui une réalité, ne va pas de pair avec le renforcement de la gouvernance mondiale. L'ordre mondial est plus précaire et imprévisible.

La deuxième partie du présent rapport est consacrée aux trois «révolutions» structurelles (économique et technologique, sociale et démocratique, géopolitique) qui forgent ce monde plus complexe et plus précaire, auquel, selon les auteurs, ces tendances pourraient conduire, ainsi qu'aux défis auxquels l'Union européenne pourrait être confrontée.

1. Trois révolutions qui forgent un monde plus complexe et plus incertain

■ **Une révolution économique et technologique:** la convergence des technologies et la prolifération des outils disponibles au plus grand nombre vont transformer les économies et les sociétés, ce qui aura des conséquences considérables pour la productivité, l'amélioration de la qualité de vie et l'autonomisation des citoyens. La

transformation des sociétés risque, cependant, d'entraîner une flambée du chômage, de creuser les inégalités et d'appauvrir les classes moyennes dans les pays développés, notamment en Europe.

■ **Une révolution sociale et démocratique:** des citoyens plus avertis et mieux connectés seront plus créatifs, plus dynamiques et plus flexibles du point de vue professionnel; ils seront également plus exigeants et plus critiques. Une évolution de ce type pourrait permettre aux pays de remanier en profondeur leurs «contrats sociaux» et d'inventer de nouvelles formes de gouvernance. Elle compliquera, cependant, la négociation de conventions collectives et l'élaboration d'approches communes à travers les structures traditionnelles, telles que les partis politiques ou les syndicats. Les mouvements contestataires pourraient s'amplifier, de même que le recours à des initiatives moins traditionnelles et plus locales. Soumis à une pression croissante, tous les niveaux de gouvernance devront faire preuve d'une responsabilité et d'une transparence accrues.

■ **Une révolution géopolitique:** l'essor de l'Asie devrait se poursuivre tandis que la prédominance du continent européen et des États-Unis au niveau mondial touche peu à peu à sa fin, après environ deux siècles. Couplée à l'émergence d'autres puissances en Afrique et en Amérique latine, cette transformation donnera naissance à un monde de plus en plus multipolaire. La mondialisation continuera, mais elle sera de plus en plus orientée par de nouveaux acteurs dont les valeurs diffèrent. Les oppositions entre les principaux acteurs pourraient se multiplier.

Le cadre multilatéral d'après-guerre pourrait alors être soumis à une pression croissante, ce qui compromettrait la capacité collective de gérer l'interdépendance grandissante de manière efficace. La communauté internationale peine à aider à se redresser un nombre croissant d'États faibles et en déliquescence. Dans le même temps, des acteurs non étatiques néfastes peuvent chercher à tirer parti des failles existantes.

En corollaire à ces trois révolutions, les décennies à venir sont susceptibles d'être marquées par de fortes turbulences et des transformations radicales. Les effets d'une éventuelle accélération des changements climatiques pourraient compliquer davantage la situation et exacerber les conséquences négatives des tendances décrites ci-dessus. Le cadre général sera inquiétant, sachant que les défis seront interconnectés et que les États, voire les régions, ne seront pas en mesure de les relever individuellement. À l'échelle mondiale, la résistance de presque tous les États et organisations clés risque d'être fortement éprouvée.

Dans pareil climat d'incertitude, de volatilité et de risque systémique, le champ d'action des facteurs néfastes sera considérable. Une crise financière et monétaire de grande ampleur, une pandémie majeure, une crise énergétique à grande échelle et un conflit dans la région Asie-Pacifique ne sont notamment pas à exclure.

Des facteurs positifs peuvent également entrer en jeu, parfois en réponse à ces risques: révolution numérique véritablement inclusive, révolution énergétique sans précédent, remaniement de la relation transatlantique, transformation du système multilatéral et renouvellement de l'Union européenne.

2. Implications pour l'Union européenne

Les trois «révolutions» esquissées ci-dessus auront une incidence considérable sur l'Union européenne et ses États membres, à l'horizon 2030 et au-delà, et sur les choix politiques immédiats dans les cinq années à venir.

L'Union européenne est confrontée à ces tendances et ces défis de taille alors qu'elle entame un nouveau cycle politique et économique. Elle dispose de nombreux atouts: diversité culturelle, capital humain hautement qualifié, excellente capacité de recherche, infrastructures développées, cohésion sociale forte et système politique décentralisé à plusieurs niveaux, fondé sur l'état de droit et la liberté individuelle. Cependant, pour que l'Europe puisse rester à l'avant-garde du développement humain, ces atouts doivent être promus activement. Le «statu quo» en matière de gouvernance économique et sociale et de résistance aux pressions externes ne suffira pas pour que l'Europe préserve sa position dans un monde plus exigeant qui change rapidement.

À l'avenir, l'Union européenne sera inévitablement confrontée à de nouveaux risques et défis, dont les principaux seront internes et concerneront la nécessité de rétablir la confiance à l'égard de l'Union européenne et d'obtenir des résultats concrets et avantageux pour ses citoyens.

Résoudre l'équation de la croissance européenne au cours des vingt prochaines années ne sera pas facile. Les niveaux élevés de dette limiteront l'effet de levier financier en Europe et ailleurs dans le monde. Le moteur des pays émergents pourrait ne pas être suffisamment puissant pour faire progresser rapidement l'économie mondiale et il pourrait être davantage affaibli par les défis internes majeurs auxquels seront confrontés ces pays et par le vieillissement rapide de leur population. Il est donc dangereux de penser que la croissance est un phénomène cyclique, dont il suffit d'attendre le retour. Un simple rattrapage, de même qu'une simple approche keynésienne, ne suffit plus à générer de la croissance, qui passe par l'élimination de la dette. L'achèvement du marché unique et la réalisation d'une authentique union économique et monétaire jouent un rôle important à cet égard. Le succès dépendra également de la capacité d'anticipation de l'Union européenne, de son aptitude à être plus flexible, plus agile et plus inclusive. Parallèlement, l'Union doit agir de manière stratégique et favoriser une perspective à long terme parmi les acteurs des secteurs privé et public.

Le présent rapport dénombre cinq principaux «défis» stratégiques interconnectés, que l'Union européenne devra relever au cours des prochaines années. Il *ne prescrit pas* d'initiatives stratégiques, il cherche plutôt à dessiner le cadre d'un certain nombre de défis stratégiques potentiels auxquels pourraient être confrontés les décideurs politiques. Ces défis

à venir impliquent un remodelage de l'économie, la promotion d'une société de changement et d'innovation, la lutte contre la montée des inégalités et de l'exclusion, la facilitation de l'autonomisation des citoyens et de la vie démocratique, ainsi que le renforcement du rôle international de l'Union européenne.

i) Remodeler l'économie

■ La nécessité pour l'Europe de disposer d'une nouvelle plateforme pour une croissance économique durable et viable:

considérer la croissance comme un phénomène cyclique, dont il suffit d'attendre le retour, comporte de réels dangers. Les niveaux élevés de dette constituent un sérieux handicap en Europe et ailleurs dans le monde. Par ailleurs, les pays émergents ne sont pas nécessairement destinés à être les moteurs de l'économie mondiale. La renaissance de l'Europe dépendra principalement de sa capacité d'innovation, pas simplement numérique et technologique, mais aussi sociétale, ainsi que dans sa conception et sa pratique de la gouvernance.

■ Mobilisation des investissements publics et privés pour aider à stimuler l'économie de l'Union:

une convergence accrue des investissements publics et privés et, notamment, le recours à l'épargne privée favoriserait la création d'emplois et permettrait de consolider le modèle européen d'économie sociale de marché.

■ Achèvement du marché unique:

le marché unique des biens et des services est loin d'être achevé, principalement en raison de la résistance affichée par les parties dont le statu quo sert les intérêts particuliers. En effet, même dans les secteurs où il est sur le point d'être achevé (comme le secteur industriel), le marché unique doit être mis à jour régulièrement afin de tenir compte de l'évolution du marché. Les écarts se creusent dans le secteur des services, où la croissance économique est potentiellement la plus forte. Des initiatives vigoureuses doivent être prises pour inverser ces tendances.

■ Gouvernance renforcée dans la zone euro:

la gestion et la réduction de la dette publique dans la zone euro, de même que l'assainissement définitif du secteur bancaire, vont nécessiter volonté et unité politiques. La coordination et la mise en œuvre de réformes économiques majeures dans les États membres, ainsi que l'achèvement de l'union économique et monétaire (UEM), sont les tâches de court et moyen terme. À plus long terme, il pourrait être envisagé d'améliorer la coordination des politiques fiscales et du travail, en liaison avec le renforcement de la surveillance budgétaire et économique, ainsi que d'avancer sur la voie d'emprunts obligataires et de capacités de financement central adaptées. Tout au long de ces processus, il importera de maintenir une cohésion suffisante entre les membres de la zone euro et les autres membres de l'Union.

■ Développement d'une authentique «Union de l'énergie» et lutte contre le changement climatique:

la fragmentation du marché énergétique et la transition vers des énergies renouvelables sont des questions à traiter

rapidement et dans leur globalité, à travers des politiques susceptibles de réduire les risques de la dépendance actuelle aux ressources extérieures. La sécurité de l'approvisionnement et la compétitivité devraient être renforcées en parallèle. À la lumière des dangers liés au changement climatique, une «Union de l'énergie» devrait également contribuer aux efforts déployés par l'Union européenne pour réduire ses émissions.

ii) Promotion d'une société de changement et d'innovation

■ Une véritable révolution numérique:

l'Union européenne et ses États membres doivent résorber leur retard par rapport aux principaux acteurs afin de regagner du terrain dans le domaine de l'innovation technique et industrielle, en particulier dans le secteur numérique, qui évolue rapidement. Il sera essentiel de permettre aux opérateurs de mener des recherches de pointe et d'accéder plus facilement au marché. Les citoyens devront adopter de nouveaux modes de consommation, de travail et de communication. Au niveau de l'Union européenne, il sera primordial de parachever le marché unique numérique afin de permettre à l'Union d'atteindre une croissance supérieure sans s'endetter et de réduire les niveaux actuels du chômage.

■ La mise en place d'un espace européen d'innovation et de recherche:

en dépit des programmes de l'Union européenne, la fragmentation du secteur de la recherche et du développement dans les sphères privée et publique est source d'inefficacité, empêche d'atteindre la masse critique nécessaire et conduit à multiplier les normes pour les produits. La mobilité des scientifiques entre le monde universitaire et celui de l'industrie, ainsi que des initiatives audacieuses, sont vraisemblablement les clés d'investissements mieux ciblés et d'une innovation maximale.

■ Une refonte de l'éducation:

le rendement de l'investissement dans l'éducation doit être évalué en profondeur partout en Europe. À l'heure actuelle, de hauts niveaux de dépense n'empêchent pas l'inadéquation croissante des compétences, le manque de compétences de bases en informatique, et le décrochage scolaire précoce, qui aboutissent à l'exclusion du marché du travail de nombreux travailleurs, jeunes et moins jeunes. Des formations linguistiques inadaptées constituent un frein à la mobilité professionnelle. L'Europe perd peu à peu son avance pour ce qui concerne des compétences de base essentielles, par rapport à d'autres économies majeures ou émergentes. Les nouvelles politiques d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie devraient viser l'excellence durable et l'accroissement du taux d'activité.

iii) Combattre la montée des inégalités et de l'exclusion

■ La montée des inégalités

va progressivement entamer la cohésion de l'Union européenne et affaiblir sa force économique. Jusqu'à présent, l'Union européenne n'est pas parvenue à réintégrer les travailleurs peu qualifiés et d'autres groupes sociaux durement touchés par la mondialisation. Elle est encore moins préparée à la

révolution technologique imminente, qui pourrait creuser l'écart de façon spectaculaire entre les «gagnants» et les «perdants». Pour éviter d'aggraver le clivage social, l'Union européenne et ses États membres (chacun dans le cadre de ses compétences respectives) devraient mettre collectivement l'accent sur l'assouplissement des marchés de l'emploi, le rôle inclusif des systèmes éducatifs, la réduction des freins à l'initiative et à la concurrence, et l'accroissement des investissements dans les systèmes de santé. Il conviendrait d'adopter des mesures permettant aux exclus, ou à ceux qui risquent de l'être, d'acquérir les compétences demandées sur le marché du travail et, de manière générale, visant à promouvoir leur insertion dans la vie collective.

- **Réorienter le débat sur la migration:** de nombreux États membres de l'Union européenne sont soumis à des pressions croissantes, en raison des niveaux de migration élevés qui menacent la cohésion de leurs sociétés. Ces pressions, qui trouvent principalement leur origine dans les pays situés au Sud de l'Europe, sont susceptibles d'augmenter au cours des prochaines décennies, pour des raisons démographiques et politiques. Il n'existe pas de solution simple à ce problème. Parallèlement, le vieillissement de la population européenne implique que, à plus long terme, le nombre de personnes en âge de travailler et de faire tourner l'économie sera moins élevée. D'ici à 2030, les politiques migratoires devront être redéfinies pour que la stratégie migratoire soit plus pérenne économiquement, plus humaine et attentivement gérée.

iv) Faciliter l'autonomisation des citoyens et la vie démocratique

- **Améliorer la mise en œuvre effective des politiques et le contrôle démocratique de celles-ci:** en raison de la complexité accrue de la gouvernance et de la multiplicité croissante des informations, les citoyens perdent souvent de vue les plans et les promesses des autorités politiques aux niveaux national et européen. Un manque de confiance s'ensuit, qui peut mettre en péril la cohésion sociale et politique. Des moyens inclusifs et efficaces de sauvegarde et de renforcement de la démocratie doivent être développés à tous les niveaux, sans affaiblir les valeurs et l'équité des systèmes de gouvernance actuels. Au niveau européen, il importe de réformer en profondeur la manière dont l'Union interagit avec les États et les

citoyens. Ces réformes peuvent inclure: une clarification des priorités; le respect systématique du principe de subsidiarité; une transparence fonctionnelle; des modes de communication plus clairs; et la modernisation des systèmes de gouvernance, notamment à travers un fonctionnement interinstitutionnel plus harmonieux et une répartition plus nette de leurs tâches.

v) Renforcer le rôle international de l'Union européenne

- L'Union européenne sera confrontée à des défis externes majeurs, liés à l'insécurité grandissante à ses portes et prenant les formes d'un «retour» de la géopolitique, d'un engagement moindre des États-Unis, et d'un voisinage de plus en plus turbulent. Les Européens devront assurer leur sécurité et leur défense de manière plus collégiale. Cependant, l'Union européenne est loin de disposer des politiques, des instruments et des orientations stratégiques nécessaires pour contrer efficacement ces menaces. Elle doit encore:
 - favoriser la stabilité et le développement dans son voisinage stratégique au sens large, notamment en resserrant ses liens avec les acteurs principaux et en inversant la tendance actuelle à la baisse de l'effort de défense, afin de préserver la sécurité de l'Union européenne et d'agir le cas échéant;
 - renforcer le système mondial, en promouvant efficacement un cadre multilatéral adapté au monde multipolaire mais fidèle aux valeurs universelles;
 - développer ses alliances et resserrer ses liens avec les puissances émergentes. Les partenariats stratégiques existants devraient être consolidés, notamment avec le partenaire de premier plan que sont les États-Unis. Ces partenariats devraient promouvoir l'intégration économique et, le cas échéant, être élargis à la dimension de défense et de sécurité, à des investissements croisés et la gestion des flux de population. Les puissances mondiales émergentes ne devraient pas être tenues à l'écart mais au contraire, encouragées à assumer plus de responsabilités au niveau mondial. La montée de la Chine, qui change fondamentalement la donne, doit pousser l'Union européenne à réévaluer ses relations avec ce pays en proportion de son importance à l'avenir.

Aperçu — Un monde de plus en plus complexe, incertain et en proie à des changements rapides

Vous ne pouvez pas résoudre un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré. Vous devez adopter un autre mode de pensée.

Attribué à Albert Einstein

Une nouvelle époque

Une transformation mondiale s'est amorcée au début des années 1990. Ce qui apparaissait autrefois comme une progression linéaire vers plus de démocratie, plus d'ouverture des marchés et de coopération internationale pacifique semble fléchir. Il est peu probable que ce sera là le modèle dominant à l'horizon 2030.

Trois révolutions sont à l'œuvre simultanément, qui modifieront les défis stratégiques à relever pour l'Europe:

Une révolution économique et technologique: la convergence des technologies numériques, biologiques et industrielles, ainsi que la prolifération d'outils numériques disponibles et accessibles au plus grand nombre, partout et pour presque tous les usages, va transformer fondamentalement la manière dont les économies et les sociétés fonctionnent. La nouvelle «société de la connaissance» fait naître des perspectives exaltantes pour ce qui concerne la productivité, l'amélioration de la qualité de vie et l'autonomisation des citoyens. Cependant, elle risque également d'engendrer d'intenses perturbations dans les sociétés: nous observons déjà une montée du chômage dans les emplois répétitifs et peu qualifiés, une progression des inégalités dans les sociétés (plus qu'entre les pays) et un appauvrissement relatif de la

classe moyenne dans les pays développés, notamment en Europe.

Une révolution sociale et démocratique: des citoyens plus autonomes et mieux connectés seront plus créatifs, plus dynamiques et moins dépendants d'un emploi à vie; ils seront également plus exigeants et plus critiques. Un remaniement en profondeur du contrat social et l'invention de nouvelles formes de gouvernance pourraient en résulter. Cette révolution compliquera, cependant, la négociation d'accords collectifs et l'élaboration d'approches communes à travers les structures traditionnelles, telles que les partis politiques ou les syndicats. Les mouvements contestataires pourraient s'amplifier, de même que se développer le recours à des initiatives moins traditionnelles et plus locales. En tout état de cause, l'exigence de contrôle démocratique et de transparence se feront sentir à tous les niveaux de gouvernance.

Une révolution géopolitique: l'essor de l'Asie va se poursuivre tandis que la prédominance du continent européen et des États-Unis au niveau mondial touche peu à peu à sa fin, après environ deux siècles. Couplée à l'émergence d'autres puissances en Amérique latine et peut-être en Afrique, cette révolution donnera naissance à un monde de plus en plus multipolaire. Les puissances occidentales, qui plaident en faveur d'une plus grande démocratie, d'une plus grande ouverture des marchés et d'une coopération internationale

pacifique, ne seront plus le moteur de la mondialisation. Ce changement de paradigme pourrait entraîner la multiplication des oppositions entre des acteurs clés, tels que les États-Unis et la Chine. Le cadre multilatéral de l'après-guerre pourrait alors être soumis à une pression croissante, ce qui compromettrait la capacité collective de gérer l'interdépendance grandissante de manière efficace. Des acteurs non étatiques néfastes, dont certains sont animés par l'extrémisme religieux, pourraient chercher à tirer parti des failles. Dans le même temps, la communauté internationale a du mal à aider et redresser un nombre croissant d'États faibles ou en déliquescence.

Dans ce contexte, la stabilité interne de l'Union européenne et de ses États membres pourrait être gravement menacée par le terrorisme, les inégalités croissantes et le populisme, tandis que leur sécurité serait compromise par la déstabilisation politique et sociale à l'œuvre dans les pays voisins. L'Union européenne devra rassembler toutes ses forces pour préserver ses valeurs, sa prospérité et sa sécurité et, peut-être, pour assurer sa survie dans son modèle actuel.

Accélération du rythme des transformations et pression de la vision à court terme

De l'avis général, le développement scientifique et technologique s'accélère. Alors qu'il a fallu un quart de siècle pour que l'usage de l'électricité se généralise, dix ans seulement se sont écoulés entre le premier séquençage du génome humain et son utilisation courante. Au cours de cette brève période, les coûts et les délais de mise en œuvre ont été divisés par dix. Les nouvelles technologies envahissent la vie quotidienne plus rapidement que jamais.

La mondialisation, couplée au développement rapide des nouvelles technologies de l'information, est susceptible d'accélérer davantage le rythme du changement: les informations circulent immédiatement par le biais des médias et des réseaux sociaux, les entreprises sont soumises à une pression encore plus intense de la part de leurs actionnaires et la vie professionnelle gagne en intensité. Tout cela implique que les principales décisions prises dans les secteurs social, économique et politique privilégieront principalement la vision à court terme. De plus en plus, cette situation sera une source de vulnérabilité.

Gérer la complexité

La complexité fait déjà partie intégrante de la vie quotidienne de nombreuses personnes et elle sera certainement plus présente encore à l'horizon 2030⁽²⁾. Plusieurs forces jouent un rôle moteur dans ce processus, notamment les exigences environnementales et sociales toujours plus nombreuses des sociétés et l'appétit grandissant des citoyens pour les biens de consommation, les sensations fortes et les loisirs. La complexité résulte aussi, en partie, de la mobilité des biens et des personnes et de la possibilité de vivre plusieurs vies en une. La complexité commence donc au niveau individuel.

La complexité puise également son origine dans la difficulté et l'opacité des processus et des équations liés aux questions et aux événements clés. Les mécanismes de la crise économique, par exemple, sont difficilement compréhensibles, même pour les experts, qui sont souvent en désaccord. Les citoyens ne comprennent donc pas ce qui détermine leur qualité de vie, que ce soit au niveau de l'éducation, de la production ou de la fourniture de biens publics, ce qui engendre de la frustration.

En même temps, l'accroissement des incertitudes peut aussi stimuler l'innovation et la créativité et ouvrir la voie à un avenir nouveau; la complexité peut élargir le champ des actions possibles et densifier la vie sociale et économique. Les nouvelles méthodes et les nouveaux outils, notamment les métadonnées et l'intelligence artificielle, permettront de gérer différemment les incertitudes et la complexité.



Structures flexibles et évolutives

Un monde multipolaire, plus complexe et en mutation rapide va nécessiter des structures souples et évolutives capables de contrôler le nouvel environnement sans le détruire.

Le monde de demain, qui sera à la fois volatil, imprévisible et complexe, nécessitera l'adoption d'approches interdisciplinaires qui permettront d'anticiper l'avenir, de faciliter les réactions et d'améliorer la résilience. Mais surtout, il impliquera la hiérarchisation des objectifs et des stratégies à long terme. Cette nécessité ne fait pas consensus: la persistance des visions à court terme donne à penser que les structures politiques et du monde des affaires actuelles n'encouragent pas un tel comportement. Les autorités publiques doivent réfléchir à la manière d'encourager et de récompenser les stratégies et les innovations à plus long terme⁽³⁾.

Essor du «pouvoir du peuple»

L'essor du «pouvoir du peuple», induit par l'autonomisation politique et économique des citoyens ordinaires, augmentera davantage la complexité. Ce phénomène s'explique, avant

⁽²⁾ Secrétaire général du Parlement européen, «Le Parlement européen en 2025: se préparer à la complexité», 2012.

⁽³⁾ *The Oxford Martin Commission for Future Generations*, 2014. Garantir la viabilité à long terme des décisions nationales et internationales. Le rapport «Now for the Long Term» est l'aboutissement d'un processus de plusieurs années présidé par Pascal Lamy; il fait état des succès et des échecs enregistrés ces dernières décennies dans le cadre de la résolution des défis mondiaux. Le rapport plaide en faveur d'un remaniement radical de la politique et du secteur privé afin d'y intégrer des approches à long terme et il fournit des recommandations pratiques destinées à assurer un avenir plus durable, plus inclusif et plus résilient.

tout, par le renforcement de la démocratisation dans les pays développés, par l'affirmation de la nouvelle classe moyenne dans les pays en développement et par l'accès à la technologie et à l'information partout dans le monde.

L'autonomisation des citoyens est susceptible ou non de renforcer la diffusion des valeurs occidentales dans le monde, et elle va, quoi qu'il en soit, susciter des attentes et des demandes pour ce qui concerne les droits individuels dans les domaines économique, juridique et culturel. En 2030, les citoyens qui souhaiteront être libres de gérer leur vie privée, de choisir un partenaire, de divorcer ou d'organiser leur vie de famille seront beaucoup plus nombreux. En tant que consommateurs, ils prétendront avoir accès aux biens, aux voyages et aux progrès technologiques. En tant que citoyens, ils souhaiteront être gouvernés par une classe politique qui leur rende des comptes.

Le pouvoir du peuple comporte trois dimensions: i) le développement du potentiel des individus; ii) le pouvoir que ce potentiel confère et iii) l'incidence sur les systèmes public et privé.

À l'horizon 2030, la montée du pouvoir du peuple est susceptible d'affecter tous les acteurs (les États, les marchés, les entreprises et les médias):

- les décisions d'achat des citoyens vont orienter l'économie mondiale, alimentée essentiellement par la consommation d'une classe moyenne fortement élargie;
- les gouvernements et les entreprises seront contraints par le contrôle accru que la population exercera sur les structures institutionnelles;
- la mobilité et la connectivité physiques, politiques et intellectuelles, vont promouvoir l'indépendance individuelle;
- la modification des comportements et l'affirmation des attentes et des intérêts des citoyens auront tendance à stimuler la participation de la base à la mobilisation et à la prise de décision politiques.

Les rapports de force, les méthodes de gouvernance et les modèles économiques seront progressivement touchés. En 2030, grâce à l'essor de l'économie collaborative (par exemple OuiShare, covoiturage, Airbnb), les citoyens seront en mesure d'infléchir les évolutions économiques et de redistribuer le pouvoir politique par le biais d'une participation accrue et de solutions innovantes qui répondront aux besoins sociaux.

Cependant, compte tenu de l'accès parcellaire aux technologies et à l'information, ce processus d'autonomisation des citoyens sera inégal. Certains groupes sociaux seront marginalisés, ils auront le sentiment d'être dépassés par la vitesse du changement et ils seront déconcertés par la complexité et l'incertitude de la vie quotidienne. Le défi consistera à s'assurer que les politiques facilitent aussi l'adaptation et l'inclusion sociales de ces groupes afin d'éviter les risques systémiques. Même si, au fil du temps, cette

tendance encouragera les sociétés à converger vers des valeurs démocratiques, notamment les droits de l'homme et l'état de droit, les progrès risquent d'être fragiles et inégaux. Il est très probable que le pouvoir populaire sera en butte à des résistances, ne fût-ce que parce que certaines classes moyennes considéreront que des régimes autoritaires protégeront mieux leurs intérêts.

La montée du pouvoir populaire peut donc s'accompagner d'un risque d'instabilité, mais elle peut aussi représenter une occasion unique pour l'Europe. L'histoire et la diversité de l'Europe, peut-être par-dessus tout, créent un terrain propice pour répondre intelligemment aux nouvelles attentes. Les atouts de l'Europe (transparence, décentralisation, diversité, culture, démocratie représentative directe aux niveaux européen et national) pourraient permettre de prendre en considération les nouvelles revendications des citoyens de manière intelligente et de donner naissance à un nouveau modèle, qui pourrait éventuellement être transposé dans d'autres pays et régions.

D'ici à 2030, les demandes de justice sociale, de liberté politique et d'efficacité économique, telles que celles brandies lors du printemps arabe ou des manifestations en Ukraine, pourraient se multiplier. Parallèlement, les institutions traditionnelles des démocraties établies sont confrontées à des défis, voire à des rejets, de la part de nouveaux mouvements politiques en Europe et aux États-Unis, qui pourraient bénéficier du soutien de divers groupes sociaux réclamant une diminution radicale de l'État-providence ou une protection et une aide accrues pour ceux qui pâtissent des changements sociaux et économiques.

L'expression, a fortiori la satisfaction, des attentes individuelles au sein des institutions collectives n'est pas chose aisée, même dans des systèmes politiques démocratiques. Des systèmes politiques inertes constituent un obstacle, tout comme la difficulté de prendre en considération toute la gamme des intérêts individuels dans une action collective. Des systèmes politiques perçus comme distants, dysfonctionnels ou corrompus sont la cause principale du mécontentement récent vis-à-vis de la démocratie aux niveaux continental, national et régional.

La gouvernance mondiale est, au mieux, inadaptée et, au pire, dysfonctionnelle. À l'horizon 2030, il est fort peu probable que les citoyens se voient accorder la possibilité d'exercer leur citoyenneté mondiale ou d'influencer directement les accords pris entre États, bien que l'influence des groupes de pression bien organisés puisse continuer de grandir. De manière générale, l'écart entre les attentes des citoyens et les réponses offertes par le système politique mondial attiseront le mécontentement social et engendreront de la frustration partout dans le monde. Au niveau local, cette inadéquation risquera de donner naissance à des dynamiques révolutionnaires, dans les cas extrêmes.

Une «dernière tempête»?

La complexité et l'incertitude renforcent l'incidence potentielle des principales crises que les évolutions ci-dessous pourraient déclencher aux niveaux local et mondial:

- une croissance économique dans les pays émergents engendrant de la déception, de la frustration et un climat politique volatil;
- des changements climatiques affectant principalement les zones et les populations les plus fragiles, et pouvant avoir des répercussions profondes sur les flux migratoires ainsi que sur les perspectives et les performances économiques;
- une croissance des inégalités, à la fois réelle et perçue, aggravée par un manque de possibilités de mouvement entre les classes sociales;

- une faiblesse du système multilatéral, ne permettant pas d'assurer la résolution pacifique des conflits et le respect des valeurs communes.

Dans les pages qui suivent, le présent rapport analyse les principales tendances mondiales qui sous-tendent ces dangers ainsi que leurs implications majeures pour l'Europe. Il s'agit de fournir aux institutions politiques et à leurs dirigeants une perspective à plus long terme ainsi que plus de matière à réflexion. Les décideurs politiques qui décideront d'utiliser le présent rapport pourront mieux anticiper les changements et y faire face.



Cinq grandes tendances mondiales à l'horizon 2030

INTRODUCTION

Tendances

Dans un monde caractérisé par des changements rapides et une forte probabilité de perturbations importantes, porter le regard sur l'horizon 2030 s'avère aussi difficile que nécessaire. Néanmoins, cinq tendances principales se dégagent:

- 1) la population vieillit et s'enrichit; la classe moyenne est en plein essor et les inégalités dans le monde s'accroissent;
- 2) le centre de gravité économique et politique se déplace vers l'Asie; le développement continu de l'économie mondiale devient plus vulnérable aux défis et aux faiblesses de la mondialisation;
- 3) la révolution des technologies et de leurs applications transforme les sociétés dans presque tous les domaines. La numérisation en est la cause et des changements radicaux, déstabilisants en sont la conséquence;
- 4) les ressources rares deviennent de plus en plus difficiles à gérer, compte tenu de la croissance de la consommation énergétique et de la réorientation des modèles de production;
- 5) l'interdépendance des pays, désormais une réalité, ne va pas de pair avec le renforcement de la gouvernance mondiale. L'ordre mondial est fragilisé et imprévisible.

Remarque: L'analyse exposée ci-dessous se veut prudente; elle tente d'adopter une approche interdisciplinaire/

multidisciplinaire dans le but de déterminer ce que nous savons, aussi bien que ce que nous sommes conscients de ne pas savoir et de proposer, le cas échéant, une réflexion créative sur ce que nous ne sommes pas conscients d'ignorer. Nous définissons ces trois catégories d'informations en fonction de leur degré d'incertitude par rapport à l'avenir. Par ordre ascendant:

- les «**projections**»: certaines de ces projections sont fiables, telles que les tendances démographiques, tandis que d'autres seront au moins largement déterminées par ce qui existe déjà, telles que le développement de nouvelles technologies;
- les «**incertitudes**»: elles regroupent les tendances et les défis que nous connaissons, même si nous ne savons pas exactement comment ils évolueront. C'est le cas, notamment, des changements géopolitiques ou sociétaux, ou de la réponse au changement climatique;
- les «**Wild cards**»: cette catégorie relève principalement de la spéculation et/ou de mises en garde concernant des développements improbables, mais profondément perturbateurs, ou des événements soudains. Réfléchir à des questions de ce genre doit favoriser une meilleure compréhension des enjeux actuels et promouvoir une approche créative, dans le but de faire preuve d'une plus grande ouverture à l'égard d'éventuels changements d'envergure.

Tableau 1 — Tendances et incertitudes aux niveaux mondial et européen

	MONDE		EUROPE	
	TENDANCES MONDIALES Projections	Incertaines	TENDANCES DANS L'UNION EUROPÉENNE Projections	Incertaines
Général	Monde complexe, fragile, instable et incertain. Époque d'insécurité.	Risques systémiques liés aux pays émergents, stagnation de la croissance mondiale.	Intégration de la zone euro, environnement précaire, faible croissance.	Capacité de changer? Accumulation de risques? Evolution de l'éthique/des valeurs?
Économie	Viellissement de la population mondiale.	Ralentissement de l'activité économique en Chine avec conséquences systémiques? Modification au niveau mondial de l'allocation des flux d'investissements? Révolution technologique dans les secteurs de l'énergie ou des communications?	Insoutenabilité des systèmes de protection sociale. Contraction de la main-d'œuvre. Besoin de réformes structurelles pour l'allocation des investissements et de l'épargne. Rôle clé de l'éducation dans une société vieillissante.	Gains de productivité massifs dans le secteur public? Économies remaniées en profondeur par la révolution technologique?
	Concurrence accrue pour l'énergie, les matières premières et d'autres ressources naturelles.	Incidence du gaz de schiste, des réseaux électriques intelligents, de nouvelles sources d'énergie renouvelable? Incidence du changement climatique? Incidence de la classe moyenne?	Crise du bouquet énergétique de nombreux États membres.	Création d'un réseau énergétique paneuropéen? Sécurité d'approvisionnement compromise?
	Désendettement et intervention de l'État.	Guerre des devises? Risques systémiques liés aux systèmes financiers dans les pays émergents?	Lent recyclage des actifs toxiques. Croissance modérée sans dette. Intégration de la zone euro.	Fin des marchés de capitaux libres? Euro sans réformes structurelles?
	Concurrence accrue Nord/Sud et Sud/Sud sur les marchés d'exportation. Rôle accru des accords régionaux.	Géopolitisation du commerce? Stagnation de la mondialisation?	L'Union européenne reste l'une des économies les plus ouvertes, vulnérable aux ralentissements du commerce mondial.	Conséquences du partenariat de commerce et d'investissement avec les États-Unis (TTIP)? Accords de libre-échange avec la Chine/Russie? L'UE et les États-Unis fixent-ils encore des normes suivies ensuite au niveau mondial?
Technologies	Technologies convergentes. Bouleversement des modèles commerciaux dans tous les services.	Révolution industrielle (et ensuite sociale) accomplie? Niveau de perturbations et de perspectives créées?	Potential de rattrapage toujours présent. Marchés groupés pour des combinaisons innovantes (services/produits) L'éducation sera la clé.	Numérisation réussie et poursuite de l'intégration du marché unique, y compris des services?
Société	Essor de la classe moyenne. Accroissement des inégalités. Montée du mécontentement. Autonomisation des citoyens. Régionalisation des modes de migration (du Sud au Sud, du Nord au Nord).	Époque de révolutions? Mise en question des structures collectives par les individus? Montée du nationalisme et de l'extrémisme (religieux)?	Atteinte des classes moyennes dans le monde, classe moyenne de l'Union européenne menacée. Accroissement des inégalités. Société basée sur la créativité. L'Union européenne continuera d'être un pays de destination pour les migrants provenant des pays voisins.	L'instabilité dans les pays émergents fait tache d'huile? Résistance/capacité d'adaptation des institutions politiques?
Relations extérieures	Monde plus multipolaire, mais moins multilatéral. Retour à la politique de force.	Bouleversement géopolitique mondial majeur? Développement de nouvelles institutions multilatérales dirigées par les BRICS?	Contraction des dépenses militaires. Dépendance pour ce qui concerne les approvisionnements militaire et énergétique. Pivot américain.	Avenir de l'OTAN? Fragmentation de l'Union européenne? Autorité de l'UE sur la scène mondiale?
	Nouveaux conflits (en particulier catastrophes naturelles et leurs conséquences). L'insécurité au niveau mondial perdure, des groupes rebelles non étatiques provoquent des troubles et des violences.	Terrorisme, tensions politiques. Instabilité, croissance faible?	Incidence sur l'Union européenne elle-même (ses frontières, son processus d'intégration). Voisinage européen en difficulté.	Insécurité énergétique et interne?

PREMIÈRE GRANDE TENDANCE MONDIALE

Une population plus riche et plus âgée, caractérisée par l'essor de la classe moyenne et l'accroissement des inégalités dans le monde

Les inégalités sont préjudiciables à l'évolution de l'humanité.

Kang Youwei

LE MONDE EN 2030

Projections

- Vieillesse de la population mondiale. La croissance démographique mondiale va ralentir et, dans une vingtaine d'années environ, la population mondiale culminera à près de 8,3 milliards d'individus.
- Dans les pays émergents, une nouvelle «classe moyenne» mondiale va rapidement prendre son essor, principalement dans les villes, et en Asie en particulier.
- Dynamique et au fait des dernières technologies, ce nouveau groupe sera particulièrement vulnérable, exposé à des inégalités croissantes et à un vieillissement sans précédent.
- Les inégalités vont se creuser partout dans le monde.
- Les flux migratoires sont susceptibles de s'accroître, notamment le long des axes Sud-Sud.

Incertitudes

- Le vieillissement de la population dans les pays émergents est susceptible d'entraver leur croissance économique et leur stabilité interne.
- L'accroissement des inégalités, pour ce qui concerne l'accès aux ressources (éducation, services de santé), est susceptible de provoquer un profond mécontentement social.

«Wild cards»

- Continuation inattendue de la croissance de la population mondiale, jusqu'à atteindre 11 à 12 milliards d'individus, avec des effets négatifs majeurs dans les domaines de la santé et de l'alimentation, sur les ressources énergétiques et la stabilité.
- Risque de pandémies mondiales incontrôlées avec incidence systémique.

Population mondiale vieillissante

D'ici à 2030, la démographie mondiale va continuer d'évoluer sous l'effet conjugué de l'accroissement de l'espérance de vie, de la baisse du taux de fécondité et du relèvement du niveau d'instruction. Ces changements vont modifier les bases structurelles de l'économie mondiale: le vieillissement de la population mondiale pourrait avoir une incidence majeure sur

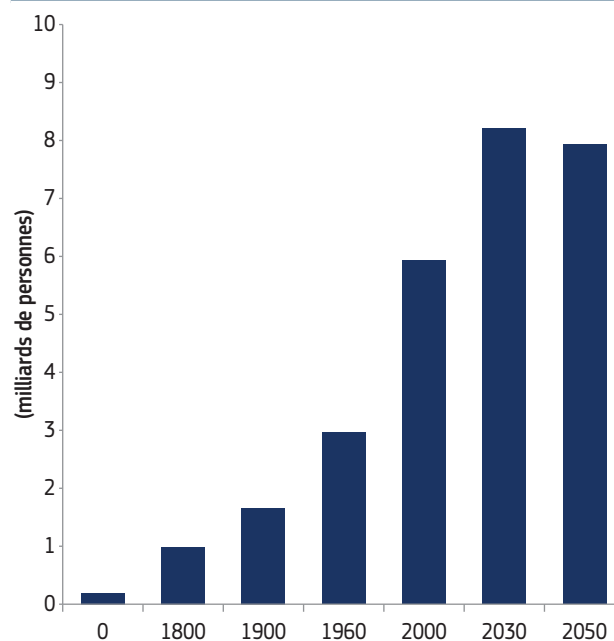
les économies des pays développés et émergents. Si ces derniers conservent une croissance soutenue, le vieillissement de la population s'accompagnera de l'essor d'une classe moyenne au niveau mondial.

Le vieillissement généralisé de la population dans les pays développés et émergents d'ici à 2030 sera plus important qu'envisagé précédemment. Il résulte de l'accroissement de l'espérance de vie, de deux ans tous les dix ans, et de la baisse généralisée du taux de fécondité ⁽⁴⁾.

Les dernières estimations portant sur la croissance de la population mondiale tranchent avec les projections antérieures, qui misaient sur une augmentation de la population mondiale. La baisse du taux de fécondité dans de nombreux pays émergents pourrait être plus importante que prévu et contrebalancer les taux de fécondité toujours élevés en Afrique subsaharienne et en Inde. Avec l'accroissement généralisé de l'espérance de vie, la population mondiale pourrait compter près de 8,3 milliards d'individus à l'horizon 2030. Après une période de stagnation, elle pourrait diminuer pour la première fois dans l'histoire et se stabiliser aux niveaux actuels vers la fin du XXI^e siècle.

Les changements démographiques auront une incidence profonde sur les tendances géopolitiques et économiques partout dans le monde ⁽⁵⁾.

Illustration 1 — Population mondiale (en milliards)



Source: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

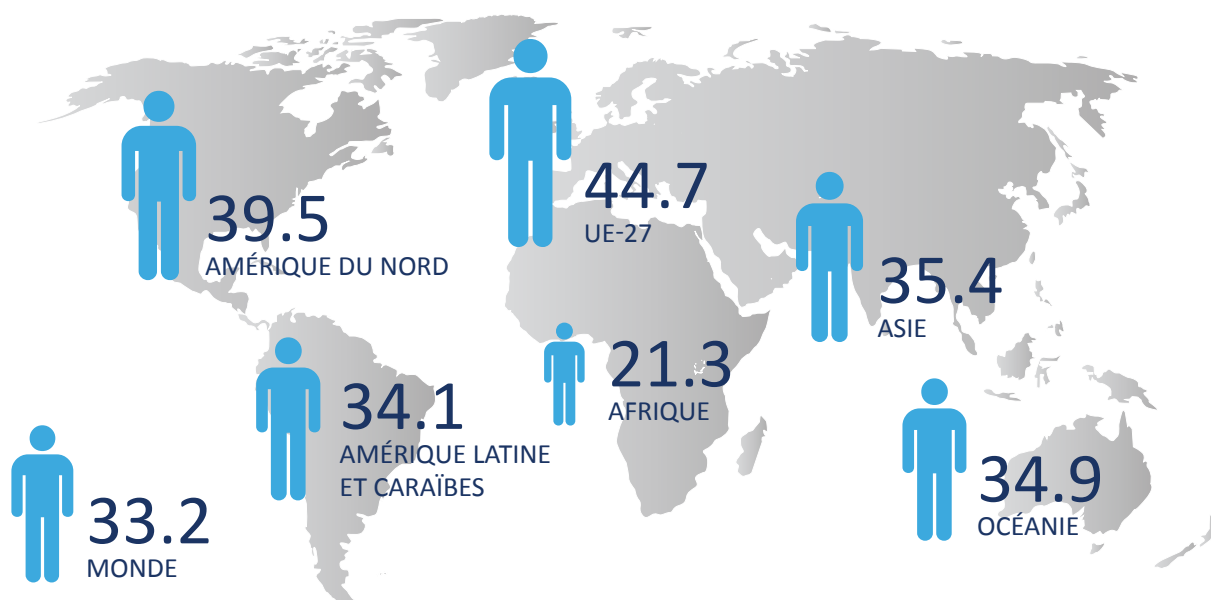
⁽⁴⁾ John Llewellyn, «The Business of Ageing», Nomura International, 2008.

⁽⁵⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2014.

Avec une population dont l'âge moyen sera de 44 ans, l'Europe sera la «plus vieille» région du monde (plus du double de l'âge moyen en Afrique subsaharienne, à savoir 21 ans). Les personnes âgées de plus de 65 ans représenteront près de 23 % de la population de l'Union européenne, contre 16 % à l'heure actuelle (Eurostat, 2013). En supposant

que les tendances actuelles se maintiennent, en Allemagne, la population passera de 82 millions (dont 20 % sont des retraités) à 65 millions d'individus (dont 30 % seront des retraités), d'ici à 2060. Entre 2035 et 2045, la France et l'Allemagne auront probablement le même nombre d'habitants (71 millions).

Illustration 2 — Âge médian dans les différentes régions du monde en 2030



Source: Rapport de Rand Europe pour l'ESPAS, 2013.

Effets systémiques du vieillissement de la population mondiale

Si la portée à plus long terme des évolutions démographiques est incertaine, elles sont bel et bien susceptibles de modifier l'environnement économique et politique mondial. D'une part, le vieillissement de la population et le ralentissement de la croissance démographique dans de nombreuses régions du monde contribueraient à faire reculer la pauvreté. D'autre part, ces deux facteurs seraient également susceptibles de ralentir le rythme auquel les pays émergents rattrapent l'avance des pays développés.

La principale incertitude est liée aux effets du déclin de la population active en Chine. Jusqu'à présent, la politique de l'enfant unique a entraîné un vieillissement massif de la population, dont les effets seront considérables si la Chine refuse d'ouvrir ses portes aux migrants. Si la Chine n'infléchit pas sa politique, l'âge moyen en Chine augmentera de 11 ans d'ici à 2050 (pour s'établir à 46 ans), tandis qu'aux États-Unis, il n'augmentera que de trois ans (pour s'établir à 41 ans) ⁽⁶⁾.

Le vieillissement de la population mondiale va s'accroître au fil du temps: le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans va doubler au cours des 25 prochaines années, jusqu'à représenter 13 % de la population mondiale. Alors qu'en Suède, il a fallu 114 ans pour que la proportion des individus

âgés de plus de 60 ans passe de 7 à 14 %, il ne faudra pas plus de 25 à 28 ans en Chine ou en Inde pour qu'elle double ⁽⁷⁾. Dans la plupart des pays les plus développés, le déclin de la population active (20 à 70 ans) est déjà amorcé et il ne sera contrebalancé que partiellement par l'augmentation du taux d'emploi des femmes et des personnes plus âgées. La transition démographique des pays au sud de la Méditerranée pourrait aider à stabiliser la région en comblant l'écart entre la croissance démographique et la croissance économique, notamment en Égypte.

Le vieillissement généralisé aura probablement des répercussions majeures sur la main d'œuvre, l'épargne personnelle et la productivité mondiale. Les systèmes de protection sociale dans les pays développés, notamment en Europe, seront mis sous pression, en particulier dans le secteur de la santé. Ils peineront à prendre en charge la dépendance liée au grand âge: entre 1965 et 2005, l'âge moyen de départ à la retraite n'a augmenté que de six mois, tandis que l'espérance de vie a progressé de neuf ans ⁽⁸⁾. Les pays émergents en Asie (à l'exception de l'Inde) seront confrontés à une transition démographique qui affectera profondément leurs économies. Enfin, le vieillissement de la population aura une incidence sur la migration et l'évaluation des risques sociaux.

L'incidence du vieillissement de la population d'un pays sur son économie dépendra principalement des niveaux

⁽⁷⁾ John Llewellyn, «The Business of Ageing», Nomura International, 2008.

⁽⁸⁾ David Bloom, David Canning et Günther Fink, «Implications of Population Ageing for Economic Growth», 2011.

⁽⁶⁾ Nations unies, Division de la population, «Perspectives de la population mondiale: révision de 2012», 2013.

d'instruction: les titulaires d'un diplôme universitaire travailleront plus longtemps, épargneront davantage et seront plus productifs, y compris après 65 ans. Cela donne à penser que les pays émergents où l'accès à l'enseignement n'est pas généralisé et dont le taux de natalité diminue, devront faire face aux défis les plus redoutables: en Chine, la moitié des personnes aujourd'hui âgées de 50 à 65 ans n'a pas terminé l'école primaire. De plus en plus de personnes âgées pourraient basculer dans la pauvreté.

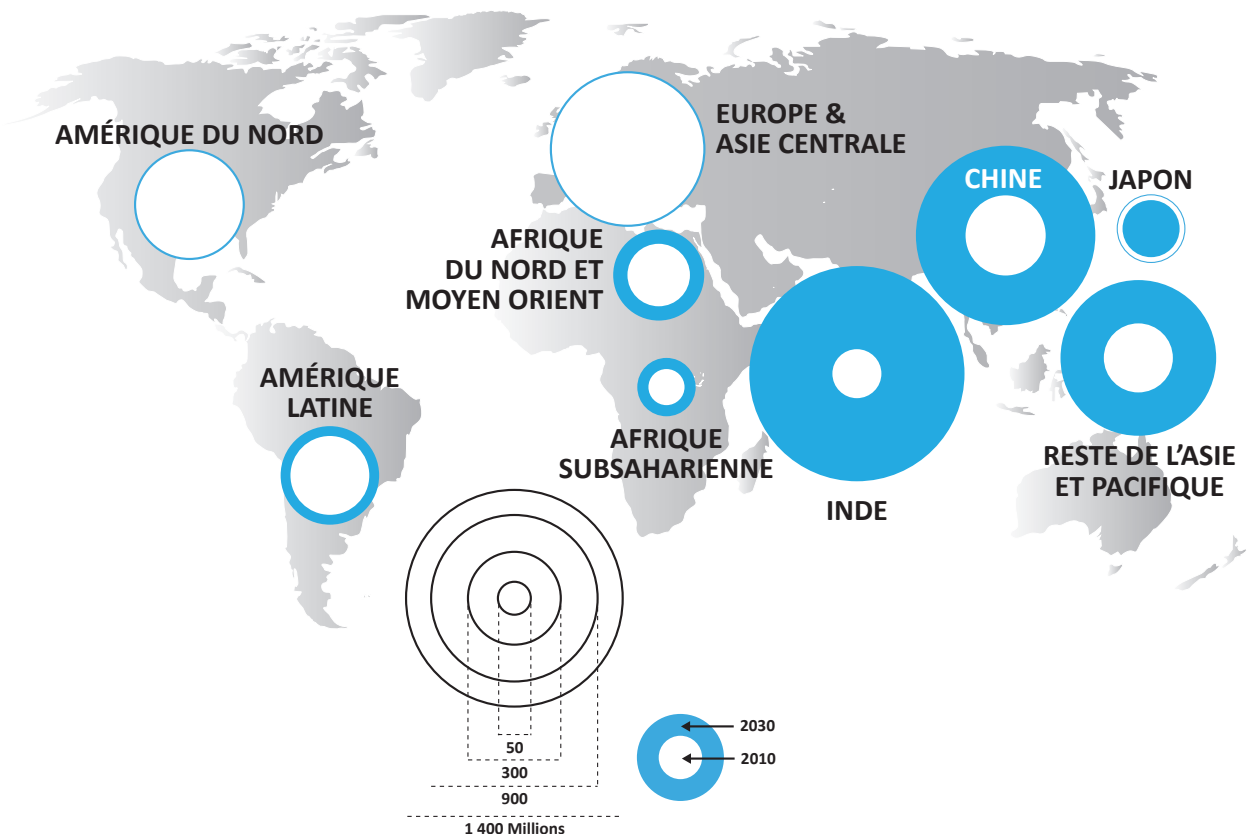
Plus que le vieillissement de sa population, c'est probablement la menace d'un déclin à long terme de sa population active qui fait craindre à l'Europe une baisse de sa prospérité et une remise en cause de sa position dans le monde. La contraction de sa main-d'œuvre va exercer une pression à la baisse sur les économies et pourrait engendrer une stagnation à long terme, à moins que les gains de productivité ne soient importants et couplés à des approches centrées sur l'éducation et la formation. Presque toutes les analyses et

projections actuelles tablent sur une baisse de la productivité au cours des prochaines décennies et, par conséquent, sur une longue période sans croissance économique véritable. Associé au vieillissement de la population, ce schéma est susceptible de déstabiliser les systèmes de protection sociale, d'intensifier les tensions entre les devises et de faire perdurer des niveaux élevés du chômage des jeunes. Combinés, ces effets pourraient saper la cohésion sociale.

Classe moyenne mondiale

Selon les projections actuelles, la classe moyenne mondiale devrait plus que doubler entre 2009 et 2030, passant de 1,8 milliard d'individus à près de 5 milliards. Il faut donc s'attendre à ce qu'elle représente environ 60 % de la population mondiale. C'est en Asie qu'elle devrait connaître son expansion la plus forte, où se concentreront 66 % de la classe moyenne mondiale.

Illustration 3 — Classe moyenne en 2009 et projections pour 2030



Il n'y aura pas de groupe homogène: les écarts de pouvoir d'achat entre les classes moyennes des pays développés et celles des pays émergents persisteront. Cela dit, des ensembles de populations autrefois pauvres verront leur pouvoir d'achat se renforcer considérablement, ce qui favorisera leur mobilité et leur accès aux technologies de l'information et de la communication. Cette évolution se traduira aussi probablement par une montée importante des attentes politiques.

Les hypothèses sur lesquelles se fonde l'essor sans précédent d'une nouvelle classe moyenne sont étroitement liées à la croissance soutenue des économies émergentes. Par exemple, en l'absence d'une telle croissance, une baisse de 1,5 % du taux de croissance de l'Inde d'ici à 2050 priverait la classe moyenne du pays de pas moins de 150 millions d'individus⁽⁹⁾. Le pouvoir d'achat réel de la nouvelle classe moyenne dépendra fortement des coûts de l'éducation, du logement et des soins de santé dans les pays où les services publics sont actuellement inexistantes, faibles ou aux mains du secteur privé.

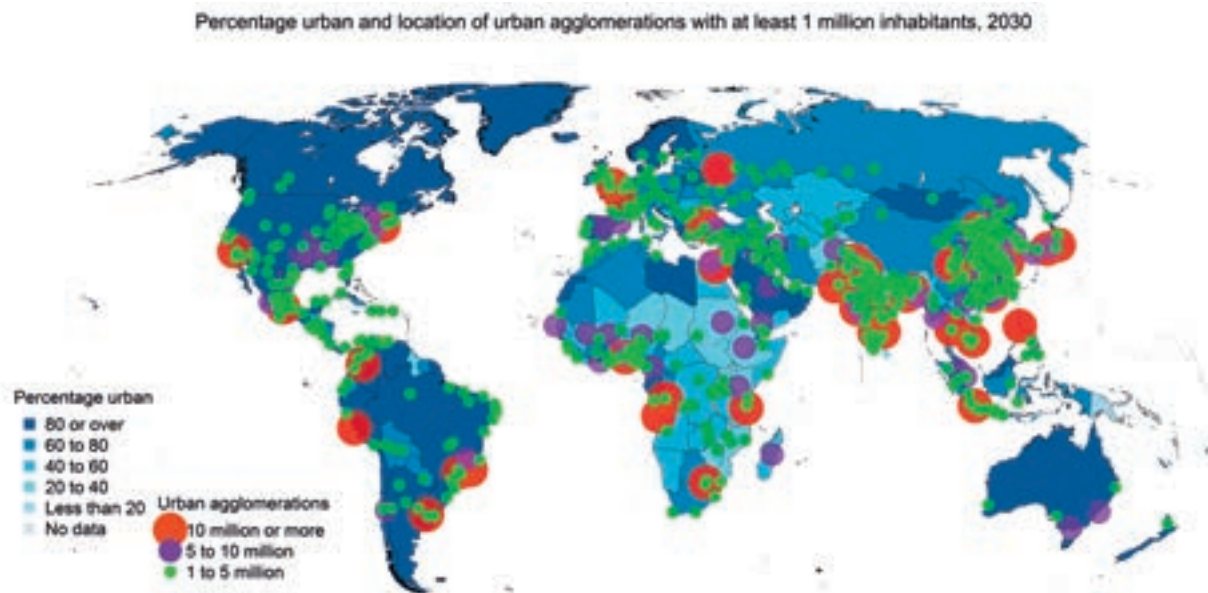
Parallèlement, la population urbaine mondiale devrait continuer de croître: plus de 6 milliards de personnes devraient habiter en zone urbaine d'ici à 2045. À l'heure actuelle, 54 % de la population mondiale vit en zone urbaine; cette proportion devrait passer à 66 % d'ici à 2050⁽¹⁰⁾.

À l'horizon 2030, le monde devrait compter 41 mégapoles abritant chacune 10 millions d'habitants ou plus⁽¹¹⁾. C'est en Afrique et en Asie que ces grandes villes se développeront principalement, au fur et à mesure que les centres urbains de taille moyenne s'étendront⁽¹²⁾. En Europe, 73 % de la population vit actuellement en zone urbaine; d'ici à 2050, cette proportion devrait dépasser 80 %. Il est très probable que les flux directs d'information, de commerce et d'investissement entre ces villes augmenteront fortement, sans qu'interviennent outre mesure les gouvernements nationaux⁽¹³⁾.

L'essor de la classe moyenne mondiale devrait aller de pair avec une hausse significative des niveaux d'instruction [il est escompté que 90 % de la population mondiale saura lire en 2030⁽¹⁴⁾] et un meilleur accès aux nouvelles technologies (50 % de la population mondiale devrait avoir accès à l'internet). Cependant, la qualité et la disponibilité de l'enseignement resteront une ligne de fracture importante entre les pays développés et les pays émergents, notamment chez les personnes plus âgées.

Les classes moyennes dans les pays émergents seront, néanmoins, fort disparates. Moins riches et moins instruites que leurs homologues occidentales, leur pouvoir d'achat sera nettement inférieur en raison de l'accroissement prévisible

Illustration 4 — Urbanisation de la population mondiale - Projection 2030



Data source: World Urbanization Prospects: The 2014 Revision

The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

Source: Nations unies, «Perspectives de l'urbanisation mondiale: révision de 2014».

⁽⁹⁾ Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

⁽¹⁰⁾ Nations unies, Division de la population, «Perspectives de l'urbanisation mondiale: révision de 2014», 2014.

⁽¹¹⁾ Ibid.

⁽¹²⁾ McKinsey, «Urban World: Mapping the Economic Power of Cities», 2011.

⁽¹³⁾ Rapport de l'IESUE pour l'ESPAS, 2012.

⁽¹⁴⁾ Nations unies, Division de la population, «Perspectives de l'urbanisation mondiale: révision de 2014», 2014.

des coûts de l'éducation, des soins de santé et des retraites. Par ailleurs, des systèmes de protection sociale moins développés rendront cette nouvelle classe moyenne plus vulnérable aux soubresauts économiques. La suite dépendra pour beaucoup du rythme auquel la croissance ralentira dans les économies émergentes après une période de rapide expansion et du sentiment de vulnérabilité que ce ralentissement pourra engendrer. Il pourra en résulter des mouvements de protestation politique ou des tendances protectionnistes. Enfin, l'accroissement de la prospérité mondiale pourrait s'accompagner de nouvelles réductions de la pauvreté absolue ⁽¹⁵⁾.

La pauvreté extrême continue surtout de frapper l'Afrique subsaharienne, où plus de 40 % de la population est extrêmement pauvre (plus que partout ailleurs, à l'exception du Bangladesh) et répartie dans pas moins de 26 pays. Les pays suivants comptent le plus grand nombre de personnes vivant dans une pauvreté extrême: l'Inde (33 % de la population mondiale), la Chine (13 %), le Nigeria (7 %), le Bangladesh (6 %) et la République démocratique du Congo (5 %).

En 1990, 36 % de la population mondiale était extrêmement pauvre; en 2010, cette proportion était ramenée à 17,7 %, ce qui signifie quand même que 1,2 milliard de personnes vivent encore avec moins de 1,25 dollar des États-Unis (USD) par jour. L'objectif est de réduire cette proportion à 9 % en 2020 et à 3 % en 2030. Cependant, compte tenu des taux de croissance actuels et de la répartition inchangée des revenus, seule une réduction de 10 % des chiffres actuels est envisageable d'ici à 2030.

Accroissement des inégalités

Même si la pauvreté dans le monde devrait reculer à mesure que les pays émergents rattraperont l'avance des pays développés, les inégalités progresseront partout dans le monde. De nombreuses études récentes mettent en lumière le creusement des inégalités au niveau mondial ⁽¹⁶⁾, notamment dans les pays développés ⁽¹⁷⁾, et l'augmentation de la part de revenus et de richesses cumulés des 1 % les plus riches (0,1 % au niveau mondial). Cette évolution, constante depuis 25 ans, a inversé la tendance qui s'est dessinée après la seconde guerre mondiale en faveur d'une redistribution plus équitable des revenus dans les pays développés.

Indépendamment de toute considération politique et morale, l'inégalité croissante des revenus devient un problème économique en raison de ses effets négatifs sur la croissance et les performances économiques ⁽¹⁸⁾. Dans des conditions de faible mobilité sociale, elle peut sérieusement compromettre la cohésion des sociétés, saper la confiance mutuelle et limiter la capacité et la volonté de changer. Associés aux profils démographiques de nombreux pays, ces développements vont peser sur les systèmes de protection sociale et

nécessiter des efforts importants dans le domaine de l'innovation sociale.

Les conclusions de diverses analyses menées au titre du projet ESPAS se rencontrent sur un point: le creusement des inégalités va présenter un risque politique, social et économique majeur dans les années à venir ⁽¹⁹⁾. Plus de deux tiers des pays pauvres et émergents, qui abritent 86 % de la population du monde en développement, seront confrontés à des inégalités croissantes. Les inégalités, notamment pour ce qui concerne les niveaux de vie et l'éducation, sont susceptibles d'avoir une incidence grandissante sur les schémas de migration.

Les pays industrialisés ne seront pas épargnés par la hausse des inégalités de revenus, qui pourrait affaiblir la cohésion de leurs classes moyennes. Les conséquences sont bien connues: sentiment de déclin relatif au sein de la classe moyenne, fuite des cerveaux et nombre croissant de «nouveaux pauvres», notamment parmi les travailleurs qualifiés sans emploi et les retraités à faibles revenus. L'augmentation de la fortune personnelle, notamment celle des 1 % les plus riches, est favorisée par les politiques fiscales et de sécurité sociale qui ne favorisent pas la redistribution des richesses. Les taux d'imposition du capital et des hauts revenus diminuent régulièrement depuis le début des années 1980 dans la plupart des pays de l'OCDE. Déjà en 2010, les 10 % de revenus les plus élevés représentaient 35 % des revenus totaux en Europe et près de 50 % des revenus aux États-Unis. Entre 1979 et 2007, les 1 % les plus riches aux États-Unis ont vu leurs revenus (après impôts et autres déductions fiscales) augmenter de 275 % tandis que les revenus des 20 % les plus pauvres n'ont augmenté que de 18 % ⁽²⁰⁾. Jusqu'à présent, cette évolution n'a donné lieu à aucune demande militante en faveur d'une hausse de la taxe compensatoire. Au contraire, la vision selon laquelle les impôts publics portent préjudice au pouvoir d'achat et à l'entrepreneuriat continue de prévaloir.

Malgré des améliorations, l'inégalité entre les femmes et les hommes pourrait perdurer à l'horizon 2030, bien que des améliorations majeures soient escomptées ⁽²¹⁾. Les femmes représentent actuellement 60 % des personnes les plus pauvres et deux tiers des illettrés. Elles sont sous-représentées dans l'accès à la propriété et dans les postes à responsabilités. L'écart des compétences entre les hommes et les femmes est susceptible de se prolonger. Les écarts de rémunération, même lorsque les femmes possèdent les mêmes qualifications que les hommes, pourraient aussi se maintenir, avec toutefois des variantes régionales (par exemple, en Afrique subsaharienne, 80 % des femmes sont sous-payées, contre 20 % en Europe orientale et en Asie centrale). De telles disparités pourraient aggraver la paupérisation des femmes âgées de plus de 65 ans.

Une autre forme d'inégalité, le fossé numérique dans et entre les pays, persistera tandis que l'accès aux réseaux sera loin

⁽¹⁵⁾ Banque mondiale, «La prospérité pour tous: mettre fin à l'extrême pauvreté», 2014.

⁽¹⁶⁾ OCDE, «Making Inclusive Growth Happen», 2014.

⁽¹⁷⁾ Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS.

⁽¹⁸⁾ FMI, «World Economic Outlook», 2014.

⁽¹⁹⁾ En particulier, rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

⁽²⁰⁾ Bureau budgétaire du Congrès américain (CBO), «Trends in the Distribution of Household Income between 1979 and 2007», 2011.

⁽²¹⁾ Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

d'être universel. Les progrès technologiques jouent un double rôle à cet égard. Ils accentuent les inégalités sociales et économiques entre les citoyens/pays, puisqu'ils bénéficient avant tout aux professionnels hyperconnectés et aux pays à revenu élevé. Le développement fulgurant de la téléphonie mobile et du secteur des services en Afrique, notamment le secteur bancaire, l'illustre bien: entre 2005 et 2011, le taux d'accès à un téléphone mobile est passé de 12 à 53,3 %, contre 1,4 % pour les lignes fixes ⁽²²⁾. Le fossé technologique pourrait également s'accroître dans les secteurs de la production industrielle et du commerce: ceux qui n'auront pas accès aux nouvelles technologies seront mis au ban de certains marchés régionaux et mondiaux. Les populations des pays émergents et en développement, de même que celles des régions pauvres dans les pays développés, pourraient être fortement handicapées par un accès insuffisant aux réseaux et aux technologies. À l'inverse, les progrès technologiques peuvent aider à réduire les inégalités.

Migration en transition, la migration Sud-Sud s'intensifie

L'essor de la classe moyenne mondiale et l'accroissement des inégalités vont influencer la migration au niveau mondial. Les flux migratoires vont changer: le flot de migration Sud-Nord va se tarir tandis que la migration Sud-Sud va s'intensifier. Dans certains pays émergents dont les économies se développent, le déficit migratoire pourrait s'inverser ⁽²³⁾, des circuits migratoires internes Sud-Sud pourraient voir le jour tandis que les flux migratoires internes liés à l'urbanisation se poursuivront. À plus long terme, la pression migratoire en provenance des pays du pourtour méditerranéen pourrait décroître, sous l'effet des changements démographiques ⁽²⁴⁾. Les individus qui fuient les effets du changement climatique (réfugiés climatiques) sont susceptibles de migrer le long d'un axe Sud-Sud, ce qui pourra engendrer des effets déstabilisants au niveau local.

Dans de nombreuses régions du monde, les pressions à l'émigration trouveront leur origine dans l'instabilité chronique et pas nécessairement dans des conflits ouverts.

Les crises dans les campagnes, exacerbées en certains endroits par la désertification et la destruction des terres cultivables, ainsi que le chômage urbain des jeunes, des femmes et des travailleurs qualifiés constitueront d'autres sources de pression importantes. L'amélioration du taux d'alphabétisation, le déclin de la pauvreté absolue et l'existence de canaux migratoires structurés (légaux ou illégaux) vont continuer de favoriser la migration. L'Europe occidentale pourrait ne plus être une destination privilégiée. Les pays du Golfe, la Chine côtière et les métropoles d'Asie du Sud-Est ou d'Afrique pourraient, en partie, lui voler la vedette. Les flux migratoires ne faibliront peut-être pas, mais l'Europe occidentale devrait être relativement moins concernée. Paradoxalement, le besoin d'immigrants en Europe, notamment de travailleurs peu qualifiés, est susceptible de s'intensifier en raison des futures pénuries de main-d'œuvre et de compétences ⁽²⁵⁾. Cependant, les conditions sociales et politiques (la montée du populisme, le ressentiment croissant et l'exacerbation des peurs parmi les classes moyennes) pourraient compliquer la tâche des gouvernements qui tenteront de rallier les populations à la cause de politiques migratoires plus tolérantes et davantage tournées vers l'avenir.

Enfin, de nouveaux mécanismes de mobilité pourraient substituer au modèle traditionnel d'établissement des migrants une mobilité professionnelle, une migration circulaire et une migration à court terme. Les pays de transit deviendraient, dès lors, des pays d'accueil temporaires et les pays de destination des points d'émigration. Des flux importants de biens tangibles et intangibles accompagneraient cet accroissement de la mobilité individuelle. Il est probable que les migrations circulaires, la mobilité des entreprises, les regroupements familiaux et les voyages allers-retours impliqueront plus de personnes, réorienteront les ressources et donneront naissance à des communautés transfrontalières entre pays et cultures qui seront parfois fort éloignées les unes des autres. Ces flux fluides et réversibles et ces communautés seront plus difficilement contrôlables.

⁽²²⁾ Union internationale des télécommunications, UIT, 2013.

⁽²³⁾ Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013. Voir également: Augur, «Challenges for Europe in the World in 2030», Commission européenne, 2012.

⁽²⁴⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013. Voir aussi «Euromed 2030 - Long Term Challenges for the Mediterranean area», rapport d'un groupe d'experts, Commission européenne, 2010.

⁽²⁵⁾ Boston Consulting Group, «The Global Workforce Crisis: \$10 Trillion at Risk», 2014.

DEUXIÈME GRANDE TENDANCE MONDIALE

Un processus de mondialisation plus vulnérable, conduit par un «G3 économique»

Autrefois, les choses du monde étaient... dispersées; depuis... [elles] sont liées.

Polybius, II^e siècle av. J.-C.

LE MONDE EN 2030

Projections

- Le centre de gravité de l'économie mondiale va continuer de se déplacer vers l'Asie.
- Les échanges de biens risquent de ralentir, tandis que les flux d'investissements et de services sont susceptibles de s'intensifier.
- Des pays émergents seront les moteurs des changements économiques et politiques au niveau mondial.
- Un «G3 économique» (États-Unis, Chine et Union européenne) va dominer le monde; la Chine devrait s'arroger la première place.
- Les changements climatiques vont s'amplifier sous l'effet de l'augmentation des émissions de dioxyde de carbone. Leurs effets négatifs seront plus visibles.

Incertitudes

- Un ralentissement de l'activité économique en Chine aurait des conséquences systémiques.
- Une grogne sociale dans les pays émergents pourrait périodiquement perturber leurs économies et déclencher des conflits régionaux ou mondiaux.
- Les tensions relatives aux matières premières, à l'énergie et aux ressources naturelles pourraient s'intensifier et engendrer des conflits.
- Une guerre des devises entre le dollar américain et le renminbi chinois affecterait les marchés mondiaux.

«Wild cards»

- Le processus de mondialisation pourrait stagner, voire reculer.
- Une crise financière majeure affectant la plupart des pays émergents.
- Tensions géopolitiques ou conflits ayant une incidence sur l'économie mondiale.
- Grave déstabilisation en Afrique en l'absence d'une meilleure gouvernance.
- Implication accrue des États-Unis dans les affaires internationales.

L'économie mondiale continue de se tourner vers l'Asie.

Le centre de gravité de l'économie mondiale va continuer de se déplacer vers l'Asie à l'horizon 2030 et au-delà. Les éléments moteurs de la croissance dans les pays émergents vont continuer d'opérer, quoi qu'à un rythme plus lent, grâce à l'ouverture des marchés, notamment selon un axe Sud-Sud, au développement des compétences de la main-d'œuvre et à un niveau élevé d'épargne. Par ailleurs, la diffusion des nouvelles technologies dans ces économies et ces sociétés va jouer un rôle positif.

Selon les projections linéaires, le PIB chinois sera multiplié par 21 entre 2008 et 2050, tandis que le PIB de l'Europe va progresser de 121 %, dans l'hypothèse d'une croissance annuelle de 2 %. Cependant, des projections plus réalistes, qui tiennent compte du capital-travail, de l'énergie, des progrès technologiques et de l'ajustement des prix, tablent sur un facteur 16 pour la Chine, 21 pour l'Inde, 2 pour les États-Unis et misent sur une progression de 40 % de l'économie européenne ⁽²⁶⁾.

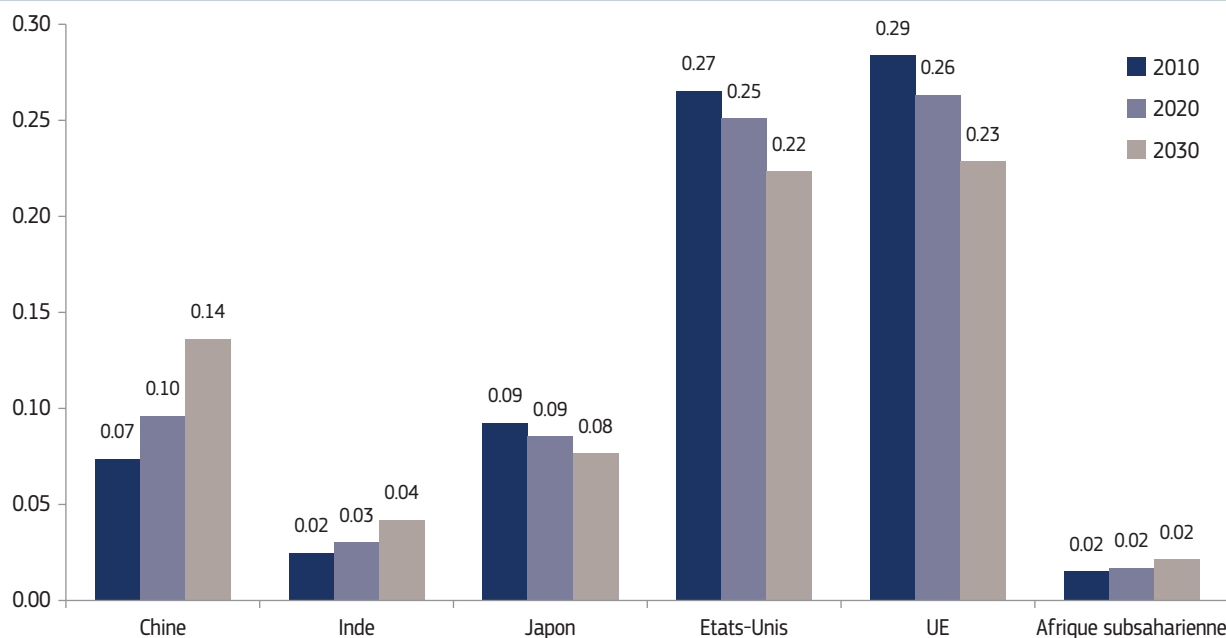
⁽²⁶⁾ Jean Fouré, Agnès Bénassy-Quéré et Lionel Fontagné, «The world economy in 2050: a tentative picture», CEPII, 2010.

En dépit de cette modification de l'équilibre économique, l'économie mondiale sera dominée par trois économies continentales: les États-Unis, l'Europe et la Chine. L'avancée de la Chine et d'autres nations asiatiques ne constitue pas une rupture brutale, mais l'inversion d'une anomalie historique qui a duré deux siècles. Emmenés par la Chine et d'autres puissances régionales, les Asiatiques retrouvent la place qu'ils ont occupée dans l'économie mondiale jusqu'au XVIII^e siècle. Le comblement de l'écart entre les pays industrialisés et les pays émergents marque la fin du monopole exercé par les pays développés dans le secteur des produits manufacturés de pointe et des services à haute valeur ajoutée.

Les analyses réalisées au titre du projet ESPAS suggèrent que la croissance mondiale devrait se poursuivre au rythme de 4 % par an, tandis que le PIB mondial devrait doubler à l'horizon 2030 ⁽²⁷⁾. Il ne fait guère de doute que les

économies des pays émergents vont continuer de rattraper l'avance des pays développés; leur croissance sera tirée vers le haut par la libéralisation du commerce, le niveau de l'épargne, l'investissement dans les technologies et le développement du capital humain. Cependant, le rythme auquel elles combleront leur retard va probablement ralentir à mesure qu'elles se développeront et se spécialiseront, et elles devraient se différencier progressivement. En 2030, la taille de la main-d'œuvre combinée de Chine, d'Inde et d'Afrique subsaharienne pourrait être cinq fois plus grande que celles des États-Unis et d'Europe. Cependant, les progrès économiques de l'Asie dépendront de la stabilité de l'ordre social et économique mondial, de la capacité des pays émergents à consolider leurs succès et, surtout, de la capacité de la Chine à rééquilibrer son économie et à mener les réformes politiques et institutionnelles nécessaires à la stabilité.

Illustration 5 — Contribution au PIB mondial cumulé, par régions (au fil des ans, prix constants)



Source: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

⁽²⁷⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013. Le rapport de PWC de 2011, «The BRICs and beyond: prospects, challenges and opportunities», indique que «L'économie mondiale devrait croître à un taux moyen légèrement supérieur à 3 % par an entre 2011 et 2050, doubler à l'horizon 2032 et pratiquement doubler à nouveau d'ici à 2050».

Illustration 6 — Centre de gravité de l'économie mondiale entre l'année 1 et 2025



Source: «Urban world: Cities and the rise of the consuming class», juin 2012, McKinsey Global Institute. © 2012 McKinsey & Company. Tous droits réservés. Reproduction autorisée.

Un «G3 économique» toujours aux manettes, mais avec la Chine dans le rôle dominant

Les États-Unis, l'Europe et la Chine représenteront environ 55 % du PIB mondial en 2030. Le principal changement tiendra à la position que ces pays occuperont les uns par rapport aux autres. Le produit intérieur brut de la Chine devrait dépasser celui de l'Union européenne et des États-Unis. L'Union européenne tomberait à la deuxième place et les États-Unis à la troisième (voir schéma 7a ci-dessous).

L'accélération des taux de croissance, induite par les progrès technologiques, sera largement responsable de la vitesse de ce changement: alors qu'il a fallu 150 ans au Royaume-Uni pour doubler son PIB par habitant, il n'en a fallu que 10 à la Chine au début de ce siècle.

Même si elles resteront concurrentes, ces trois puissances majeures (les États-Unis, l'Union européenne et la Chine) seront étroitement liées. La question qui se posera alors sera la suivante: comment répartir la valeur ajoutée de la production mondiale de biens et de services? Des services compétitifs, une législation, des normes et des règles de qualité régissant la concurrence et la propriété intellectuelle seront la clé du succès. Les économies qui parviendront à imposer leurs règles et leurs normes jouiront d'un avantage considérable et durable. Ce facteur est un moteur puissant des négociations portant sur le TTIP, qui présente une importance stratégique pour le bien-être à venir des économies américaine et européenne. Si, par la suite, la Chine venait à adhérer à un tel système de libre-échange fondé sur des règles, cela donnerait un coup de pouce indispensable à la croissance économique et à la stabilité mondiale.

Tableau 2 — Tendances des PIB-PPA des sept premières économies mondiales

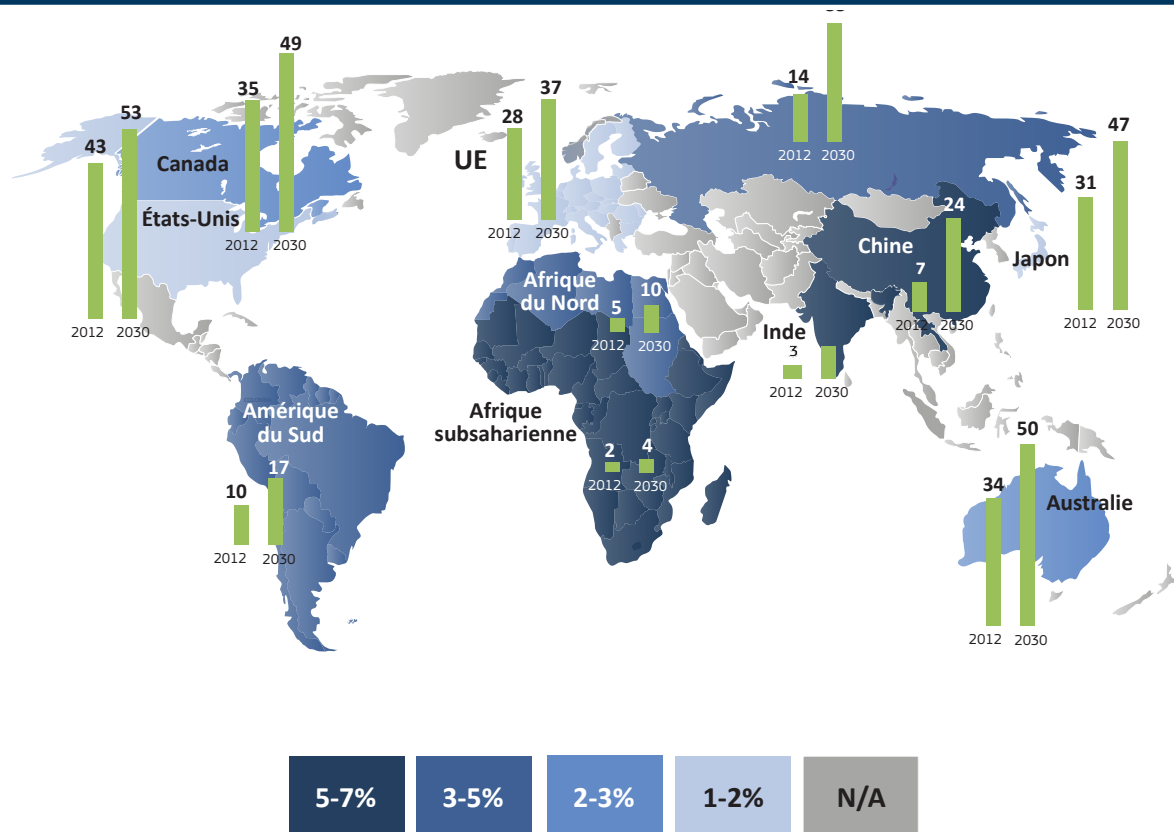
(en milliards de dollars internationaux courants)							
1990		2010		2020		2030	
États-Unis	8 095	États-Unis	13 389	États-Unis	15 861	Chine	31 809
Japon	4 212	Chine	5 180	Chine	15 211	États-Unis	18 659
Allemagne	2 356	Japon	5 048	Japon	7 127	Japon	10 057
France	1 746	Allemagne	2 879	Inde	3 420	Inde	6 799
Italie	1 539	France	2 218	Allemagne	3 180	Russie	4 548
Royaume-Uni	1 487	Royaume-Uni	2 060	Brésil	2 901	Brésil	3 874
Fédération de Russie	814	Brésil	1 920	Royaume-Uni	2 856	Royaume-Uni	3 624

Sources: CEPS – CEPIL, rapport pour l'ESPAS 2013.

Sauf circonstances imprévues, la Chine, dont l'économie aura plus de 2,5 fois la taille de l'économie indienne, devrait conserver sa position d'économie émergente la plus avancée. Cependant, après 2030, le taux de croissance de l'Inde pourrait dépasser celui de la Chine, grâce à une croissance démographique dynamique, même si cela ne suffira pas au pays pour devancer le PIB chinois total dans un avenir proche. Dans le même temps, de nouvelles puissances économiques (notamment, le Mexique et l'Indonésie) sont susceptibles de s'imposer et de rejoindre le groupe des pays émergents, dont feront encore partie le Brésil, le Japon et probablement la Russie.

L'Union européenne détiendra encore l'un des revenus par habitant les plus élevés du monde, mais son taux de croissance relativement plus faible fera tomber sa part du PIB mondial de 23,1 % à 15,5 % entre 2010 et 2030⁽²⁸⁾. Évidemment, le poids relatif de ses États membres actuels sur la scène internationale ne sera plus ce qu'il était: selon les projections actuelles⁽²⁹⁾, le Royaume-Uni pourrait bien être la seule économie européenne à figurer encore parmi les sept premières économies mondiales (voir illustration 6 ci-dessous). La zone euro ne représenterait plus que 10 % du PIB mondial.

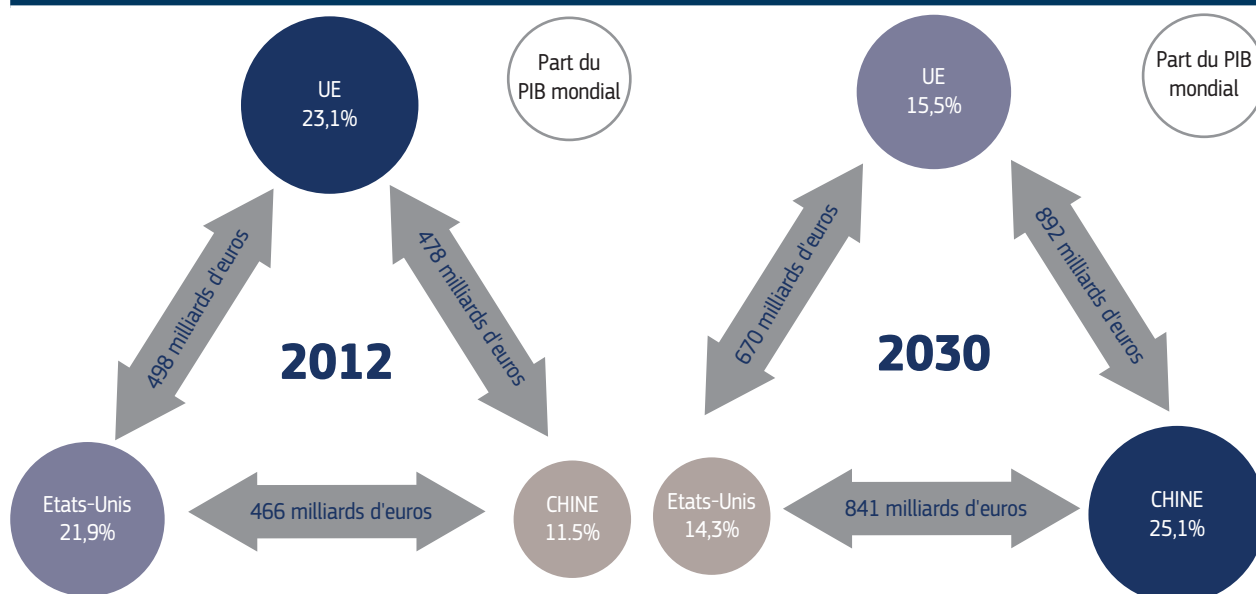
Illustration 7 — Croissance du PIB en PPA en 2030 (en bleu) et PIB par habitant en PPA en milliers d'USD (barres vertes)



Source: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

⁽²⁸⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.⁽²⁹⁾ Ibid.

Illustration 8a — Échanges commerciaux bilatéraux et part du PIB mondial des trois puissances économiques



Source: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

Par conséquent plus de 90 % de la croissance du PIB mondial aura lieu en dehors de l'Europe ⁽³⁰⁾ et que les pays émergents représenteront la moitié de la consommation mondiale. Le commerce extérieur se développera plus rapidement que le commerce intérieur; il représentera 50 % des échanges totaux, contre 40 % aujourd'hui. Avec la délocalisation et la fragmentation des chaînes de production, les services associés aux marchandises (marketing, recherche et développement, conception) vont augmenter considérablement et seront un facteur déterminant de la compétitivité des produits. Le commerce direct et indirect des services représentera près de 50 % de la valeur des échanges commerciaux.

En 2030, l'économie européenne pourrait donc être plus petite en termes relatifs et elle pourrait voir s'éroder son influence sur les questions internationales. L'influence que lui confère son marché intérieur dans les négociations commerciales pourrait en pâtir.

Gros plan sur les États-Unis — leur rôle dans le système mondial

À moins d'une catastrophe majeure, les États-Unis seront toujours la puissance dominante en 2030. C'est le seul pays qui possèdera une économie, une armée, des technologies, un système financier et une devise d'envergure mondiale ainsi qu'un réseau inégalé d'alliances mondiales ⁽³¹⁾. Cette position dominante confère aux États-Unis une responsabilité particulière: ils doivent empêcher les autres économies de manipuler le système international pour leurs propres desseins et ils doivent s'engager dans les principaux combats à venir tout en respectant et en favorisant ce système.

Pourtant, l'histoire récente montre que, en dépit ou à cause de leur position particulière, les États-Unis rechignent à s'engager dans certains aspects du système multilatéral; ils l'exploitent, comme ce fut le cas avec la guerre en Iraq ⁽³²⁾, voire le rejettent, comme dans le cas de Guantanamo. À l'horizon 2030, le monde sera moins malléable. L'ascendant des États-Unis sera alors jugé à l'aune de leur capacité à résister à la tentation de manipuler le système et à continuer d'assumer un rôle responsable et volontariste ⁽³³⁾: lutter contre le changement climatique, renforcer de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer notamment pour encourager les parties à trouver une solution pacifique aux tensions dans la mer de Chine méridionale, favoriser la gestion de l'Arctique, appuyer le processus d'intégration de l'Union européenne comme modèle d'intégration fondé sur des règles et promouvoir l'émergence de l'Union européenne en tant qu'acteur dans les domaines de la défense et de la sécurité. La direction que prendra le TTIP, notamment la mesure dans laquelle il s'ouvrira dans un second temps aux autres grands pays, pourrait être décisive.

La marge de manœuvre que la politique intérieure américaine concèdera aux États-Unis pour qu'ils prennent des responsabilités dans les affaires internationales représentera un enjeu majeur. Les citoyens américains sont perplexes face à la mondialisation et ils sont las des interventions de leur pays à l'étranger, après une décennie de guerres dont les résultats sont mitigés ⁽³⁴⁾. En outre, l'action des États-Unis à l'étranger sera considérablement limitée par une dette

⁽³⁰⁾ «Trade, Growth and Jobs», contribution de la Commission européenne au Conseil, février 2013.

⁽³¹⁾ Rapport de Fride-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.

⁽³²⁾ Le Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, a déclaré en 2004 que la guerre en Iraq menée par les États-Unis était illégale: «J'ai indiqué qu'elle n'était pas conforme à la Charte des Nations unies. De notre point de vue et du point de vue de la Charte, cette guerre était illégale.»

⁽³³⁾ Ministère britannique de la défense, «Global Strategic Trends out to 2045», 2014.

⁽³⁴⁾ Voir notamment l'absence de soutien public aux politiques étrangères, que révèle l'enquête d'opinion Transatlantic Trends 2014 du German Marshall Fund.

publique colossale, un système politique de plus en plus polarisé et de moins en moins efficace et des inégalités croissantes ⁽³⁵⁾.

Les principales tendances mises en évidence dans le présent rapport influenceront les relations transatlantiques de plusieurs manières. Certaines tendances sont susceptibles de rapprocher les partenaires transatlantiques tandis que d'autres pourraient les éloigner.

À l'horizon 2030, la convergence des tendances transatlantiques porte sur les valeurs démocratiques communes et les liens historiques, culturels et humains cultivés depuis plus de deux siècles, qui donnent lieu à une large participation dans les réseaux transatlantiques. L'autonomisation des citoyens est une conviction partagée des deux côtés de l'Atlantique. Par ailleurs, il est de l'intérêt commun des deux parties d'innover pour assurer leur développement durable; de part et d'autre de l'Atlantique se poseront les mêmes défis concernant la résolution des problèmes économiques et financiers à venir. Alors que les États-Unis et l'Union européenne réunis comptent pour à peine plus d'un quart du commerce mondial, ils sont à l'origine de plus des deux tiers de la réserve mondiale d'investissements étrangers directs (IED) sortants et ils représentent la destination de plus de la moitié des IDE entrants ⁽³⁶⁾. Il est également de leur intérêt commun que la gouvernance mondiale soit efficace et multilatérale.

Cependant, le risque d'une différence croissante entre les intérêts stratégiques de l'Union européenne et des États-Unis ⁽³⁷⁾ doit aussi être pris en considération. Il découle potentiellement de capacités de défense, de tendances démographiques et de profils énergétiques très contrastés. En ce qui concerne les profils énergétiques, l'Europe restera fortement dépendante des importations d'énergie dans un avenir proche, tandis que les États-Unis deviendront rapidement presque autosuffisants. Sur le plan stratégique, les États-Unis jouissent d'une supériorité militaire incontestée, leur voisinage est stable et ils font preuve d'un engagement croissant en Asie. L'Europe, quant à elle, est encerclée de toutes parts par des crises potentielles, du Sahel à l'Arctique, et sa capacité d'intervention commune sur des questions liées à la sécurité et à la défense est limitée. Dans le domaine de l'internet, les États-Unis dominent le paysage, contrastant avec une économie européenne qui puise sa force dans les industries et les services traditionnels.

Globalement, au vu des facteurs susmentionnés, il est probable qu'en dépit d'un déclin relatif, les deux rives de l'Atlantique continueront de disposer conjointement d'une influence considérable. La question qui se pose alors est la suivante: que peut faire le partenariat transatlantique pour préserver l'unité du système international et pour limiter les risques de divergence? (voir l'encadré sur le partenariat transatlantique).

Gros plan sur la Chine — une réussite escomptée, mais pas assurée

Parmi les principaux défis à venir, aucun ne sera plus important pour le monde que la capacité de la Chine à entreprendre les réformes nécessaires pour gérer et limiter tout déclin de sa croissance. À l'horizon 2030, l'économie chinoise devrait contribuer à la croissance mondiale à concurrence de 30 %. Selon les tendances actuelles, les investissements étrangers directs consentis par la Chine pourraient atteindre 1 000 milliards d'USD d'ici à 2020 et, selon certains observateurs, d'ici à 2030, la Chine pourrait jouer le rôle imparti au Royaume-Uni après 1870 et aux États-Unis après 1945 ⁽³⁸⁾.

Le développement récent de la Chine est un fait unique dans l'histoire de l'humanité, du point de vue tant de son ampleur que de sa vitesse: plus de 600 millions de personnes sont sorties de la pauvreté grâce à un taux de croissance annuel de près de 10 % depuis vingt ans. Pourtant, l'ampleur des défis auxquels est confrontée la Chine et, par conséquent, des réformes qu'elle doit entreprendre, sont immenses: le pays doit redéfinir le rôle et les limites des secteurs public et privé nécessaires à l'établissement d'une économie de marché, favoriser le développement d'une société innovante et ouverte, ramener la corruption et la fraude à des niveaux maîtrisables, développer un secteur bancaire pleinement indépendant, gérer la bulle immobilière ainsi que des niveaux très élevés de dette publique et privée, assurer la cohésion d'une société caractérisée par des inégalités sociales et territoriales marquées, combattre le terrorisme et gérer les mouvements séparatistes. L'Europe et ses partenaires doivent avoir une vision très claire de l'avenir de la Chine, eu égard au fait que les réponses du pays à ces défis seront susceptibles de bouleverser toutes les projections. Cependant, la Chine a démontré sa capacité à faire preuve de clairvoyance et à surmonter de nombreux problèmes. Dans son rapport de 2000 sur l'horizon 2020, le National Intelligence Council soulignait encore les difficultés que l'intégration de la Chine dans l'économie mondiale allait continuer de représenter pour le développement de son économie. En dépit du succès constant de celle-ci, certains économistes continuent de douter de sa capacité d'éviter l'effondrement de son modèle de croissance ou, à tout le moins, une crise aiguë ⁽³⁹⁾.

La croissance de la Chine dépendra des réformes politiques, économiques et sociales qui seront mises en œuvre. Cependant, quel que soit le scénario, le taux de croissance de la Chine devrait chuter brutalement dans quelques années, passant de 10 % à moins de 5 %. Des incertitudes pèsent sur l'avenir du pays:

■ **Incertitudes économiques:** le rééquilibrage de l'économie en faveur de la consommation a commencé, mais des efforts supplémentaires devront être consentis pour améliorer l'innovation et la productivité et, notamment, pour maîtriser les effets sur l'économie du vieillissement

⁽³⁵⁾ Concernant la situation politique aux États-Unis, notamment les affaires étrangères. Septembre-octobre 2014. Voir «America – Land of decay and dysfunction».

⁽³⁶⁾ Hamilton et Quinlan. «The Transatlantic Economy 2013, Annual Survey of Jobs, Trade and Investment between the United States and Europe.» 2013.

⁽³⁷⁾ Voir Transatlantic academy. «Liberal Order in a post-Western world», 2014.

⁽³⁸⁾ Arvind Subramanian, «Eclipse: Living in the Shadow of China's Economic Dominance», Peterson Institute of International Economics, 2011.

⁽³⁹⁾ Magnus, «Asia's economic miracle fading», Centre for Economic Reform, 2013.

rapide de la population. Au cours des cinq prochaines années, le nombre de retraités dépassera le nombre de nouveaux venus dans la vie active. En l'absence d'ajustement, l'économie chinoise connaîtra un cycle de surinvestissement, ce qui réduira ultérieurement le taux de croissance sur une période prolongée. La taille et l'opacité (notamment au niveau régional) de la dette publique et privée devront être prises en considération. Le secteur financier devra se doter d'une économie de marché efficace. Par ailleurs, il semble certain que la valeur de la chaîne de production économique augmentera, en particulier grâce au nombre croissant de diplômés et aux investissements importants dans les technologies. Le nombre de diplômés universitaires pourrait croître de près de 200 millions d'unités d'ici à 2030. L'internationalisation du renminbi est inévitable, eu égard à la taille de l'économie chinoise, à sa croissance et à son intégration dans le commerce mondial.

- **Incertitudes sociales:** l'accroissement des inégalités dans la société et entre les régions constituera un défi majeur et pourrait entraver le développement des régions continentales et la croissance des salaires en particulier.
- **Préoccupations environnementales:** les risques environnementaux liés à un développement économique incontrôlé et à la corruption augmenteront considérablement, comme l'illustrent les cas de fraude alimentaire et de pollution qui ont touché de grandes zones urbaines et qui ont eu de graves répercussions sur la santé publique. En 2030, la Chine sera le principal émetteur de dioxyde de carbone au monde.
- **Incertitudes politiques:** la stabilité politique interne sera la principale préoccupation des dirigeants chinois. Des ressources financières et politiques considérables seront mobilisées pour assurer la sécurité et le contrôle dans le pays, notamment des communications à travers l'internet. Sécuriser l'accès aux ressources naturelles nécessaires à la croissance restera la priorité de la politique étrangère chinoise: d'ici à 2035, la Chine importera 75 % de son pétrole et sa consommation de gaz pourrait tripler⁽⁴⁰⁾. Cela dit, la politique étrangère de la Chine continuera d'être fortement influencée par des considérations politiques internes et par le désir de redorer le blason du pays, après un «siècle d'humiliation». La fermeté grandissante de la Chine à l'égard de ses voisins se traduit par un durcissement de son attitude dans la mer de Chine et ailleurs dans son voisinage; un effondrement brutal de la croissance chinoise serait susceptible de déclencher des conflits.

Gros plan sur l'Afrique — une bonne gouvernance pour libérer un énorme potentiel

Ces dernières décennies, la population africaine a augmenté de façon considérable; elle est aujourd'hui cinq fois plus importante qu'en 1950. Cette expansion démographique rapide devrait se poursuivre. D'ici à 2030, l'Afrique subsaharienne devrait être une zone de croissance dynamique,

à condition que des progrès notables et durables soient accomplis en matière de gouvernance. L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde où la population active augmentera de façon significative, passant de 500 millions à plus d'un milliard en 2030⁽⁴¹⁾. L'abondance de matières premières, la démographie et l'amélioration du rapport entre la population active et non active seront les moteurs de la croissance du continent africain.

En dépit de cela, il est peu probable que le PIB total de l'Afrique subsaharienne exerce une quelconque influence au niveau mondial⁽⁴²⁾. Le PIB par habitant sera cinq fois moins élevé qu'en Chine et deux fois moins important qu'en Inde. Le faible niveau de l'enseignement général restera un obstacle majeur et la pénurie d'emplois continuera de favoriser l'émigration, notamment à destination de l'Asie et de l'Europe.

PARTENARIAT TRANSATLANTIQUE 2030: NOUVELLE VISION OU CHIMÈRE?

À l'horizon 2030, les États-Unis, l'Union européenne et la Chine seront encore probablement les puissances dominantes, tandis que l'OTAN et les États-Unis resteront les garants de dernier ressort de la sécurité de l'Union européenne. Comment l'action de l'Union européenne et des États-Unis peut-elle ajouter à leurs intérêts communs et, par conséquent, atténuer l'importance de leurs divergences potentielles?

Pour les États-Unis et l'Union européenne, gérer le large éventail des questions complexes que pose l'avenir s'ils élargissent et renforcent leur coopération. Ils pourraient:

Mettre à profit leur pouvoir économique cumulé

La conclusion des négociations portant sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement pourrait favoriser la prospérité et la compétitivité des deux parties et assurer la viabilité d'un ordre mondial fondé sur des règles. Pour ce faire, les barrières non tarifaires doivent être éliminées et les normes réglementaires doivent être harmonisées. Ces actions doivent évidemment être compatibles avec la relance des efforts en faveur d'un cycle de négociation multilatéral mené par l'OMC. Au fil du temps, ce partenariat pourrait s'étendre aux secteurs énergétique, numérique et financier, créant ainsi un véritable marché transatlantique à l'horizon 2030.

Développer une vision commune de l'ordre mondial

Un monde multilatéral et multipolaire n'est pas inévitable. Cependant, dans un monde multipolaire favorisant la dispersion du pouvoir, l'Union européenne et les États-Unis auraient tout intérêt à envisager des

⁽⁴⁰⁾ Rapport de FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.v

⁽⁴¹⁾ Unicef, «Generation 2030 | Africa», 2014.

⁽⁴²⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

solutions multilatérales inclusives pour surmonter les défis mondiaux qui se poseront à eux. La meilleure façon d'y parvenir consistera à œuvrer à une convergence mondiale des conditions de vie et des valeurs communes, sur la base d'un système international fondé sur des règles. À cette fin, les États-Unis et l'Union européenne devraient renforcer leurs mécanismes de consultation et de coopération. En outre, l'actualisation de ce système sera la clé de sa pérennité au XXI^e siècle. Les puissances émergentes bénéficient des systèmes multilatéraux, mais elles n'y sont pas pleinement intégrées. De plus, de nouvelles problématiques telles que la migration, les crises alimentaires et la pénurie d'eau ne sont pas entièrement couvertes par les institutions multilatérales existantes; elles nécessitent la mise en place de nouveaux cadres.

Une société civile transatlantique au service de l'autonomisation des citoyens

De plus en plus, les États-Unis et l'Union européenne vont partager de nombreux problèmes communs relatifs à la croissance économique, à la protection de l'environnement, à la gouvernance de l'internet, aux institutions démocratiques, aux sciences, aux technologies et à l'élaboration d'un code d'éthique destiné aux innovations biomédicales et technologiques. Avec le transfert du pouvoir des acteurs étatiques aux acteurs non étatiques, le resserrement des liens entre les citoyens européens et américains gagne en importance et donne la possibilité de renforcer ces liens dans le monde. Il est primordial, pour les citoyens américains et européens, que l'internet reste libre et ouvert à tous, compte tenu du fait que ses règles principales sont définies par la société civile et les besoins des entreprises.

Comment mettre ces idées en œuvre? Les auteurs du présent rapport suggèrent 1) premièrement, de mettre sur pied un «groupe de vision» conjoint UE/États-Unis, qui servirait de plateforme de réflexion stratégique à long terme sur les tendances mondiales (l'avenir n'est pas le seul objectif: la réflexion sur l'avenir aide à affronter les questionnements présents). Il serait alors possible non seulement d'offrir des perspectives à long terme pour ce qui concerne les relations entre l'Union européenne et les États-Unis, mais aussi de contribuer, à la lumière de celles-ci, à la refondation du système mondial. 2) Deuxièmement, de promouvoir la consolidation des relations entre l'Union européenne et les États-Unis au sein de l'OTAN, qui doit être le cadre du renforcement de la coopération en matière de sécurité entre l'UE et les États-Unis dans la région euro-atlantique.

«Transatlantic ties shaping global trends for a better world.» M. Burrows/A. de Vasconcelos. Transatlantic Policy Network (TPN).

L'émergence d'une classe moyenne, qui pourrait rassembler près d'un milliard de personnes d'ici à la moitié du siècle, sera déterminante pour le développement de l'Afrique. Cette classe moyenne peut transformer l'économie en profondeur, si elle parvient à garantir:

- la mise en place progressive d'un modèle commercial africain, plus endogène et moins dépendant de l'aide internationale, avec un contrôle accru sur ses propres ressources et fondé sur un marché et une consommation intérieurs;
- un cercle vertueux pour retenir la main-d'œuvre qualifiée en Afrique et développer des industries locales qui soutiennent la croissance, en particulier dans des secteurs à fort potentiel tels que l'énergie, l'eau, les infrastructures et les télécommunications;
- le développement vert, comme moteur de l'économie africaine et comme réponse aux enjeux alimentaires mondiaux. Pour que tous les citoyens du monde puissent s'alimenter en 2050, la production agricole mondiale doit augmenter de 60 %. L'Afrique abrite près de 40 % des terres arables non utilisées dans le monde ⁽⁴³⁾. Grâce à l'amélioration des techniques d'irrigation dans un avenir proche et à l'incidence des progrès réalisés dans le domaine des biotechnologies, la production agricole pourrait augmenter de 50 % ⁽⁴⁴⁾; 70 % de la production supplémentaire récoltée devrait provenir de rendements plus élevés ⁽⁴⁵⁾. Selon un rapport de la Banque mondiale publié en 2013, le marché africain des boissons et des produits agroalimentaires devrait tripler d'ici à 2030, pour atteindre 1 000 milliards d'USD ⁽⁴⁶⁾. Concrètement, cette évolution devrait créer plus d'emplois, favoriser la prospérité, offrir plus de possibilités et stimuler la compétitivité de l'Afrique, qui pourrait alors faire son entrée sur les marchés mondiaux;
- de nouveaux pôles d'excellence durables et performants, pour mieux former les étudiants africains et leur donner accès à un savoir-faire scientifique et technique de pointe ⁽⁴⁷⁾. De tels pôles devraient faciliter l'élaboration de solutions novatrices permettant de surmonter les défis propres à l'Afrique: gérer les effets du changement climatique, améliorer la production agricole et mettre au point de nouveaux traitements pour soigner les maladies infectieuses. En 2030, l'Afrique devrait compter 500 chercheurs pour un million d'habitants; à l'heure actuelle, ce rapport est de moins de 50 pour un million.

Cependant, des défis structurels majeurs continuent d'entraver l'évolution du continent africain: manque d'infrastructures de transport et, par conséquent, absence de flux

⁽⁴³⁾ FAO, «World Agriculture: Towards 2015/2030», 1995.

⁽⁴⁴⁾ Rapport de la Banque mondiale, «Growing Africa: Unlocking the Potential of Agribusiness», 2013.

⁽⁴⁵⁾ FAO, «World Agriculture Outlook», 2002.

⁽⁴⁶⁾ Idem.

⁽⁴⁷⁾ La Banque mondiale finance 19 pôles d'excellence implantés dans des universités de sept pays d'Afrique centrale et de l'ouest. Ces pôles dispensent des formations spécialisées en science, technologie, ingénierie, mathématique, agriculture et santé.

commerciaux au-delà des marchés nationaux et absence d'accès des agriculteurs à l'innovation et aux connaissances.

Des faiblesses fondamentales dans la sécurité alimentaire et les soins de santé entravent, voire menacent, le développement du capital humain potentiellement vaste de l'Afrique. En Afrique subsaharienne, une personne sur quatre est sous-alimentée et le faible rythme d'amélioration aura pour effet de tirer les chiffres absolus vers le haut au cours des prochaines décennies ⁽⁴⁸⁾. Pour ce qui concerne la mortalité infantile, un autre indicateur-clé, on enregistre également une amélioration des chiffres, mais la convergence avec les pays développés n'est pas encore à l'ordre du jour, contrairement à d'autres régions en développement telles que l'Asie et l'Amérique latine ⁽⁴⁹⁾. Dans ces conditions, de tous les dangers qui menacent l'Afrique, le risque d'épidémies à très grande échelle est probablement de loin le plus important.

Le développement économique est subordonné à une amélioration décisive de la gouvernance: l'état de droit, la démocratie et le respect des droits de l'homme doivent devenir une réalité beaucoup plus tangible. Il suppose également un changement dans la dynamique des relations que l'Afrique subsaharienne entretient avec ses partenaires sur la scène internationale; ce changement doit favoriser l'établissement d'un réseau solide d'entreprises privées partenaires dans tous les segments du marché mondial, et pas seulement de producteurs de matières premières dépendants de modèles extérieurs de développement. Cela supposerait une «décolonisation des mentalités» vis-à-vis de l'Europe et des États-Unis, une réévaluation de la coopération Sud-Sud, notamment avec la Chine, l'Inde et le Brésil, ainsi qu'un changement d'orientation de la part de tous les acteurs, qui doivent s'intéresser davantage au long terme et à la diversification des économies africaines plutôt qu'à l'extraction des ressources.

Dans un tel contexte, il convient de noter que l'Afrique et l'Europe maintiendront des liens culturels et linguistiques étroits, en raison notamment de la présence d'une vaste communauté africaine en Europe. L'anglais, le français et le portugais resteront les langues véhiculaires de nombreux pays africains.

Anciens et nouveaux pays émergents — les clés du succès

La croissance spectaculaire enregistrée par les pays BRICS au cours des vingt dernières années constitue un phénomène remarquable et inattendu dans l'économie mondiale. Cependant, l'avenir économique des BRICS (Chine comprise) dépendra de leur capacité à briser le plafond de verre et à rejoindre les rangs des pays développés, comme l'ont fait récemment plusieurs pays asiatiques (Japon, Corée du Sud et Singapour). À l'instar de ces pays, les BRICS devront se

délester de leur statut d'économies «copier-coller», qui utilisent des technologies développées par d'autres, et créer leurs propres technologies. Chaque pays émergent devra trouver sa place dans l'économie mondiale; les avantages comparatifs spécifiques et prolongés qu'il en tirera lui éviteront de se faire écraser par des concurrents ou dépasser par la prochaine génération de pays émergents.

Compte tenu de l'accélération des progrès économiques dans de nombreux pays, plusieurs nouveaux pays émergents entreront en scène à l'horizon 2030 ⁽⁵⁰⁾. En 2030, les nouvelles grandes économies (selon le PIB total en PPA) seront ⁽⁵¹⁾ le Mexique, l'Indonésie, la Turquie, le Nigeria et le Viêt Nam. La pérennité de leurs succès dépendra principalement de leur mode de gouvernance, de la qualité de leur politique économique, de leur profil démographique et de leur niveau d'éducation.

Les ressources naturelles, l'éducation et le vieillissement de la population seront les principaux facteurs du développement de l'Amérique latine. Le Brésil, la Colombie, le Pérou, l'Équateur, le Chili, l'Argentine et le Costa Rica devraient connaître une croissance soutenue. Cependant, le dividende démographique va progressivement chuter et, d'ici à 2030, il sera capital que ces pays prennent des mesures préventives pour stimuler leur productivité. Les vastes réserves de ressources naturelles ne suffiront pas à garantir un développement économique durable: en plus des efforts déjà consentis dans certains secteurs tels que celui des énergies renouvelables, il importerait d'investir dans l'éducation, les sciences et les technologies ⁽⁵²⁾.

Un tournant dans la mondialisation du commerce

Ces 25 dernières années, la mondialisation et les progrès technologiques ont profondément altéré l'équilibre et la configuration des relations économiques mondiales. À travers le monde, les exportations de marchandises sont passées de 2 030 milliards d'USD en 1980 à 18 260 milliards d'USD en 2011, soit une progression moyenne de 7,3 % par an, plus de deux points de pourcentage de plus par rapport au PIB mondial ⁽⁵³⁾. Depuis 1989, plus d'un milliard de travailleurs a fait son entrée sur le marché du travail mondial, principalement en Asie.

Au cours des années à venir, la croissance du commerce de biens pourrait ralentir pour la première fois depuis le début des années 1990, tandis que le commerce de services, les flux d'investissements et le commerce Sud-Sud pourraient enregistrer une augmentation importante. Le commerce restera cependant concentré autour de trois grands pôles industriels (Amérique du Nord, Europe et Asie), où les chaînes de valeur et de production sont étroitement intégrées.

⁽⁴⁸⁾ FAO, «The State of Food Insecurity in the World», 2014. Le nombre de personnes sous-alimentées a relativement diminué, mais il a augmenté en chiffres absolus (38 millions) entre 1990 et 2014; cette tendance devrait se poursuivre.

⁽⁴⁹⁾ OMS, «Levels and Trends in Child Mortality», 2014. Avec 92 décès pour 1 000 naissances, la mortalité infantile est 15 fois supérieure à la moyenne dans les pays à revenus élevés. Compte tenu des taux actuels, la convergence prendrait plus d'un siècle.

⁽⁵⁰⁾ Voir notamment HSBC global research, «The World in 2050», PwC economics, 2012. The BRICs and beyond: prospects, challenges and opportunities. 2013. Goldman Sachs. The BRICs 10 Years On: Halfway through the Great Transformation. 2011

⁽⁵¹⁾ PwC economics, «World in 2050, The BRICs and beyond: Prospects, challenges and opportunities», 2013.

⁽⁵²⁾ Inter-American Dialogue, «The World of 2030: risks and opportunities for Latin America», 2013.

⁽⁵³⁾ Organisation mondiale du commerce (OMC), «Report on World Trade», 2013.

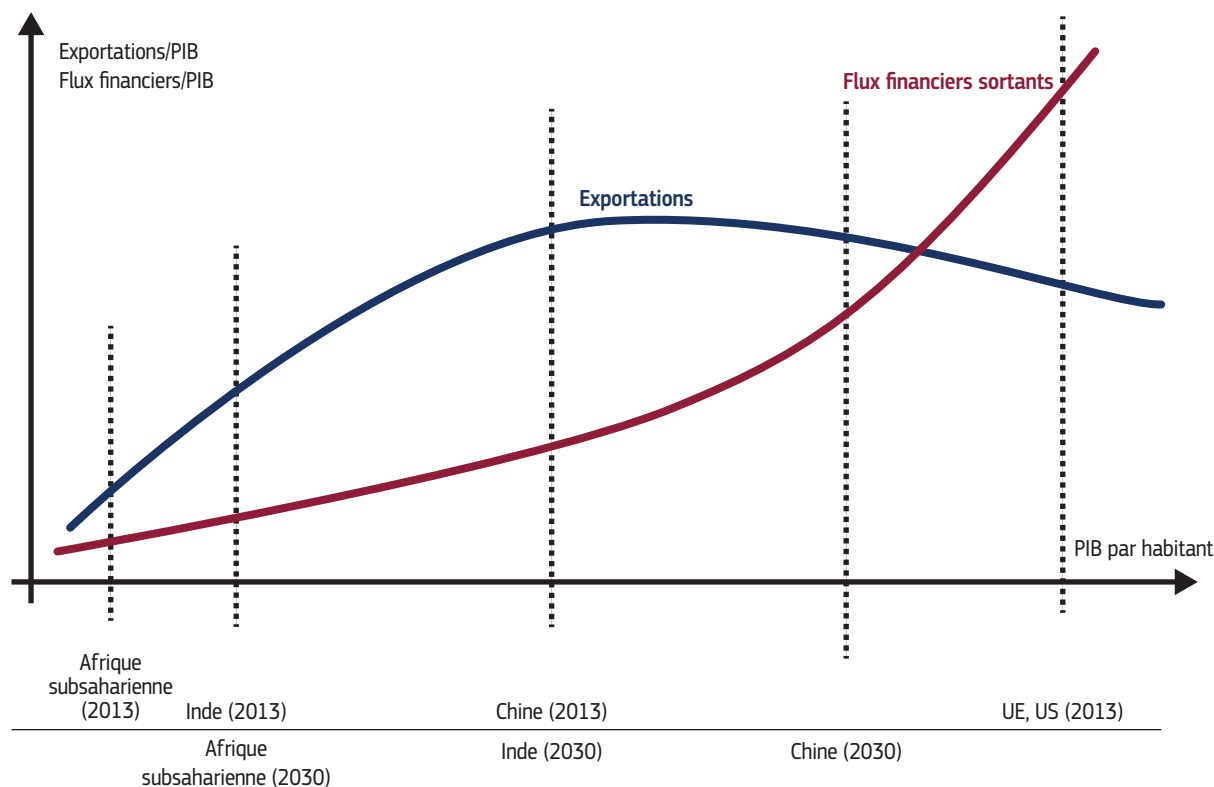
Les marchés financiers connaîtront probablement un changement structurel: d'ici à 2030, la capacité limitée des économies plus jeunes (Inde et Afrique subsaharienne) à absorber l'épargne excédentaire des sociétés vieillissantes (en premier lieu l'Europe et la Chine) restreindra les possibilités d'investissement. Dès lors, il sera essentiel de créer de nouvelles possibilités et de renforcer le contrôle des risques dans les pays développés afin de veiller à ce que la recherche de rendements élevés ne produise pas de nouvelles bulles spéculatives. L'attractivité générale des marchés financiers européens dépendra non seulement de leur stabilité, mais également de la qualité et de la diversité des instruments et des produits financiers disponibles, ainsi que de la crédibilité de la réglementation financière européenne.

Les marchés de capitaux continueront de jouer un rôle fondamental dans la diffusion des flux financiers à travers le monde. Dans un contexte géopolitique caractérisé par l'incertitude et l'insécurité, les investisseurs privilégieront les économies ayant un système stable et prévisible de gouvernance et d'administration de la justice. Les effets de la crise financière de 2008 devraient s'estomper progressivement⁽⁵⁴⁾, et l'épargne et l'investissement devraient de nouveau correspondre aux bases de l'économie. Les risques

seront plus importants dans les pays émergents, dont les secteurs financiers enregistreront une croissance importante. Cela pourrait donner lieu, au cours des dix prochaines années, à des cycles de croissance en dents de scie, à de l'instabilité ou à des crises financières. La mise en place d'un système financier indépendant, efficace et résistant sera un facteur décisif pour la croissance dans ces pays.

Cette évolution de la mondialisation se produira dans un contexte où les pays émergents sont particulièrement vulnérables, puisqu'ils doivent mener d'importantes réformes intérieures afin d'éviter le «piège du revenu moyen» et adopter une stratégie de croissance durable. Dans ce contexte, l'éventualité d'un ralentissement ou d'une interruption de la mondialisation ou d'une crise financière pourrait représenter un risque important d'augmentation du protectionnisme, notamment dans des pays qui n'ont pas mené les réformes nécessaires pour améliorer leur compétitivité. Il s'agit là d'un élément permettant d'expliquer les problèmes qui ont récemment touché le Brésil, la Russie et le Japon. De plus, l'augmentation des tensions géopolitiques peut avoir une incidence sur les flux d'investissement, comme en témoigne le déclin actuel des investissements étrangers en Russie et des investissements japonais en Chine.

Illustration 8b — Flux commerciaux et financiers en fonction du développement économique



Source: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

⁽⁵⁴⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

TROISIÈME GRANDE TENDANCE MONDIALE

Une révolution industrielle et technologique transformatrice

Rien ne sera moins industriel que la civilisation née de la révolution industrielle.

Jean Fourastié, 1963

LE MONDE EN 2030

Prévisions

- Une révolution technologique fondée sur de nouveaux processus en biosciences, numériques, de communication et de production industrielle transformera les sociétés;
- La technologie évolue à une vitesse de plus en plus grande;
- Les processus décisionnels autonomes connaîtront une croissance rapide;
- L'Europe et les États-Unis demeureront les chefs de file mondiaux en matière scientifique et de création du savoir, bien que des préoccupations persistent en matière de recherche appliquée.

Incertitudes

- La vitesse de convergence des technologies demeure incertaine;
- Il est possible que la technologie ait des effets fondamentaux sur les personnes et les sociétés qui pourraient déclencher des réactions sociales imprévisibles.

«Wild cards»

- Des percées en matière d'allongement de l'espérance de vie sont possibles;
- Une guerre informatique majeure aurait des conséquences systémiques importantes;
- Les inégalités et les questions liées à la protection de la vie privée pourraient entraîner de violentes réactions éthiques, religieuses ou sociales perturbant la stabilité mondiale.

La transition numérique des marchés mondiaux

Les technologies numériques de base évoluent et convergent à grande vitesse, alimentées par un niveau élevé de connectivité territoriale et par un accès en temps réel à des données de terrain. Nous pourrions être à l'aube d'une véritable troisième révolution industrielle. Les exportations des États-Unis dans le domaine numériques s'élèvent déjà à près de 500 milliards d'euros, ce qui en fait la troisième plus grande catégorie d'exportations, l'Europe en étant le principal destinataire. Au début des années 2010, le Boston Consulting Group considérait que 4 % du PIB des États-Unis pouvait être

lié à l'internet et aux économies ou aux nouvelles possibilités commerciales que ce réseau avait engendrées.

Cela indique clairement que la maîtrise, l'utilisation et le développement des technologies numériques seront des ingrédients essentiels de la compétitivité économique et industrielle. Les entreprises présentant un faible niveau d'équipement en technologies numériques de pointe ou disposant de capacités dépassées pourraient tout simplement se retrouver coupées des marchés mondiaux, ce qui entraînerait des conséquences dramatiques pour les moins connectées et les moins flexibles d'entre elles.

Dans le même temps, la couverture irrégulière de l'infrastructure pourrait donner lieu à une nouvelle fracture numérique, empêchant certaines régions d'accéder pleinement à la société numérique. Cela pourrait être très handicapant pour les acteurs concernés, puisque le pouvoir économique, social et politique en 2030 dépendra de plus en plus des réseaux intégrés à haut débit.

La transition numérique des marchés a commencé il y a 20 ans. Sa réalité n'a cependant pas été comprise de la même manière par tous les acteurs, et les différentes approches prises ont débouché sur différents résultats en matière de connectivité et d'investissements. Aux États-Unis, par exemple, l'approche des connexions à large bande basée sur le marché a donné lieu à des investissements bien plus importants; en Europe, en revanche, l'approche plus réglementaire par pays et la concurrence basée sur les services ont créé un réseau européen à large bande très fragmenté, mal financé — qui présente un déficit d'investissement de plus de 100 milliards d'euros : et ayant grandement besoin d'être amélioré.

Dans un avenir proche, les entreprises seront confrontées au défi de la gestion de volumes importants de données. S'ils ne maîtrisent pas les techniques nécessaires, leur compétitivité en sera très réduite si le traitement des données devient le point de départ d'une véritable révolution industrielle basée sur les technologies convergentes.

Une troisième révolution industrielle?

Jusqu'à présent, malgré ses effets indéniables sur la société, le développement des technologies de l'information et de la communication n'a pas encore débouché sur une révolution

industrielle d'une ampleur comparable à celles des XVIII^e et XIX^e siècles ⁽⁵⁵⁾.

La convergence de plusieurs avancées technologiques pourrait marquer à l'avenir le début d'une véritable «révolution industrielle». Les chaînes de valeur existantes et leur répartition géographique pourraient être transformées par le besoin de réinventer de nombreux modèles économiques de l'activité industrielle actuelle. Le nouvel ordre économique qui pourrait émerger à l'issue de ces transformations serait basé sur une nouvelle structure de concurrence, une évolution de la performance dans tous les secteurs, de nouvelles formes d'accumulation du capital, de nouvelles formes d'intermédiation et une réorganisation complète du commerce.

Les milieux d'affaires devraient être très affectés par les nouvelles pressions sur les prix et les marges, ainsi que par les formes de concurrence inattendues, les modèles dans lesquels le gagnant emporte tout, les modèles économiques à haute flexibilité, l'augmentation des déséquilibres en matière de talents, et la convergence de l'offre et de la demande mondiales ⁽⁵⁶⁾. Pour faire face à ces changements, les politiques devront être adaptées afin de permettre aux entreprises d'évoluer plus facilement dans un environnement plus complexe et plus dynamique et de réduire les effets potentiellement dramatiques de ces changements sur l'emploi des personnes sans qualifications.

Cette révolution pourrait déclencher une vaste réorganisation de la localisation des «centres de connaissances», de l'innovation et de la production industrielle. La Californie se situe actuellement à l'épicentre de la plus grande zone d'innovation du monde ⁽⁵⁷⁾; de plus, elle est un pôle de transports qui bénéficie du dynamisme industriel et de sa base financière.

En 2030, les nouveaux centres régionaux d'innovation et de production seront définitivement installés en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Leur pouvoir d'attraction et de développement dépendra de l'ouverture des marchés, des infrastructures universitaires et technologiques, des réseaux commerciaux et d'information, et de la capacité financière disponible pour le développement des entreprises. Ces régions auront des effets importants sur la productivité, la

croissance et la prospérité de l'économie des pays dans lesquelles elles sont situées. Cette révolution modifiera en profondeur le tissu industriel en favorisant la flexibilité, c'est-à-dire la coopération fluide entre les grandes entreprises, les PME et les entrepreneurs.

Les percées technologiques à venir

Selon plusieurs sources, dont certaines appartiennent au secteur, le développement des technologies suivantes à grande échelle est prévu d'ici à 2030:

- l'«internet des objets»: mégadonnées et extraction de données, informatique dématérialisée et supercalculateurs, capteurs et interfaces cerveau-machine;
- la multiplication des mégadonnées affectera et transformera la société entière. La collecte, l'achat et le contrôle de ces données seront considérés comme des ressources essentielles pour les économies et les sociétés du futur. Les exigences géopolitiques et commerciales liées à la compétitivité seront associées à l'accès aux ressources, au contrôle des technologies d'exploitation et aux questions éthiques relatives aux droits fondamentaux et aux libertés individuelles;
- en 2020, plus de 50 milliards d'objets, allant de la voiture à la machine à café, seront connectés à l'internet ⁽⁵⁸⁾. Selon les estimations, les revenus totaux liés à cette technologie pourraient être de l'ordre de 14 billions de dollars de 2013 à 2022 ⁽⁵⁹⁾. Le volume de données produit pourrait représenter une ressource incalculable pour ceux qui savent y accéder et les interpréter;
- l'informatique dématérialisée révolutionnera les plateformes informatiques tout en réduisant les coûts d'exploitation, offrant un potentiel de croissance considérable (avec un chiffre d'affaires pouvant atteindre 174 milliards d'euros en 2020, contre 30 milliards en 2011). L'impact économique de l'utilisation de cette technologie pourrait s'élever entre 1,2 billion et 4,5 billions d'euros en 2025;
- la mobilité intelligente: en 2030, 75 % de la population mondiale aura accès à des appareils mobiles connectés ⁽⁶⁰⁾, et 60 % disposera d'une connexion à large bande ⁽⁶¹⁾. Les réseaux énergétiques, de transports et d'informations seront étroitement liés par toutes sortes de capteurs;
- la modélisation et la réalité augmentée (virtuelle) seront des outils de conception utilisés au quotidien dans de très nombreux secteurs, y compris l'infrastructure, l'automobile et l'aviation, les prévisions climatiques et les opérations de maintien de la paix;

⁽⁵⁵⁾ La première révolution industrielle (de 1760 à 1840) a démarré avec le développement de la machine à vapeur, la mécanisation de la fabrication de textiles et l'utilisation de coke au lieu de charbon, puis s'est poursuivie avec la production de masse d'acier, puis le développement du chemin de fer. La deuxième révolution industrielle (de 1870 à 1914) a été déclenchée par la production de masse d'acier, la démocratisation de l'électricité, les télécommunications, et enfin le développement de l'automobile et de la chaîne de production.

⁽⁵⁶⁾ McKinsey and Company, «Strategic principles for competing in the digital age», 2014.

⁽⁵⁷⁾ La Californie est déjà au cœur de l'«économie-monde». Le concept d'«économie-monde» a été défini par l'historien contemporain Fernand Braudel comme étant un morceau de la planète économiquement autonome, capable pour l'essentiel de se suffire à lui-même et auquel ses liaisons et ses échanges intérieurs confèrent une certaine unité organique. Les économies-monde sont centrées autour d'une ville qui représente leur cœur; ainsi, les cœurs successifs de l'«Occident» ont été Venise, Anvers, Amsterdam, Londres et New York. La notion d'économie-monde se rapporte à la capacité d'un pays à exercer à tout moment une domination commerciale et financière à partir d'un cœur économique centré sur une ville. Différentes puissances ont été le centre de gravité du monde depuis les années 1850. Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe – XVIIIe siècle*, 1967.

⁽⁵⁸⁾ Deloitte, «The Internet of Things Ecosystem: Unlocking the Business Value of Connected Devices», 2014.

⁽⁵⁹⁾ Cisco, «Embracing the Internet of Everything to capture your share of USD 14.4 trillion», 2013.

⁽⁶⁰⁾ European Internet Foundation, «The Digital World in 2030», 2014.

⁽⁶¹⁾ Roland Berger Strategy Consultants, «The Trend Compendium 2030», 2011.

L'actualité spatiale en 2030

Le risque d'une réaction en chaîne des débris en orbite dans les années 2020 a été évité juste à temps grâce à une prise de conscience de ce problème à l'échelle mondiale. Nous ne pouvons imaginer le cataclysme économique et social qu'aurait entraîné la destruction de la moitié de notre potentiel spatial à la suite de la collision fortuite de moins d'une douzaine de satellites, créant 60 000 débris. Mais où en sommes-nous maintenant ?

L'espace nous fait toujours rêver, comme l'a démontré la capture du premier astéroïde de minerai par l'équipage d'Orion, suivie par plus de quatre milliards de spectateurs en vision immersive. On se souviendra également du premier touriste sur la Lune, de la descente des marsonautes dans le cratère Gale — où personne ne s'attendait vraiment à trouver des colonies de protéobactéries encore en vie : et des découvertes encore plus spectaculaires sur les lunes de Jupiter. La cerise sur le gâteau a été la découverte fortuite de la planète extrasolaire habitable Gamma, qui a perdu son oxygène atmosphérique en moins de trois ans. Cette énigme nous a forcés à réévaluer entièrement notre vision de l'humanité et la définition même de la vie. Mais tout cela n'est que la partie émergée de l'iceberg : redescendons à présent sur terre.

Les programmes spatiaux ont été renforcés après que les avions à propulsion et à décollage horizontal capables d'atteindre la stratosphère ont rendu l'espace — et le ciel : plus accessible. Il en va de même pour la modélisation en temps réel des systèmes océanique, terrestre et atmosphérique, qui doit beaucoup à la mise en commun des observations des satellites géosynchrones. Il a également été nécessaire de mettre fin aux hégémonies privées en classant l'avalanche d'images satellitaires comme faisant partie du patrimoine mondial, libre d'accès.

Les prévisions de Metsat en matière de qualité de l'air et de précipitations à un mois ont fait progresser de manière considérable la capacité à anticiper les catastrophes climatiques. La véritable révolution a cependant été une augmentation extrêmement importante de la sensibilisation aux questions environnementales, conséquence de la fusion et de la modélisation de données spatiales, aériennes (recueillies par des essaims de picodrones) et terrestres, obtenues grâce à des millions de capteurs appartenant à des citoyens (non militants).

Ces données ont permis la mise en place d'applications diverses telles que l'optimisation de l'agriculture écologique, la gestion des sources d'énergie multiples et les soins dépendant de l'environnement. L'utilisation de vidéos satellitaires à très haute résolution prises par des micro-satellites en orbite basse a permis la création d'activités de tourisme virtuel écologique en Arctique. De même, grâce à la synergie entre les satellites, les systèmes embarqués sur des ballons permettant des communications à large bande et le positionnement précis des navires, le transport maritime à travers le pôle Nord est devenu sûr, réduisant de moitié la distance entre l'Europe et l'Asie.

Il y a quelque temps, la communication par laser avec des satellites-relais et la cryptographie quantique ont permis de remplacer les copilotes et les boîtes noires des avions, ainsi que de guider des véhicules terrestres ou aériens autonomes. Cependant, c'est surtout pour résoudre la crise de la cybercriminalité de 2024-2025 que ces technologies se sont avérées particulièrement utiles.

Il est vrai que la fusion des programmes spatiaux civils et militaires a eu tendance à favoriser les progrès technologiques et à rationaliser les financements. Il n'en demeure pas moins que les problèmes associés à l'utilisation des mégadonnées produites par les capteurs omniprésents et des algorithmes de décision indépendants ont ouvert un nouveau chapitre dans le domaine des conflits asymétriques non traditionnels.

- des capteurs omniprésents contrôleront les appareils de communication (y compris les futurs téléphones intelligents), les vêtements, les maisons, les véhicules et les drones. Il sera possible d'effectuer des croisements d'informations avec les données satellitaires afin de réaliser des modèles prédictifs d'événements tels que la pollution ou la circulation;
- la fabrication additive (imprimantes 3D) jouera un rôle significatif dans les systèmes de production industrielle, avec des effets sur les coûts et la localisation de la production et la possibilité de recycler systématiquement les matières premières utilisées ⁽⁶²⁾;
- une combinaison de robots, de nanotechnologies et d'intelligence artificielle devrait remplacer les humains

effectuant des tâches répétitives de production, voire des services à domicile. D'ici à 2025 environ, des algorithmes autonomes, voire capables d'apprendre par eux-mêmes, permettront à des véhicules, à des drones miniatures et à des robots anthropomorphes de fonctionner de manière autonome;

- une combinaison de nanotechnologies, de biotechnologies et de technologies de l'information révolutionnera le domaine de la santé ⁽⁶³⁾. Cependant, l'administration de formes de traitement personnalisées et de haute technologie, tout en garantissant un accès universel aux soins de santé, pourrait créer des pressions budgétaires dans le cadre de l'élaboration de la future politique de santé;

⁽⁶²⁾ McKinsey, «Disruptive Technologies: Advances that will transform life, business, and the global economy», 2013.

⁽⁶³⁾ Copenhagen Business School, «Automation, labour productivity and employment — a cross country comparison», 2013.

- la biologie de synthèse devrait permettre de nombreuses nouvelles applications grâce à la production industrielle de biomatériaux, en remplaçant les substances chimiques issues de sources non renouvelables par des substances issues de sources renouvelables (biocarburants, y compris l'hydrogène) ⁽⁶⁴⁾.

La révolution émergente de la mobilité

La redéfinition de la mobilité est un ingrédient clé de la mise en place de l'innovation, de la compétitivité durable et du bien-être en Europe. À l'avenir, la «mobilité» sera une combinaison de déplacements physiques et de présence virtuelle. Cette évolution pourrait donner lieu à d'importants changements sociaux.

La convergence technologique transformera le secteur des transports dans un avenir proche. En associant les progrès réalisés, entre autres, dans les domaines de la robotique, des systèmes autonomes, des moteurs électriques ou à hydrogène, des capteurs et des systèmes de navigation par satellite ⁽⁶⁵⁾, nous pourrions nous déplacer dans des véhicules autonomes tout en travaillant, en navigant sur l'internet ou en interagissant avec nos maisons intelligentes. Combinée à l'utilisation de mini-drones pour transporter des objets, cette évolution révolutionnera les déplacements entre les centres urbains et au sein de ceux-ci.

En plus de rendre les routes plus sûres (bien que ces nombres continuent de baisser, on a enregistré 26 000 morts et 200 000 blessés sur les routes de l'Union européenne en 2013) et de réduire la pollution atmosphérique (qui est à l'heure actuelle à l'origine de 350 000 décès prématurés), ces moyens de transport autonomes permettraient des gains d'efficacité considérables: selon les estimations, l'encombrement de la circulation coûte 1,5 % du PIB de l'Union européenne.

Les économies d'échelle ainsi réalisées seront considérables si l'on prend en considération la convergence de la réalité virtuelle holographique et des réseaux 5G, qui révolutionnera la téléprésence et donc le télétravail, y compris depuis un véhicule autonome.

Ces évolutions ont lieu dans un contexte de vieillissement de la population et d'augmentation du nombre de familles «non traditionnelles». Elles offriront de plus une mobilité accrue aux mineurs et aux personnes âgées, qui ne peuvent conduire et qui n'auront plus besoin de quelqu'un pour se déplacer. La présence virtuelle et les maisons intelligentes permettront également aux personnes âgées d'être mieux suivies à domicile, ce qui réduira la pression sur les dépenses publiques. La mobilité intelligente, en tant que service multimodal auquel chaque citoyen aurait accès et qui inclurait une connexion à large bande et à haute vitesse, pourrait donc être un moyen de créer une société plus équitable.

⁽⁶⁴⁾ ERASynbio, «Next steps for European synthetic biology: a strategic vision», 2014.

⁽⁶⁵⁾ Commission européenne, «Space Exploration and Innovation Space Policy and Coordination Unit», 2010.

La mobilité du futur illustrera donc la convergence entre:

- les hommes et les machines, grâce à des interfaces vocales et digitales;
- les hommes et les hommes (communication virtuelle instantanée);
- les machines et les machines, avec une communication entre tous les appareils mobiles (véhicules, drones, etc.).

La convergence technologique et ses conséquences

La multiplication des mégadonnées affectera et transformera la société entière. La collecte de données, la propriété des données, l'accès aux données et l'exploitation des données sont en train de devenir des sources primaires de puissance économique et politique. En particulier, la collecte et l'analyse d'importantes quantités de données personnelles et l'utilisation de méthodes d'analyse de mégadonnées pourraient représenter des intrusions sans précédent dans la vie privée et produire des effets plus larges sur la société.

Tous les aspects de la société — par exemple la politique, la gouvernance, l'éducation, la science, les modes de vie, les réseaux d'intelligence collective, l'installation de systèmes ouverts et la santé, y compris la transformation du génome humain : seront transformés par les avancées technologiques. Les frontières entre les périodes d'éducation, de travail, de loisirs et de retraite seront moins nettes qu'à l'heure actuelle, et de nombreux citoyens suivront une formation tout au long de leur vie.

- **L'économie numérique**, combinée aux biosciences et aux nouveaux procédés industriels et renforcée par les politiques publiques favorables à l'éducation, pourrait transformer les sociétés en sociétés de la connaissance ⁽⁶⁶⁾, plus capables de s'adapter à un environnement dynamique.
- **Effets socioculturels**. À un niveau plus fondamental, les technologies numériques pourraient affecter nos relations avec d'autres individus, et certains pourraient avoir des difficultés à distinguer la réalité de la réalité virtuelle. La croissance perpétuelle de la quantité d'informations disponibles pourrait nuire aux capacités cognitives et à l'attention, ce qui entraînerait des effets sur les interactions humaines ⁽⁶⁷⁾.
- **Fusion de l'homme et de la technologie**. La technologie pourrait transformer les êtres humains, en renforçant leurs capacités non seulement physiques, mais également intellectuelles ⁽⁶⁸⁾. En plus de la régénération d'organes, elle pourrait permettre la stimulation des capacités cognitives, la réalisation de choix génétiques, le retardement du vieillissement, voire l'amélioration humaine. Au fil

⁽⁶⁶⁾ Fondation européenne Internet, «The Digital World in 2030», 2014.

⁽⁶⁷⁾ N. Dewandre et al., «The Onlife Manifesto: Being Human in a Hyper-Connected Era», 2013.

⁽⁶⁸⁾ Academy of Medical Sciences, British Academy et Royal Academy of Engineering, «Human enhancement and the future of work», 2012.

du temps, ces évolutions pourraient entraîner des modifications profondes des relations au sein de la société, notamment entre les humains qui ont été transformés par la technologie et ceux qui ne l'ont pas été.

Avec le développement des technologies numériques, le volume de données à caractère personnel connaîtra une augmentation considérable. Les préoccupations des personnes concernant les difficultés qu'elles rencontrent pour contrôler leurs propres données pourraient susciter de la méfiance ou de l'aversion vis-à-vis de l'innovation technologique et de la société numérique ⁽⁶⁹⁾. Par conséquent, la réglementation devra être constamment mise à jour afin de garantir l'intégrité de ces données et de veiller à ce qu'elles ne soient pas manipulées.

Une telle révolution technologique pourrait inverser la tendance à la baisse de la croissance observée dans les pays développés et apporter des réponses nouvelles aux défis mondiaux, du changement climatique aux questions énergétiques, tout en élargissant considérablement les possibilités offertes aux individus. Cependant, les dilemmes éthiques et sociétaux seront vraisemblablement assez importants pour provoquer des débats concernant l'utilité de certaines innovations et la question de savoir si elles seront en fin de compte bénéfiques pour les individus et les sociétés. Les conséquences sur le marché du travail pourraient être permanentes dans certains cas et transitoires dans d'autres: les historiens se souviennent que la dernière révolution industrielle a éliminé près de 40 % des emplois en période de croissance démographique, produisant des effets sociaux qui ont duré des décennies. Pour vraiment réussir au XXI^e siècle, il faut non seulement maîtriser la technologie, mais également lui faire confiance.

⁽⁶⁹⁾ Parlement européen, «Data and Security Breaches and Cyber-Security Strategies in the European Union and its International Counterparts», septembre 2013. Rapport du Forum économique mondial, «Global Risks 2014», 2014

QUATRIÈME GRANDE TENDANCE MONDIALE

Une convergence croissante entre le changement climatique, l'énergie et la concurrence pour les ressources

LE MONDE EN 2030

Projections

- L'exploitation de ressources naturelles à grande échelle demeurera concentrée dans un nombre réduit de régions et de pays dominants;
- L'approvisionnement en nourriture et en eau sera une question de gestion de la rareté — le problème étant aggravé par le changement climatique;
- D'ici à 2030, 93 % de l'augmentation de la consommation énergétique sera enregistrée dans des pays non membres de l'OCDE.

Incertitudes

- L'ampleur de la hausse du niveau de la mer et les catastrophes naturelles qui en résulteront sont inconnues, alors que 60 % de la population mondiale vit dans des zones côtières;
- Les migrations à grande échelle dues aux crues, à la sécheresse et aux pénuries alimentaires pourraient affecter l'Europe;
- La banquise arctique fond rapidement, ouvrant ainsi de nouvelles possibilités en matière de ressources naturelles et de transport, mais les conséquences sur l'équilibre biologique et le changement climatique sont incalculables;
- L'OPEP et la Russie pourraient voir leur pouvoir de marché diminuer en raison de la production de gaz de schiste par les États-Unis.

«Wild cards»

- Les avancées technologiques dans le domaine de la fusion nucléaire pourraient modifier le paysage énergétique et, à long terme, mettre fin au réchauffement climatique.

Malgré le ralentissement de la croissance démographique, la concurrence à l'échelle mondiale pour l'accès aux ressources naturelles continuera de s'intensifier, tout comme les risques associés en matière de volatilité des marchés, de tensions géopolitiques et d'instabilité.

Cela tient au fait que l'exploitation et l'extraction de ressources naturelles à grande échelle seront toujours fortement concentrées dans un nombre réduit de pays producteurs. Pour 19 ressources (y compris certains produits agricoles, le bois, la viande et le poisson, les carburants fossiles et les engrais), les trois plus grands producteurs représentent en moyenne 56 % de la production mondiale.

Les huit acteurs dominants sont la Chine, les États-Unis, l'Australie, l'Union européenne, le Brésil, la Russie, l'Inde et l'Indonésie ⁽⁷⁰⁾. La demande de matières premières étant en pleine croissance, la capacité mondiale d'extraction minière devrait doubler d'ici à 2030. La volatilité augmentera vraisemblablement en raison de la «financiarisation» accrue.

En 2030, la gestion de la rareté sera le principal enjeu de l'approvisionnement en nourriture et en eau. Selon les experts, la demande alimentaire sera supérieure de 50 % à son niveau de 2008 ⁽⁷¹⁾. Cette augmentation est principalement due à l'augmentation du niveau de vie d'une classe moyenne en forte croissance dans les grandes économies émergentes. La disponibilité de terres agricoles représentera un autre défi important, ainsi que certains intrants agricoles, notamment à base de potassium.

Si des mesures de redressement ne sont pas appliquées dans les 20 prochaines années, des changements drastiques et irréversibles sont attendus dans les écosystèmes mondiaux, affectant le climat, la biosphère, les continents et les océans. La Banque mondiale estime que d'ici à 2025, le changement climatique sera responsable de déficits de récoltes ou d'eau qui toucheront 1,4 milliard de personnes. Les pénuries pourraient gravement menacer l'Europe du Sud-Est, l'Amérique du Sud, l'Afrique et l'Asie. À moins d'une importante avancée technologique, les pénuries d'eau auront des effets importants sur l'agriculture: dans certains pays, comme la Chine, 90 % de la consommation d'eau est destinée à la production alimentaire. En 2030, entre 1,9 et 2,6 milliards de personnes souffriront vraisemblablement d'un manque d'eau. En Europe, il est probable que les difficultés d'approvisionnement du Sud et de l'Est du continent s'aggraveront.

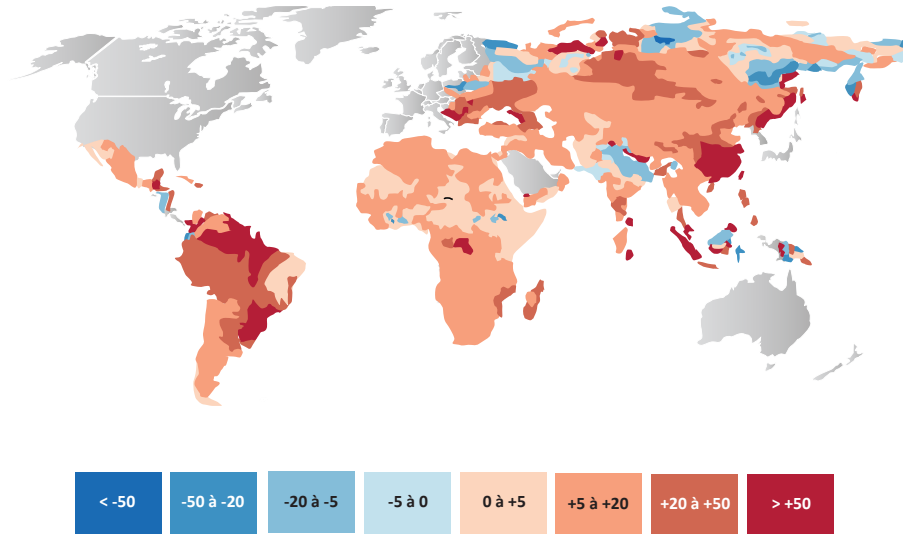
Les deux prochaines décennies seront marquées par un resserrement des liens entre les problèmes liés au changement climatique et ceux qui sont liés à la rareté des ressources. De récentes études soulignent la menace croissante que représente la hausse du niveau de la mer, due à la fonte de plus en plus rapide des glaciers en Antarctique ⁽⁷²⁾. Ceux-ci contiennent suffisamment d'eau pour faire monter le niveau de la mer de plus de 1,2 mètre, entraînant des conséquences dramatiques dans les zones côtières plus exposées, où vit plus de 60 % de la population mondiale.

⁽⁷⁰⁾ Chatham House, «Resources Futures», 2012.

⁽⁷¹⁾ FAO, 2012.

⁽⁷²⁾ Ian Joughin, Benjamin E. Smith, Brooke Medley, «Marine Ice Sheet Collapse Potentially Underway for the Thwaites Glacier Basin, West Antarctica»; E. Rignot, J. Mouginot, M. Morlighem, H. Seroussi et B. Scheuchl, «Widespread, rapid grounding line retreat of Pine Island, Thwaites, Smith and Kohler glaciers, West Antarctica from 1992 to 2011», 2014.

Illustration 9 — Évolution projetée de l'index de rareté de l'eau d'ici à 2030



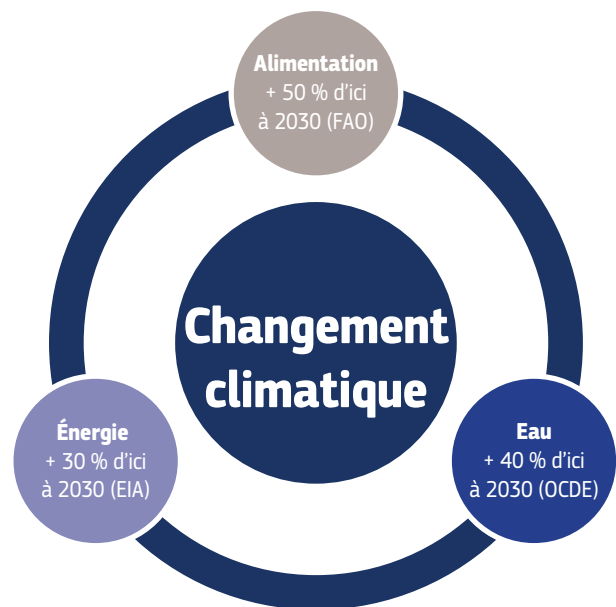
Source: *Water and climate change: understanding the risks and making climate-smart investment decisions*, 2009. Les régions en gris n'ont pas été incluses dans l'analyse du modèle. © Banque internationale pour la reconstruction et le développement/Banque mondiale. Reproduction autorisée.

D'ici à 2030, les effets du changement climatique sur l'économie européenne seront sans doute encore limités. Cependant, le seuil de concentration de CO₂ de 450 parties par million, considéré depuis longtemps comme une limite absolue, pourrait être dépassé peu après, et les effets sociaux seront ressentis de manière encore plus forte dans le monde entier, avec des catastrophes climatiques telles que crues, sécheresse et pénuries alimentaires, qui pourraient déclencher de grands mouvements migratoires ou des conflits. L'ampleur des effets sur la productivité agricole, la migration, les maladies infectieuses et la vulnérabilité aux conditions extrêmes fait toujours l'objet de nombreux débats dans les sphères scientifiques et politiques.

Cependant, de tels effets sont déjà en train de se faire sentir dans le monde entier — comme le dit clairement le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, publié en 2014 ⁽⁷³⁾. Il souligne également qu'un réchauffement de plus grande ampleur augmente la probabilité d'effets graves, généralisés et irréversibles. Les risques sont considérés comme étant élevés à très élevés en cas de hausse moyenne de température de plus de 4 °C. Même une augmentation d'environ 2 °C pourrait donner lieu à des pertes de revenus à l'échelle mondiale d'environ 2 %, réduire la productivité des océans et mettre en danger la sécurité alimentaire.

Les conséquences de l'augmentation du CO₂ atmosphérique qui ne sont pas directement liées au climat deviendront progressivement plus visibles et feront l'objet d'une couverture médiatique croissante, notamment l'acidification des océans et la perte de biodiversité qui en résulte. D'ici à 2030, certains États touchés particulièrement par certains effets du changement climatique pourraient même tenter de mettre en œuvre des opérations de géo-ingénierie locale, par exemple

Illustration 10 — Une combinaison désastreuse pour les ressources naturelles?



Source: Données adaptées et mises à jour à partir de Beddington, 2009.

en essayant d'ensemencer des nuages à l'aide de composés de soufre ⁽⁷⁴⁾.

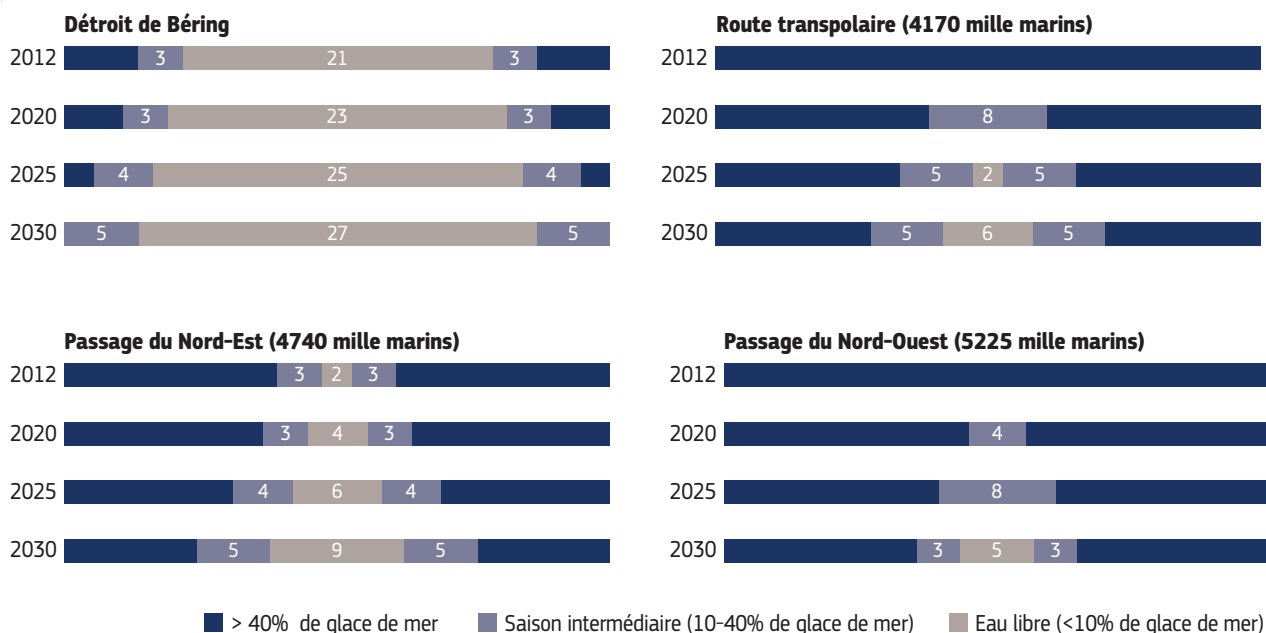
«Je suis le premier à souligner que nous devons répondre à la fois à une demande accrue d'énergie, à une demande accrue de nourriture et à une demande accrue d'eau, et nous devons le faire tout en nous adaptant au changement climatique et en réduisant ses effets. Et nous n'avons que 21 ans pour le faire. Et d'énormes incertitudes demeurent.» ⁽⁷⁵⁾

⁽⁷³⁾ Contribution du groupe de travail II au cinquième rapport d'évaluation du GIEC, «Climate Change 2014: Impacts, Adaptation, and Vulnerability», 2014.

⁽⁷⁴⁾ Certains affirment que les autorités chinoises auraient mené des opérations de géo-ingénierie très localisées lors des Jeux olympiques de Pékin en 2008 afin de contrôler la visibilité et la pluie.

⁽⁷⁵⁾ Professeur Sir John Beddington, conseiller scientifique principal du gouvernement britannique, 2009.

Illustration 11 — Navigabilité des routes maritimes arctiques (semaines)



Source: United States Navy Arctic Roadmap 2014-2030.

Le niveau de mobilisation de la communauté mondiale jusqu'en 2015 dépendra de l'accord international sur la lutte contre le changement climatique, dont l'adoption est prévue à Paris fin 2015. L'Union européenne, qui ne représente à l'heure actuelle que 10 % des émissions de gaz à effet de serre dans le monde, s'efforcera d'influencer les politiques mondiales dans ce domaine. Sans un accord ambitieux, il semble impossible de maintenir une hausse de la température moyenne inférieure à 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Il sera difficile de pousser les principaux acteurs à s'engager à adopter des mesures collectives. S'ils ne le font pas, la lutte contre le changement climatique dépendra alors de la volonté des États individuels.

La région arctique — De nouvelles rivalités potentielles

Il ne fait guère de doute que les calottes glaciaires sont en train de rétrécir, mais des incertitudes subsistent quant à la vitesse de leur fonte et la mesure dans laquelle les fonds marins peuvent être exploités ou de nouvelles routes maritimes peuvent être ouvertes. Cependant, les dernières études tendent à faire état d'estimations plus élevées que dans le passé en ce qui concerne la vitesse de fonte des glaces, le taux observé étant bien supérieur aux projections issues de la modélisation ⁽⁷⁶⁾. Des études scientifiques récentes prévoient que la fonte totale, l'été, de la banquise arctique aura lieu entre 2020 et 2080, avec une forte probabilité que cela arrive entre 2020 et 2040 ⁽⁷⁷⁾. Elles anticipent des effets profonds du changement climatique: l'équilibre environnemental de l'océan Arctique est instable et donc susceptible de changer de manière spectaculaire; compte tenu de la fragilité de ses écosystèmes, les

conséquences en seront irréversibles. La moitié de la hausse du niveau de la mer liée au changement climatique sera due à la fonte de la banquise arctique et l'inlandsis du Groenland.

Quel que soit le scénario qui se concrétisera, il ne fait aucun doute que la région arctique deviendra progressivement de plus en plus accessible. Cela ouvrira la voie à de nouvelles possibilités, mais posera également des défis économiques, géopolitiques, environnementaux et humains. L'Europe et la Russie occuperont une position stratégique, contrôlant l'accès à route maritime du Nord, qui sera ouverte pendant plus de 50 jours en été (passage du Nord-Est).

La région arctique contient d'importantes ressources naturelles — entre 15 et 30 % des réserves de gaz à découvrir — et minérales (zinc, nickel, graphite) ⁽⁷⁸⁾. Les eaux arctiques sont les fonds de pêche les plus riches au monde, et le réchauffement climatique poussera plusieurs espèces économiquement intéressantes à migrer vers le Nord. L'ouverture de routes maritimes semi-permanentes sera une source de gains considérables en ce qui concerne les liaisons entre l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Asie, à plus forte raison à mesure qu'elles deviennent navigables pendant des périodes de l'année de plus en plus longues. Cela pourrait influencer les routes commerciales mondiales, bien que les projections en matière de trafic soient encore très incertaines: d'ici à 2030, les routes arctiques pourraient représenter entre 2 et 15 % du trafic total de marchandises. La route maritime du Nord pourrait alors être empruntée par au moins 500 navires par an, pour un total de 1,4 million d'EVP (équivalents vingt pieds) ⁽⁷⁹⁾.

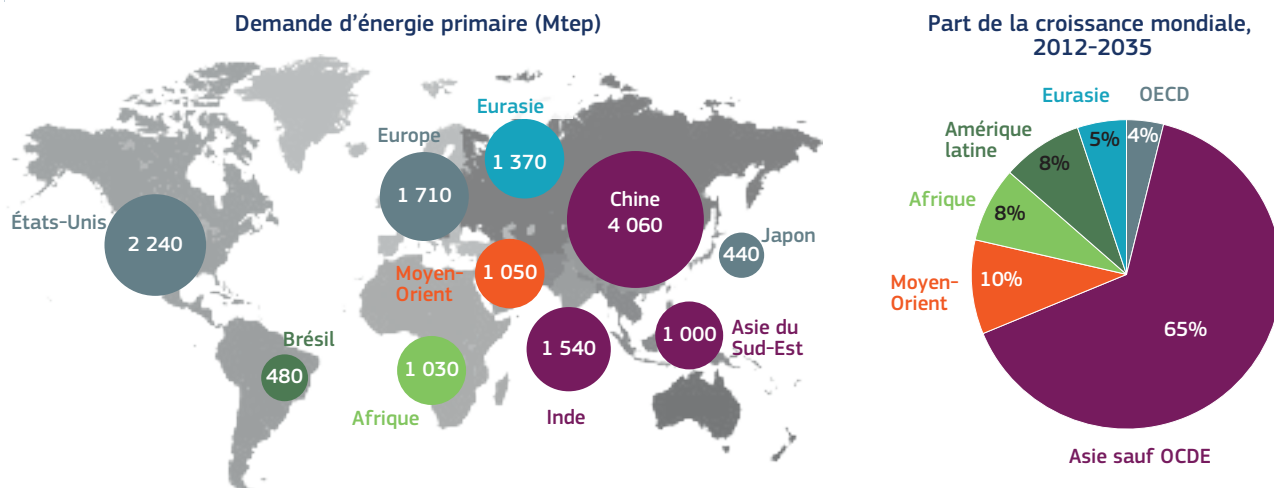
⁽⁷⁶⁾ Rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), «Climate Change 2014: Impacts, Adaptation and Vulnerability».

⁽⁷⁷⁾ James E. Overland et Muyin Wang, «When will the summer Arctic be nearly sea-ice free?», *Geophysical Research: letters*, 21 mai 2013.

⁽⁷⁸⁾ US Geological Survey, «Circum-Arctic Resource Appraisal: Estimates of undiscovered oil and gas north of the Arctic Circle», 2008.

⁽⁷⁹⁾ DNV, «Shipping across the Arctic Ocean», 2010.

Illustration 12 — Demande mondiale d'énergie en 2035



Source: International Energy Agency, World Energy Outlook 2013.

Les ressources naturelles, l'ouverture des routes maritimes ainsi que l'augmentation du tourisme et de la recherche scientifique feront de l'océan Arctique un lieu très prisé et une route de transit de haute valeur. Vues depuis la région arctique, les frontières entre la Russie, le Canada, l'Amérique du Nord et l'Europe sont beaucoup plus proches. La gouvernance n'est cependant pas encore à la hauteur des défis posés. Les tensions relatives à l'exploitation de la région polaire pourraient bien s'intensifier en raison des conflits territoriaux et maritimes concernant l'utilisation et la propriété des ressources. La gestion des routes maritimes et l'accès aux nouvelles ressources exigeront une coopération politique, ne serait-ce que pour éviter de surexploiter les ressources et d'endommager l'environnement naturel de manière irréversible. Le forum existant consacré à ces questions, le Conseil de l'Arctique, se compose des États riverains de l'océan Arctique; les membres observateurs incluent des États importants tels que la Chine et éventuellement l'Union européenne à l'avenir. Son succès dépendra des questions sur la table, et pourrait être influencé par des conflits dans d'autres régions entre les principales parties prenantes, à savoir la Russie, l'Union européenne et les États-Unis.

Un paysage énergétique mondial en évolution

Même dans le meilleur des cas, les effets de l'augmentation actuelle de la consommation énergétique seront durables et deviendront même un problème majeur dans un avenir plus lointain. L'augmentation de la consommation mondiale sera principalement liée à l'augmentation de la population et des revenus. D'ici à 2030, 93 % de l'augmentation de la consommation énergétique sera enregistrée dans des pays non membres de l'OCDE. Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ne suffiront pas à freiner la croissance des émissions de CO₂ avant 2030-2040. Le recours à l'énergie nucléaire traditionnelle demeurera controversé, mais il ne pourra en aucun cas être comparable à l'ampleur du problème des gaz à effet de serre. Les progrès réalisés en matière d'efficacité énergétique, de stockage de

CO₂ et de gestion de la demande ne seront probablement pas suffisants non plus.

Le paysage énergétique mondial sera déterminé par une évolution des flux d'approvisionnement plutôt que par les réserves de combustibles fossiles, qui sont abondantes, y compris celles qui proviennent de sources non traditionnelles telles que le gaz de schiste.

Les nouvelles technologies d'extraction minière continueront de transformer l'équilibre politique mondial en matière d'énergie. Depuis la première crise pétrolière en 1973, la géopolitique de l'énergie a reflété les rapports de force entre les pays producteurs, principalement l'OPEP et la Russie, et les pays importateurs, notamment les États-Unis et l'Europe. Cette situation changera du tout au tout à mesure que les États-Unis deviennent en grande partie autosuffisants en matière d'énergie. De plus, la part de l'Asie dans les importations mondiales d'énergie augmentera de manière significative. La Chine jouera en particulier un rôle de plus en plus important en tant qu'importateur, mais également en tant qu'acteur diplomatique dans la région de production du pétrole. L'OPEP pourrait voir son importance diminuer à mesure que sa part de la production mondiale baisse. Par ailleurs, dans de nombreux pays producteurs, les activités d'extraction sont confiées non plus à de grandes entreprises multinationales, mais à des entreprises nationales, cette transition s'accompagnant parfois d'un retour à une politique de «nationalisme des ressources». Cela pourrait produire des effets sur la recherche et l'exploitation de réserves moins accessibles, ces entreprises ne disposant pas des capacités techniques ou des ressources d'investissement nécessaires.

La concurrence pour l'accès aux ressources se poursuivra, et la consommation évoluera de manière considérable.

■ Selon les dernières données, la consommation énergétique mondiale en 2030 sera supérieure d'environ 30 % au niveau enregistré en 2010 ⁽⁸⁰⁾. La part des carburants

⁽⁸⁰⁾ International Energy Authority (IEA), 2013.

fossiles dans cette consommation se maintiendra à un niveau constant, d'après les projections. En Europe, les carburants fossiles représentent toujours une part importante de la consommation, même si celle-ci stagne, et la part des importations augmentera, passant de 56 % en 2010 à près de 70 % en 2030. Le gaz naturel jouera un rôle plus important, remplaçant le charbon pour la production d'électricité, voire le pétrole pour certains modes de transport.

- Selon les experts, le marché du gaz naturel enregistrera une croissance importante — de 50 % environ d'ici à 2035. La mondialisation se poursuivra dans ce domaine, du moins pour le gaz naturel liquéfié, dont la part dans la consommation mondiale augmentera encore plus si les États-Unis décident d'exporter une partie de leur production de gaz de schiste. Plus encore que par l'essor du gaz de schiste, les prochaines décennies seront marquées par l'exploitation de ressources gazières dans les pays non membres de l'OCDE, y compris au Moyen-Orient, en Afrique et en Russie. Les importations de l'Europe continueront vraisemblablement d'augmenter.
- Le marché du charbon connaît actuellement une forte croissance, qui se poursuivra vraisemblablement jusqu'en 2030. Cette croissance est en conflit avec les objectifs de réduction du changement climatique, à moins que ne soient rapidement mises au point et déployées des techniques de captage du carbone et de séquestration géologique du CO₂.
- Les énergies nucléaire et renouvelables représenteront, selon les experts, 24 % de la production et 40 % de l'augmentation de la demande énergétique en 2035.
- Enfin, des progrès technologiques révolutionnaires pourraient avoir lieu d'ici à 2030. Des progrès inattendus ont récemment été réalisés dans le domaine des techniques utilisables de confinement du plasma dans le cadre du projet international ITER pour la fusion nucléaire, dont la mise en service est prévue en 2025 pour une période de test de dix ans s'achevant en 2035. Une percée technologique de ce type pourrait modifier rapidement le paysage énergétique mondial et, à plus long terme, ralentir le réchauffement climatique lié à la consommation d'énergies «traditionnelles», voire y mettre fin.

CINQUIÈME GRANDE TENDANCE MONDIALE

Réorganisation des structures de pouvoir, interdépendance et multilatéralisme fragile

À l'issue de ce siècle paisible, quarante ans de paix avaient renforcé les économies nationales, la technologie avait accéléré le rythme de la vie et les découvertes scientifiques avaient été une source d'orgueil pour l'esprit de cette génération. Chacun était profondément convaincu que les divergences et les frontières entre les nations se dissoudraient progressivement pour laisser place à une humanité commune, et que tous les hommes vivraient en paix.

Stefan Zweig, à propos de la période précédant 1914.

LE MONDE EN 2030 ET AU-DELÀ

Prévisions

- Le monde entre dans une ère d'insécurité, étant de plus en plus interdépendant, mais également plus fragmenté, moins sûr et plus polarisé;
- Les principales relations internationales changeront probablement, les États-Unis conservant leur position dominante, celle-ci étant toutefois contestée par la montée en puissance de la Chine et d'autres puissances émergentes;
- Le multilatéralisme est en recul. Ses tâches seront partagées entre plusieurs organisations multilatérales, alliances régionales et autres structures restreintes;
- La convergence autour de valeurs telles que les droits fondamentaux de l'homme, la démocratie et l'économie sociale de marché pourrait stagner.

Incertitudes

- Les risques systémiques sont en augmentation, liés aux nombreux défis auxquels sont confrontés les pays émergents lors de leur transition économique;
- Les forces de la mondialisation pourraient devenir de plus en plus clivantes, à la fois entre les pays et au sein de ceux-ci;
- L'avenir de la démocratie est incertain dans le monde entier;
- Un réalignement économique et politique des principaux pays émergents pourrait déboucher sur la création par ceux-ci de structures multilatérales rivales;
- Le niveau d'engagement des États-Unis sur la scène mondiale.

«Wild cards»

- Un conflit majeur, peut-être nucléaire, qui aurait des conséquences radicales;
- L'effondrement d'un État pivot dans le voisinage élargi de l'Union pourrait déstabiliser la région ainsi que l'Union européenne elle-même;
- Possibilité d'une nouvelle confrontation entre deux grandes puissances, comme lors de la guerre froide.

Lorsqu'il s'agit de géopolitique, il est particulièrement dangereux de faire des prédictions. Plus que dans tout autre domaine, les extrapolations basées sur les tendances passées sont souvent démenties par les événements. Il suffira pour s'en convaincre d'observer l'éclatement de la Première Guerre mondiale, la chute du mur de Berlin, l'effondrement de l'Union soviétique ou, plus récemment, le Printemps arabe. Aucun de ces événements n'avait été prévu par la plupart des grands observateurs, même quelques mois avant leur déclenchement. À l'heure actuelle, le besoin de prudence est d'autant plus important que certains signes indiquent un changement géopolitique radical qui marquera une rupture avec l'évolution régulière observée depuis 25 ans.

Les analystes s'accordent à dire que la mondialisation est en train d'adopter une forme d'un système plus polycentrique et plus fragmentée, caractérisée par des acteurs plus nombreux entre lesquels existent plus de liens économiques, financiers et technologiques. La mondialisation continuera de renforcer l'interdépendance entre les États, ainsi qu'entre les secteurs public et privé.

Tout en soulignant le caractère imprévisible et volatile du monde, les mêmes analystes attirent l'attention sur le renforcement de la tendance à poursuivre les intérêts nationaux, ainsi que la fragmentation accrue des processus décisionnels ⁽⁸¹⁾. Cette tension entre l'interdépendance d'une

⁽⁸¹⁾ Voir notamment le rapport de l'IESUE pour l'ESPAS, 2012; le rapport FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013; et NIC, «Global Trends 2030: Alternative Worlds», 2012.

part, et les efforts croissants en vue de réponses communes d'autre part, donnera lieu à une prolifération de coalitions ad hoc moins susceptibles d'être paralysées par des désaccords internes. Les coopérations de ce type pourraient être mal préparées à faire face aux risques systémiques et aux crises protectionnistes à venir.

Une mondialisation qui renforce les liens, mais également l'exclusion

En raison de sa capacité à intégrer les sociétés et les économies, la mondialisation a été, et est toujours, l'une des plus grandes réussites récentes de l'humanité. C'est elle qui est la principale responsable de l'effondrement de la pauvreté extrême, de la diffusion de nouvelles technologies et de nouvelles idées, et de l'amélioration de l'accès au savoir commun dans le monde entier. Les modes de vie, le niveau des services de santé et d'éducation et l'accès à ceux-ci, ainsi que les modèles de mobilité, ont tous connu une amélioration considérable en quelques décennies. La mondialisation a également donné lieu à une convergence inattendue et sans précédent en matière d'habitudes de travail et d'accès aux biens de consommation et aux services pour de très nombreuses personnes.

Cependant, dans le même temps, la capacité d'intégration de la mondialisation est remise en question par une tendance préoccupante et croissante à l'exclusion. La tendance de la mondialisation à exclure certains pays (tels que le Congo), voire de grandes régions (telles que le Sahel), représente une menace majeure et une source de faiblesse pour le système international⁽⁸²⁾. Ce processus touche également les parties les plus pauvres de la population, même dans les pays développés et émergents qui sont bien intégrés à la dynamique de mondialisation. Il peut par ailleurs constituer un danger pour les territoires et les écosystèmes, en causant la destruction de ressources naturelles, telles que les forêts, et une perte de biodiversité. Ces exclusions semblent être d'une ampleur croissante; elles marginalisent les habitants des pays directement touchés tout comme les citoyens des pays développés, donnant lieu à des réactions telles que les mouvements «Occupy» ou le mouvement des Indignés, qui pourraient gagner en importance lors d'une éventuelle nouvelle crise future.

Des dépenses militaires qui révèlent le décalage des rapports de force

Comme nous l'avons déjà souligné, nous assisterons d'ici à 2030 à un rééquilibrage des forces économiques et politiques en faveur des pays émergents, notamment la Chine. Il ne fait aucun doute que d'autres évolutions auront lieu en ce qui concerne l'équilibre des forces économiques, culturelles et militaires entre les pays avancés et émergents. En 2030, l'Asie sera responsable de près de 50 % de la consommation de la planète, malgré une croissance plus faible. La croissance fulgurante des dépenses militaires en Asie est un autre élément important révélant ce décalage des rapports de force. Elle ne sera pas égalée par une croissance des budgets européens consacrés à la défense, qui devraient

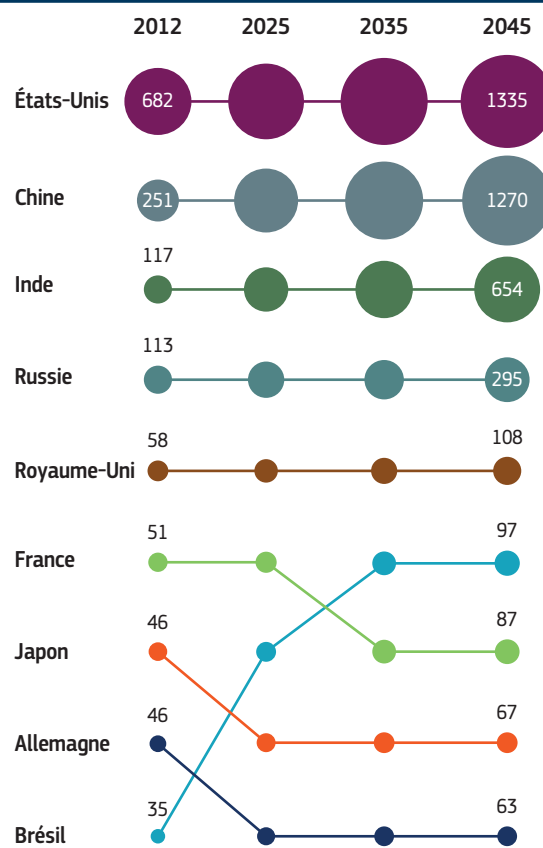
au mieux demeurer stagnants. Cette évolution ne sera pas linéaire, et elle sera tributaire de la capacité des pays émergents à maintenir leur niveau de croissance économique.

L'augmentation des dépenses militaires des pays émergents tranche avec le déclin des budgets de défense de la plupart des pays développés entre 2004 et 2013.

Cette tendance se maintiendra probablement d'ici à 2030: des augmentations des dépenses militaires seront observées en Asie, en Russie, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Amérique latine, mais pas dans les pays d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Océanie.

Les projections divergent: certaines études prévoient que les dépenses militaires de la Chine dépasseront celles des États-Unis dès 2023. Les États-Unis seront néanmoins toujours la première puissance militaire du monde en 2030.

Illustration 13 — Dépenses militaires (en parité de pouvoir d'achat), en milliards de dollars américains et en valeur de 2012.



Source: Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI).

Les dépenses militaires de la Chine étaient les deuxièmes plus importantes, et représentaient en 2013 11 % des dépenses militaires mondiales; leur montant a été multiplié par huit au cours des vingt dernières années, et augmentera de 35 % au cours des huit prochaines années⁽⁸³⁾. Le Japon et

⁽⁸²⁾ Saskia Sassen, «Expulsions», Harvard University Press, 2014

⁽⁸³⁾ SIPRI, 2014.

la Corée du Sud étaient respectivement les huitième et dixième plus grands acheteurs d'équipement militaire. L'Indonésie, les Philippines et le Viêt Nam ont tous augmenté les dépenses militaires à la suite de tensions avec la Chine liées à des conflits territoriaux dans la mer de Chine méridionale. Selon les prévisions, l'Inde, qui occupe le huitième rang mondial en matière de dépenses militaires, dépensera en 2045 autant que tous les pays de l'Union européenne réunis.

Les tendances observées en Europe et dans les pays voisins sont très contrastées. La Russie, qui se classe désormais au troisième rang mondial, continuera d'investir massivement et se maintiendra au premier rang parmi les pays d'Europe. En 2035, son budget consacré à la défense pourrait dépasser ceux du Royaume-Uni, de la France et de l'Allemagne réunis. Au Moyen-Orient, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis occupent respectivement les quatrième et quinzième rangs en matière de dépenses militaires à l'échelle mondiale. À l'inverse, les dépenses militaires européennes sont en déclin. Le Royaume-Uni, l'Italie, l'Espagne, l'Autriche, la Belgique, la Grèce, l'Irlande, les Pays-Bas, ainsi que tous les pays d'Europe centrale à l'exception de la Pologne, ont réduit de 10 % leur budget consacré à la défense depuis 2008.

D'ici à 2030, les États investiront probablement beaucoup plus dans les infrastructures d'une importance cruciale (espace, communications, protection par satellite), tout en développant leurs capacités offensives ⁽⁸⁴⁾. L'émergence des systèmes autonomes de sécurité et de défense sera probablement le facteur le plus décisif dans le développement de technologies militaires ⁽⁸⁵⁾. La dépendance des technologies et systèmes intelligents et connectés (espace, superordinateurs, biologie de synthèse et exploitation des mégadonnées) fera toujours pencher la balance en faveur des pays avancés — notamment les États-Unis, l'Union européenne et Israël : mais une fois de plus la supériorité technologique des pays occidentaux en tant que moyen de protéger leur sécurité et leur défense pourrait être remise en question.

En ce qui concerne les capacités militaires nucléaires, il est possible que le nombre de pays disposant d'armes nucléaires augmente légèrement d'ici à 2030 ⁽⁸⁶⁾. Il sera par ailleurs probablement nécessaire, d'ici à 2030, de négocier un accord international en matière d'armes spatiales, afin d'éviter la déstabilisation de l'environnement spatial.

Les pays émergents font leur entrée sur la scène

La nouvelle puissance des pays émergents et leur prospérité économique se répercuteront sur la dynamique du système multilatéral de trois manières au moins.

- Leur rôle économique accru se traduira par une plus grande affirmation sur la scène internationale. La coopération avec ces pays peut devenir plus difficile, car ils pourraient remettre en question les normes

internationales actuelles. Les conflits territoriaux sont susceptibles d'exacerber les tensions.

- Certains de ces pays seront enclins à adopter une stratégie basée sur la perspective restreinte de leurs intérêts nationaux. De telles approches pourraient avoir des effets sur les relations bilatérales et régionales (p. ex. la Russie en Ukraine ou la Chine au Tibet et dans la mer de Chine). Elles pourraient également menacer la participation de ces pays au système multilatéral existant, bien qu'ils puissent le soutenir lorsqu'ils le jugent opportun, tout en étant prêts à proposer et à mettre en œuvre des solutions alternatives dans le cas contraire, comme cela a été le cas avec la création de la Banque de développement des BRICS. Les stratégies adoptées par les pays émergents, de manière individuelle ou en groupe, pourraient inclure une opposition aux décisions collectives — concernant par exemple le cycle de négociations de Doha au sein de l'OMC, ou la Syrie au sein de l'ONU — afin d'étendre leur influence ou de protéger leurs intérêts.
- Les pays émergents demeurent vulnérables à un ralentissement économique. Les pressions internes qui en résulteraient — réaction nationaliste ou protectionniste : pourraient conduire à une réorganisation de leurs priorités en vue de favoriser la «souveraineté stratégique». Dans cette perspective, la récente crise ukrainienne pourrait bien être le premier exemple d'une puissance émergente réagissant avec violence à son incapacité à moderniser son économie et à s'établir en tant que «soft power» à l'échelle régionale. Cela signifie qu'une guerre de grande envergure, par exemple au Moyen-Orient, en Asie, voire aux portes de l'Europe, pourrait bien éclater.

Le besoin de nouvelles formes conduites

Les questions liées au rééquilibrage, à la fragmentation et à la diffusion du pouvoir ont fait l'objet d'une analyse complète et approfondie ⁽⁸⁷⁾. Dans le domaine stratégique, le pouvoir des États-nations restera probablement restreint à la fois au niveau supranational, en raison d'une interdépendance croissante, et au niveau infranational, en raison d'aspirations locales, parfois de nature séparatiste. On pourrait donc assister à une «décentralisation» des pouvoirs publics vers des acteurs restés jusqu'alors en périphérie, capables d'exploiter les nouvelles technologies et influencer l'opinion publique. Les États-nations et les multinationales seront de plus en plus vulnérables à des actions hostiles dont l'exécution ne demande que des ressources limitées ⁽⁸⁸⁾.

Les éléments qui définissent le pouvoir continueront de changer, affectant la nature même du pouvoir ⁽⁸⁹⁾. Le pouvoir dépendra toujours de la puissance économique, des ressources et des capacités militaires ⁽⁹⁰⁾, et les États-nations

⁽⁸⁷⁾ Idem.

⁽⁸⁸⁾ Al-Qaida n'a dépensé qu'un demi-million de dollars sur les attaques du 11 septembre 2001, un montant dérisoire par rapport au coût de la réponse des États-Unis, estimée à 3,5 billions de dollars, soit un rapport de 1:7 000 000.

⁽⁸⁹⁾ Moises Naim, «The End of Power», Carnegie Endowment for International Peace, 2013.

⁽⁹⁰⁾ Joseph Nye, «The Future of American Power», 2010.

⁽⁸⁴⁾ Rapport de FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.

⁽⁸⁵⁾ US Air Force, «Report on Technology's Horizons: a Vision for Air Force Science and Technology during 2010-30».

⁽⁸⁶⁾ Rapport de FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.

resteront les principaux acteurs responsables des relations internationales et de la sécurité. Cependant, les rapports de force seront modifiés par le cloisonnement des questions à traiter, l'émergence de nouveaux acteurs et le renforcement de l'attention et de la pression encore plus grande due aux médias et aux communications favorisées par l'internet. Les contraintes croissantes qu'impose la gestion des informations, notamment les difficultés rencontrées pour concilier les exigences de transparence et de confidentialité, joueront également un rôle important, comme l'a démontré l'affaire NSA/Snowden. Enfin, les «entrepreneurs» politico-militaires sans la moindre légitimité démocratique et dépourvus à la fois d'idéologie et de soutien extérieur pourraient toujours s'en prendre aux structures étatiques faibles. Ils peuvent réussir si la coopération internationale ne peut être organisée contre eux et si les capacités d'intervention étrangère sont limitées.

Les États-nations démocratiques devront développer leurs capacités à intervenir efficacement dans les affaires internationales et élargir leur portée. Les moyens militaires, les structures de commandement et un budget élevé ne suffiront plus. Ils doivent être complétés par des capacités de renseignement adaptées au contexte des mégadonnées, par des ressources en matière de renseignement sur le terrain, et par une capacité technologique indépendante. Seulement très peu d'États pourraient être en mesure de réunir de telles capacités, et ceux qui ne le seront pas chercheront à rejoindre une coalition ou à trouver des alliés pour être plus forts.

En fin de compte, cette évolution de la nature du pouvoir renforcera les contraintes nationales imposées aux politiques internationales. Ces contraintes nationales pourraient prendre la forme d'un «isolationnisme» dans le cadre duquel les ressources en matière de budget, d'équipement militaire et de renseignement adéquat, ainsi que l'appui du public, pourraient ne pas suffire pour justifier une intervention. Cependant, dans un tel cas, le public pourrait, en réponse à un risque de sécurité affectant la vie quotidienne, pousser les autorités à véritablement mettre en commun et partager les capacités du pays avec des alliés proches moins nombreux, mais plus sûrs.

L'évolution de la nature du pouvoir exige l'émergence de nouvelles formes de conduite, capables d'anticipation, de flexibilité, de responsabilité et d'obtenir des résultats de manière efficace. Plusieurs aspects revêtent une importance particulière pour une conduite efficace:

- la capacité d'anticiper est rendue possible par le recensement des tendances à long terme, la préparation de plans d'intervention stratégiques, et une concentration sur l'essentiel;
- l'application de politiques de long terme est un élément essentiel pour donner au pays le sentiment de tendre vers un but précis, et pour mettre en place des facteurs incitatifs garantissant la participation de tous les acteurs publics et privés. De nouveaux outils et de nouvelles méthodes doivent être adaptés à un environnement évoluant à grande vitesse;

- l'expérimentation et la flexibilité sont essentielles;
- il convient de responsabiliser tous les acteurs, si possible par l'intermédiaire d'évaluations indépendantes ex ante et ex post en particulier;
- l'inclusion de tous les acteurs est essentielle afin de maximiser le soutien — accordé aux décisions prises.

Le multilatéralisme est-il en danger?

Le système mondial actuel se trouve dans une situation critique. Il subit des pressions opposées: d'un côté, le renforcement de l'interdépendance et le besoin d'accords internationaux et d'actions collectives; de l'autre, la dégradation du système multilatéral, qui se poursuivra vraisemblablement à moins que les pays avancés et émergents fassent preuve de capacités d'assurer la conduite.

Les questions économiques et géopolitiques internationales seront de plus en plus interdépendantes. Les négociations relatives au changement climatique, à la sécurité informatique, à la finance et au commerce seront de plus en plus influencées par le poids géopolitique des nouvelles puissances qui s'affirment sur la scène internationale.

En même temps, l'action géopolitique sera de plus en plus limitée par les réseaux internationaux d'interdépendance, comme le soulignent les liens entre les sanctions contre la Russie en raison de son intervention en Crimée et la possibilité de représailles russes dans le domaine énergétique, spatial ou militaire.

La mondialisation renforce à la fois l'interdépendance et les risques pour tous les acteurs. Dans un monde multipolaire, elle renforcera donc le besoin de biens publics à l'échelle mondiale : par exemple des mesures de lutte contre le changement climatique, la résolution de conflits ou la libéralisation du commerce mondial. Il sera cependant difficile de parvenir à ce résultat en raison de l'attention croissante que les pays émergents tout comme les pays développés accordent à leurs affaires intérieures, qu'il s'agisse de réformes économiques, de gouvernance ou de cohésion. De nombreux pays peuvent rencontrer des difficultés croissantes lorsqu'il s'agit de faire preuve d'autorité pour soutenir la coopération internationale en vue de garantir l'accès aux ressources naturelles et aux liaisons de transport sûres, ainsi que de protéger le patrimoine mondial tel que le cyberspace, l'espace ou les océans. Plus précisément, le déficit d'autorité internationale peut être dû à la réticence des acteurs émergents à sacrifier leurs intérêts nationaux immédiats sur l'autel des préoccupations communes.

Il n'est toujours pas clair si, au cours des prochaines décennies, cette tension donnera lieu à un élargissement du consensus libéral démocratique et orienté vers le marché en tant que modèle prédominant, ou si elle conduira plutôt à l'émergence d'une mondialisation correspondant à des valeurs non occidentales à travers le monde ⁽⁹¹⁾.

⁽⁹¹⁾ Rapport de FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.

La capacité à «ordonner» la mondialisation dans le cadre de processus décisionnels multilatéraux est en déclin. Après une décennie largement favorable au développement de structures et de règles internationales (1990-2000) et une autre caractérisée par de vains efforts (2000-2010), les négociations et coopérations multilatérales ont récemment subi d'importants revers. La communauté internationale n'est pas parvenue à achever le cycle de négociations de Doha, à relever le défi du changement climatique, à adapter la gouvernance du FMI au rôle croissant des pays émergents, ni à faire face de manière collective aux conséquences du Printemps arabe, notamment en Libye et en Syrie.

Après deux décennies de nombreuses interventions en Afghanistan et dans les Balkans, le futur rôle de l'OTAN sera de nouveau examiné, tandis que le vote récent de l'assemblée générale de l'ONU sur la crise en Crimée semble avoir révélé des positions ambiguës vis-à-vis de l'inviolabilité des frontières, qui était auparavant un principe fondamental du système multilatéral.

Les organisations multilatérales devront s'adapter aux nouvelles conditions du XXI^e siècle, notamment à la montée en puissance des pays émergents et le déclin relatif de la puissance de l'Occident. En 2030, la plupart de ces organisations existeront toujours, mais elles devront redéfinir leurs parties prenantes, leurs objectifs, leurs capacités et leur efficacité si elles souhaitent conserver leur crédibilité et légitimité. Certaines institutions pourraient réussir une transition en douceur, d'autres non.

Les clés d'une conduite responsable

L'avenir du multilatéralisme économique, au vu des nombreux défis qu'il devra relever, dépendra de la conduite responsable et de l'engagement des États-Unis, de l'Union européenne et, de plus en plus, de la Chine. On pourra distinguer les éléments suivants:

- les fondateurs du cadre actuel doivent être prêts à remanier le système international afin qu'il corresponde mieux aux attentes et aux valeurs des pays émergents, tout en veillant à ce qu'ils assument des responsabilités plus importantes. De ce processus dépendra la légitimité du système et sa capacité à fonctionner comme un ensemble unifié, bien que peu intégré. Dans ce contexte, la création du G20 a représenté un progrès, mais le refus par le Congrès américain de ratifier la réforme du FMI semble indiquer que la modification du système actuel rencontre encore une importante résistance;
- les pays doivent se montrer à la hauteur des responsabilités liées à leur nouvelle position, et démontrer leur volonté et leur capacité d'assumer leurs responsabilités;
- les principaux acteurs doivent déterminer et adopter des objectifs communs bien définis, assortis à des priorités claires et à de nouveaux programmes. Cela pourrait concerner, par exemple, le domaine de la gouvernance de

l'internet, de l'espace ou de la cybersécurité, ainsi que les politiques de développement;

- les principaux acteurs doivent faire preuve de capacité à assurer la conduite et de confiance, tout en donnant une impression d'équité. Ces éléments seront essentiels pour réaliser du progrès à l'échelle mondiale en ce qui concerne les priorités actuelles, telles que le changement climatique, la sécurité et le lancement de négociations relatives à de nouveaux enjeux tels que la gouvernance de l'internet et de l'espace.

À l'horizon 2030, il ne semble pas probable que le système multilatéral fasse l'objet d'une transformation profonde et rapide, ni qu'il s'effondre. L'avenir sera probablement marqué par une répartition des tâches entre quelques organisations multilatérales efficaces et des structures plus restreintes. Par exemple, le règlement des litiges pourrait être pris en charge par l'OMC, ou par une variante du G20 qui, malgré son nombre de membres limité, représente 85 % du commerce mondial, deux tiers de la population mondiale, plus de 90 % de la production brute mondiale et 80 % des émissions de gaz à effet de serre. Il est cependant probable qu'apparaissent ou se développent en parallèle des coalitions fonctionnelles et d'autres formes de collaboration, telles que des organisations régionales, des accords et des pactes bilatéraux, voire des partenariats public-privé à grande échelle.

Autres pistes possibles: le régionalisme et les coalitions ad hoc

Comme le démontre le développement de l'Union européenne, les organisations régionales et même les initiatives ad hoc peuvent être très efficaces pour ce qui est de promouvoir la gouvernance, l'état de droit et la paix, ou simplement pour résoudre des problèmes spécifiques. Elles peuvent compléter la gouvernance mondiale dans de nombreux domaines d'action, voire offrir s'y substituer ⁽⁹²⁾.

Certaines organisations prennent de l'importance depuis des décennies (le Mercosur, l'ANASE, l'Union africaine, les banques régionales de développement); le nombre croissant d'accords commerciaux régionaux conclus depuis les années 1990 accélérera ce processus.

Des initiatives de ce type pourraient également être lancées pour donner un nouveau souffle aux initiatives multilatérales. L'avancement des négociations dans le cadre de l'OMC, par exemple, pourrait dépendre de la pression exercée par les grands accords bilatéraux en cours de négociation, notamment le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP), l'accord de partenariat transpacifique (APT), un accord entre l'Union européenne et l'Inde, et une éventuelle zone de libre-échange en cours de négociation entre l'Union européenne et la Chine. Les effets potentiels de l'APT et du TTIP pourraient être particulièrement importants.

Les risques liés à ces processus régionaux sont également bien connus: ils peuvent faire obstacle aux règles

⁽⁹²⁾ EUISS et NIC, «Global Governance 2025: At a critical juncture», 2010.

multilatérales et favoriser des clivages et des réalignements géopolitiques importants. Le succès du cycle de négociations de Doha permettra de jauger le niveau de détermination des acteurs mondiaux à adopter des règles et des normes communes. De même, les progrès réalisés dans le contexte du TTIP pourraient à terme poser les jalons d'une approche commune plus large des normes économiques entre les États-Unis, l'Union européenne et d'autres acteurs, notamment la Chine. Dans ce cas, un nombre important d'économies émergentes pourraient suivre l'exemple, et les nouvelles règles qui ressortiraient d'un tel mouvement pourraient alors s'appliquer à l'échelle mondiale, dans le cadre de l'OMC.

Cette perspective d'un réalignement systémique des plus grands pays émergents en tant que contrepoids au système multilatéral n'est pas exclue, mais elle est néanmoins peu probable puisque leurs intérêts demeurent très différents. De plus, la mondialisation et l'interdépendance économique continueront de restreindre les acteurs, et elles pourraient contribuer à éviter de profondes divisions.

Si un réalignement géopolitique majeur devait avoir lieu, les institutions multilatérales verraient leur existence même remise en question. La crise entre la Russie et l'Ukraine pourrait marquer le début d'un tel remaniement de la situation géopolitique mondiale, avec l'émergence d'un front contestant le système actuel. Alors que les pays occidentaux accueillaient justement la Russie dans leur giron — par exemple en l'incluant dans le G8 ou en concluant un partenariat avec l'OTAN : et que l'Iran entamait un processus de normalisation, la décision de la Russie de s'opposer aux pays occidentaux en raison d'actes interprétés comme un empiètement sur sa zone d'influence pourrait non seulement mener à une isolation du pays et à une rupture de longue durée, mais également constituer la base d'un réalignement anti-occidental regroupant la Chine, la Russie et un ou plusieurs des grands acteurs de la région, tels que l'Iran ou l'Égypte. De nature purement pragmatique, une telle «alliance» ne serait fondée que sur des intérêts partagés, à savoir la stabilité, un rôle économique stratégique pour un État autocratique, et l'accès aux ressources. La Chine pourrait en particulier être tentée d'apporter son soutien, en particulier si elle devait enregistrer une baisse soudaine de croissance, une résurgence du nationalisme et une intensification de la concurrence avec les États-Unis. Ces évolutions changeraient de manière radicale la perception des risques à l'échelle mondiale.

Un rapport de forces aussi différent pourrait engendrer un ordre mondial très différent du système actuel basé sur des règles multilatérales. Il pourrait favoriser l'émergence de structures régionales ou multilatérales rivalisant les institutions de Bretton Woods. Dans le pire des cas, il pourrait même provoquer l'éclatement du paysage financier et politique mondial. Les institutions multilatérales établies, par exemple le FMI, pourraient renoncer à leurs ambitions mondiales et essentiellement devenir des organisations transatlantiques. Le commerce, l'investissement et la coopération technique seraient alors repensés, pour ne pas dire pris en otage et réorganisés selon de nouvelles affiliations géopolitiques qui visent à mettre en place leurs propres systèmes multilatéraux à petite échelle.

Un monde moins sûr à mesure que les conflits s'étendent

L'érosion continue de la sécurité et la propagation des conflits violents sont évoquées de plus en plus souvent dans les ouvrages traitant des tendances mondiales. Ce qui trouble c'est que les parallèles sont souvent établis entre la situation actuelle et la veille de la Première Guerre mondiale. Les observateurs remarquent que, dans l'histoire, les changements de pouvoir ont souvent été les précurseurs d'une guerre ou accompagnés d'une guerre. Il existe à l'heure actuelle une combinaison préoccupante d'un monde multipolaire, de situations volatiles pouvant escalader en conflits, et d'une gouvernance internationale faible. Parmi les plus grandes régions à risque sont le grand voisinage de l'Europe, y compris le Moyen-Orient, ainsi que l'Asie de l'Est et du Sud.

De manière générale, on peut déjà percevoir une impression de désordre et de fébrilité dans les relations internationales, qui augmentera probablement et qui est liée à la fois à la dynamique interne des nouvelles puissances et à l'évolution de la situation mondiale. Dans l'annexion de la Crimée par la Russie et dans l'attitude de plus en plus agressive de la Chine dans la mer de Chine orientale et méridionale, certains voient les premiers effets du retrait des États-Unis de la scène mondiale et de la baisse relative de leur puissance. D'ici à 2030, l'augmentation de «la projection de la puissance» chinoise en Asie de l'Est et du Sud — visant à lui garantir un accès sans entrave aux ressources du Moyen-Orient et de l'Afrique : pourrait bien accroître les tensions dans la région. Certains pays voisins de la Chine, tels que le Japon, la Corée du Sud et les Philippines, pourraient se sentir menacés et invoquer leurs traités de sécurité avec les États-Unis. Si ceux-ci font une erreur ou ne parviennent pas à éviter qu'une crise n'escalade, ils pourraient se trouver impliqués dans des conflits régionaux de plus ou moins grande ampleur.

De nombreux États sont fragiles ou défaillants; on peut les trouver en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie du Sud et du Sud-Est, en Amérique centrale et dans les Caraïbes, et dans le Pacifique. Ils ne sont pas en mesure d'assurer un niveau minimal de gouvernance, ni même de protéger ou de nourrir leurs citoyens, et continueront de représenter un problème important en matière de sécurité mondiale. Dans ces pays, le fossé entre les capacités de l'État et celles des acteurs qui contestent son autorité s'est amoindri. Les guerres menées par exemple en Afghanistan, en Iraq ou au Mexique n'ont pas réussi à éradiquer tous les mouvements terroristes, les organisations criminelles ou les trafiquants de stupéfiants ou d'êtres humains, et il est peu probable que de futures initiatives similaires puissent résoudre tous les problèmes. Des parts importantes de l'appareil étatique de nombreux pays, grands ou petits, sont directement menacées, voire même parfois contrôlées directement, par des acteurs «illégaux». Leurs faiblesses déclenchent l'instabilité régionale, et parfois sont à l'origine d'une guerre civile. Ce type de conflit latent et prenant des formes multiples représente déjà la moitié des guerres civiles à travers le monde. Celles-ci pourraient faire de plus en plus souvent appel aux technologies informatiques, aux drones et aux armes chimiques et bactériologiques. Nous sommes donc confrontés à de nouveaux risques systémiques liés à la résurgence et à la montée en puissance de mouvements de déstabilisation.

Il existe un risque que de nouveaux conflits entre États puissent éclater en parallèle des querelles territoriales et des conflits gelés. Les motifs sont nombreux: la rivalité pour l'accès aux ressources telles que matières premières, nourriture et énergie; les tensions frontalières historiques récurrentes en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique (par exemple entre l'Inde et la Chine, ou entre l'Égypte et le Soudan concernant le Nil); et la migration, notamment due au changement climatique et à l'existence d'États défaillants. Les guerres régionales provoquées par des extrémistes religieux se multiplieront probablement, comme l'illustre la guerre ouverte qui a éclaté entre les combattants sunnites et chiites en Iraq et en Syrie. De tels conflits sont susceptibles d'avoir lieu en Asie, mais également en Afrique, comme l'indiquent les tensions entre les communautés chrétienne et musulmane au Nigeria. De plus, la mobilité de certains extrémistes pourrait avoir des effets importants sur la sécurité nationale, notamment en Europe, où elle pourrait avoir des effets déstabilisateurs.

Le risque d'un conflit majeur au cours duquel seraient utilisées des armes nucléaires ne peut être écarté. Les experts et analystes accordent plus d'attention qu'il y a dix ans à ce type de scénario catastrophe, bien qu'il soit peu probable, notamment en ce qui concerne les effets potentiellement dévastateurs d'un tel événement, y compris un hiver nucléaire.

Les instruments multilatéraux traditionnels et le «soft power» pourraient devenir moins utiles pour ce qui est de prévenir, de restreindre ou de mettre fin aux conflits. Il existe un danger croissant que des tensions ou des conflits latents soient résolus en exploitant des failles du système. De plus en plus souvent, le recours à la force peut être considéré comme un moyen réaliste, voire légitime, d'obtenir des avantages politiques, territoriaux ou même simplement économiques.

En fin de compte, cette tendance poussera probablement les acteurs étatiques et leurs organisations communes, telles que l'OTAN, à mettre à jour leur planification stratégique, à réexaminer leurs capacités et à redéfinir leurs priorités en matière d'intervention — ou non : dans les situations de conflit, en fonction de leurs intérêts et des objectifs de leur politique étrangère.

La convergence des valeurs s'essouffle

Les effets secondaires de la mondialisation demeurent incertains, et potentiellement déstabilisants. Certains ne peuvent être évités, et présentent des risques graves. La première phase de la mondialisation économique actuelle, qui a commencé au début des années 1990, n'a eu qu'un effet superficiel sur les pays et les économies, principalement en renforçant les relations entre les secteurs public et privé à l'échelle mondiale ⁽⁹³⁾. Plus récemment, la mondialisation a commencé à transformer radicalement les économies nationales et la vie quotidienne de leurs habitants. Il ne fait guère de doute que cette évolution a favorisé la diffusion d'économies de marché robustes et de régimes libéraux.

Cependant, loin de rendre le monde plus uniforme, elle a produit des effets ambivalents, accélérant la circulation des idées, des personnes et des biens, mais favorisant également un retour aux valeurs et aux allégeances locales.

La mondialisation économique et la croissance des classes moyennes ont engendré des théories concernant une convergence des valeurs qui pourrait transcender les frontières nationales et régionales. Il convient toutefois d'aborder cette possibilité avec prudence, étant donné qu'il existe de nombreux exemples de clivages persistants et enracinés, ainsi qu'une résistance à ce que beaucoup considèrent comme un mouvement vers l'uniformisation. Il n'existe aucune convergence de valeurs, par exemple, sur la question du genre dans de nombreuses régions du monde, et il semble peu probable que des progrès immédiats soient réalisés.

S'agissant de la question spécifique de la démocratie et des valeurs fondamentales — à commencer par les droits de l'homme : les analyses sociologiques et politiques ont démontré que la croissance des classes moyennes dans le passé a jusqu'à présent encouragé les réformes démocratiques. La nouvelle classe moyenne qui aura complètement émergé d'ici à 2030 sera toutefois plus pauvre, plus vulnérable et moins instruite que les classes moyennes actuelles d'Europe et des États-Unis. Son attachement aux valeurs démocratiques pourrait ne pas être profondément enraciné.

L'époque actuelle pourrait marquer un tournant dans l'histoire. L'expansion de la démocratie a commencé à ralentir au cours des dix dernières années, et cet essoufflement pourrait se poursuivre ⁽⁹⁴⁾. Si la Chine — qui constitue le principal facteur dans ce domaine : maintient à la fois son autoritarisme et sa prospérité économique, ce sont les États non démocratiques qui enregistrent la croissance de leurs PIBs réunis la plus élevée lors des deux prochaines décennies ⁽⁹⁵⁾. Un tel changement pourrait rendre le modèle démocratique moins attractif et moins «normal» que jamais, puisqu'il ne semblerait plus exister de corrélation entre la croissance économique d'une part et les progrès en matière d'état de droit, de démocratie et de droits de l'homme d'autre part. Il remettrait également en question la relation de cause à effet qui existe entre l'émergence d'une classe moyenne solide et instruite à l'échelle mondiale et l'essor des valeurs démocratiques, y compris la non-discrimination et l'égalité des genres.

Certaines parties de la classe moyenne soutiennent d'ores et déjà des formes diverses d'autoritarisme en Chine, en Russie ou au Kazakhstan, ou du moins ne s'y opposent pas. De même, dans les pays arabes, de nombreux membres de la classe moyenne adhèrent à des principes de fondamentalisme ou de conservatisme religieux.

La religion en temps de paix et en temps de guerre

Le paysage religieux mondial continuera d'évoluer au cours des décennies à venir. Les deux plus grandes religions

⁽⁹³⁾ Voir notamment Krugman, *Growing World Trade: Causes and Consequences*, 1995.

⁽⁹⁴⁾ Freedom House, «Freedom in the World», 2014.

⁽⁹⁵⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

monothéistes, le christianisme et l'islam, représentent plus de la moitié de la population mondiale, et cela sera toujours le cas en 2030. Les chrétiens resteront la communauté la plus importante, de plus toujours concentrée dans les régions du monde les plus riches et les plus influentes. Parmi ceux-ci, les catholiques demeureront majoritaires, mais l'essor du protestantisme en Asie et en Amérique latine devrait se poursuivre.

Les musulmans représentent à l'heure actuelle 23 % de la population mondiale. La croissance de cette communauté a entamé un ralentissement, qui se poursuivra au cours des années à venir. Pendant que les chrétiens continueront de dominer le paysage religieux européen, les populations musulmanes continueront leur croissance — atteignant 58 millions en 2030 — et deviendront sans doute plus influentes.

Aux États-Unis, l'influence de la religion sur les politiques publiques est considérée comme étant en déclin. Cela préoccupe de nombreux Américains, dont 78 % sont chrétiens. Bien que le nombre de personnes sans affiliation religieuse — qui représentent actuellement 17 % de la population : puisse encore augmenter, la part des personnes qui estiment que les organisations religieuses (chrétiennes) devraient avoir une plus grande influence sur les politiques publiques a désormais atteint 50 %, et continuera vraisemblablement d'augmenter.

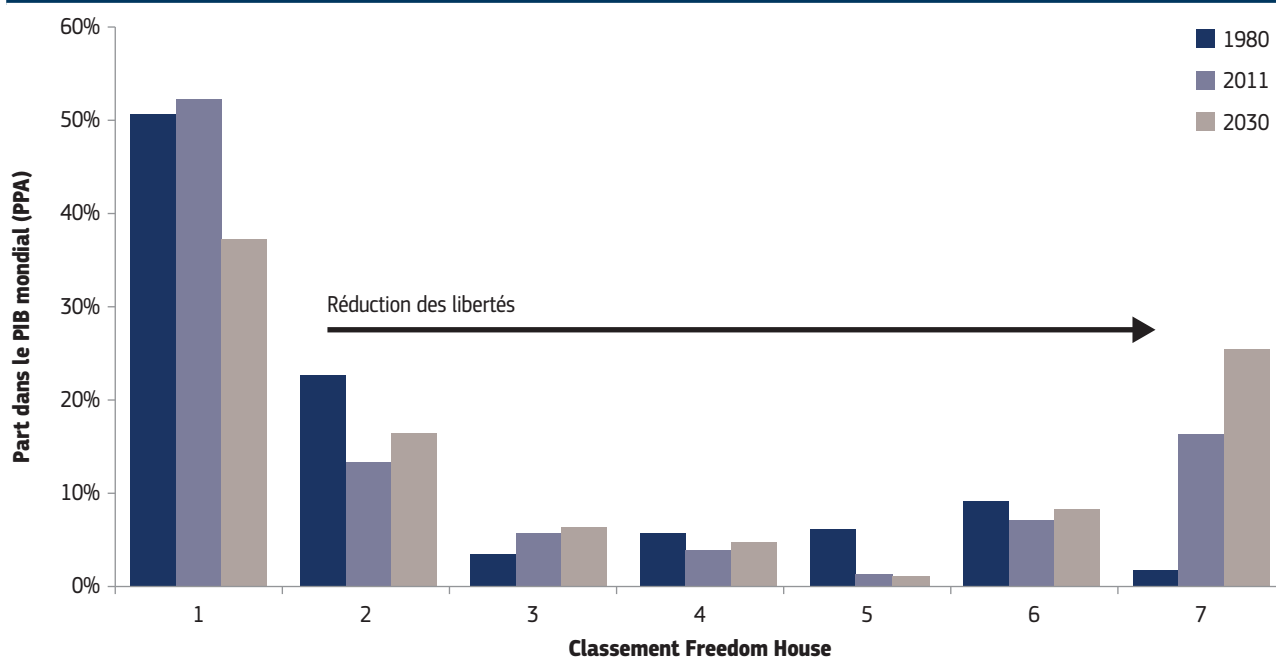
Comme lors des siècles passés, les divergences et les querelles religieuses continueront de déclencher et d'influencer, souvent aux origines politiques, de nombreux conflits à travers le monde.

Le sectarisme et les conflits religieux (qu'ils soient ou non politiquement manipulés) subsisteront probablement dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) et continueront de tourmenter et d'influencer les États et les sociétés de cette région. Les tensions et les conflits présentent une composante religieuse importante, mais leurs causes profondes se trouvent ailleurs, notamment dans des rivalités géostratégiques séculaires et de graves lacunes en matière de gouvernance. L'Europe sera de plus en plus souvent confrontée au défi de l'importation de ces conflits externes dans ses frontières, souvent par des citoyens européens.

L'Afrique subsaharienne, traditionnellement caractérisée par la diversité et la tolérance, sera de plus en plus exposée au radicalisme et à l'extrémisme islamique, souvent à la suite de débordements de conflits au nord du continent. De manière générale, les tensions sous-jacentes entre les musulmans et les membres d'autres communautés, principalement les chrétiens, revêtent des aspects économiques, sociaux et même tribaux, mais c'est souvent l'extrémisme religieux qui est le facteur de déclenchement des conflits : par exemple en République centrafricaine. L'avenir du Nigeria, pays réparti à parts égales entre chrétiens et musulmans et confronté à la menace du terrorisme islamique, est une source d'inquiétude. D'autres pays d'Afrique de l'Est où vivent des minorités musulmanes assez importantes, tels que le Kenya ou la Tanzanie, peuvent également être en proie à des conflits internes, alimentés par les extrémistes islamiques de Somalie et d'autres régions.

La région Asie-Pacifique, et notamment l'Asie de l'Est, semble plus immunisée contre l'extrémisme religieux, même si certaines régions peuvent être affectées par une montée du

Illustration 14 — Part dans le PIB mondial (PPP) des groupes de pays classés par indice de liberté (1: démocraties, 7: régimes autoritaires)



Quelques évolutions qui peuvent changer la donne

Dans le climat actuel d'incertitude, de volatilité et de diffusion systémique des risques, la probabilité de voir des évolutions imprévues changer le jeu est forte : crise financière dans les pays du sud, attaque informatique à grande échelle, conflit entre États du Moyen-Orient ou de l'Asie, crise climatique. Cependant, certains de ces événements méritent une attention particulière en raison de l'importance considérable de leurs effets : positifs ou négatifs.

- **Un conflit résultant de la confrontation entre la Chine et les États-Unis** dans la région Asie-Pacifique. Il s'agirait vraisemblablement d'un conflit indirect entre la Chine et l'un de ses voisins. Il pourrait néanmoins suffire à déstabiliser à la fois l'économie et la sécurité mondiales. La Chine pourrait en particulier se retrouver prise au piège du nationalisme populaire que le gouvernement lui-même a exacerbé, et qui la pousserait à commettre des erreurs stratégiques majeures.
- **Une intégration politique et économique renforcée de l'Union européenne**: l'émergence de l'Union européenne en tant qu'acteur stratégique indépendant, capable de garantir sa propre sécurité et d'apporter une contribution décisive aux initiatives de prévention des conflits, renforcerait considérablement la capacité de l'Occident à influencer et à diriger la réponse à la mondialisation. Cette éventualité dépendra pour beaucoup de la capacité de l'Union à surmonter la crise économique et le défi du déclin démographique. À l'inverse, la désintégration ou la fragmentation de l'Union européenne aurait des effets majeurs sur l'économie mondiale, et pourrait conduire à une période de faible croissance et de déflation (le «scénario japonais»).
- **La création et le développement d'un espace économique et stratégique atlantique**: La mise en place d'un partenariat transatlantique entre les puissances d'Europe et d'Amérique du Nord sur la base de valeurs partagées, notamment les droits fondamentaux des individus, de défis communs en matière d'énergie et de commerce, et d'un marché intérieur fondé sur des normes et une innovation communes pourrait modifier la géographie du commerce et de l'innovation à l'échelle mondiale, ainsi que la dynamique de l'économie mondiale.
- **La capacité de la Chine à réussir des transitions économiques et politiques**: Il s'agit d'un défi à deux volets. D'une part, le pays devra veiller à ce que le développement de son système économique continue de donner lieu à une croissance durable et à ce qu'il ne sombre pas dans le «piège du revenu moyen». Il existe un risque de surinvestissement particulièrement élevé, notamment dans le contexte d'une population vieillissante. Si la Chine répond de manière incorrecte à la baisse des investissements et ne parvient pas à la compenser au moyen d'une demande interne adéquate, la situation pourrait donner lieu à une déflation en Europe et à une baisse importante de la demande mondiale, d'environ 3 % (Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013). D'autre part, le pays doit veiller à ce que la croissance de son niveau de richesse soit accompagnée de progrès politiques et sociaux adéquats correspondant aux attentes des Chinois eux-mêmes. La réussite ou l'échec de ces transitions par la Chine auront des effets structurels indéniables qui affecteront le monde entier d'ici à 2030.
- **Un conflit majeur, nucléaire ou non**: Avec la diffusion des technologies militaires, que les règles internationales ont des difficultés à contenir, une guerre nucléaire de faible envergure pourrait impliquer la Russie et la Chine, mais également des puissances moyennes au Moyen-Orient, en Asie du Sud ou en Asie du Nord-Est, voire des groupes terroristes. Un conflit nucléaire au cours duquel seraient lancées des dizaines de frappes provoquerait non seulement une destruction immédiate, mais il entraînerait également de graves conséquences à long terme pour toute la planète en ce qui concerne le climat (refroidissement), la couche d'ozone et donc l'agriculture (feux de forêt, baisse des précipitations), provoquant une famine.
- **Une grande pandémie** d'une ampleur similaire à celle de la peste noire (lors de laquelle 30 % de la population d'Europe a perdu la vie) ou la pandémie de grippe de 1918, lors de laquelle 20 millions de personnes ont péri à travers le monde. Par exemple, une pandémie de H5N1 due à un virus mutant transmissible à l'homme pourrait toucher des millions de personnes avec un taux de létalité initial de 50 %, étant donné que la production de vaccin en grandes quantités nécessiterait cinq à six mois. Une telle pandémie pourrait se répercuter sur l'économie mondiale, perturbant jusqu'à la moitié des services essentiels y compris la santé, les transports, l'activité bancaire et les ressources de base. La rivalité pour l'accès aux ressources essentielles pourrait engendrer des tensions entre les pays et au sein même de ceux-ci.
- **Une guerre des devises de grande ampleur entre le renminbi et le dollar américain**. Ce scénario pourrait avoir un effet systémique avec d'importantes conséquences sur le plan économique, mais il pourrait également donner lieu à de vives tensions géopolitiques. Bien que l'ampleur d'une telle guerre des devises soit difficile à prévoir, elle pourrait mener soit à un retour à l'étalon-or, soit à la domination de la monnaie la plus forte des deux. Un troisième scénario est également possible, qui déboucherait sur l'utilisation d'un panier de devises comme référence pour les transactions internationales. Les deux premiers scénarios auraient des conséquences importantes sur l'euro et la zone euro.

radicalisme lié à l'islam, au bouddhisme et, de manière sporadique, à des religions plus petites. Cela pourrait notamment être le cas en Inde, où vit une population musulmane équivalente à celle du Pakistan (178 millions de personnes). L'Asie de l'Est, pour sa part, enregistre de loin le plus grand nombre de personnes sans affiliation (858 millions); celles-ci représentent la majorité absolue de la population chinoise (52 %) et japonaise (56 %), et 46 % de la population de la Corée du Sud.

Des conflits latents impliquant des minorités musulmanes existent cependant dans plusieurs pays d'Asie du Sud-Est (Philippines, Myanmar/Birmanie et Thaïlande), et ils persisteront probablement, voire qu'ils s'aggraveront dans certaines régions. La Chine est aux prises avec des conflits similaires à une plus grande échelle dans le Xinjiang, et elle fait pression sur ses minorités chrétiennes, en croissance rapide.

Trois révolutions mondiales — les défis de l'Europe

La première partie de ce rapport présente les cinq grandes tendances mondiales dont les auteurs estiment qu'elles pourraient donner lieu à trois «révolutions» structurelles: une révolution économique et technologique, une révolution sociale et démocratique, et une révolution géopolitique.

La deuxième partie explique que ces révolutions consisteront en une série de changements fondamentaux et inéluctables qui obligeront toutes les régions et tous les pays, y compris l'Union européenne, à s'adapter et même à se transformer radicalement. L'Union européenne devra, en particulier si elle souhaite conserver sa position de puissance mondiale caractérisée par la croissance économique, un taux de

chômage faible et des capacités technologiques de classe mondiale, rester sur la voie difficile de la réforme structurelle — institutionnelle, économique et sociale — tout en restant fidèle à ses valeurs et à ses convictions en matière de démocratie, de droits de l'homme et d'état de droit.

L'analyse ci-dessous examine les grands défis que ces trois «révolutions» représenteront pour l'Europe. Elle a pour vocation d'offrir des informations comparatives sur les futures tendances et leurs implications pour l'Union, et constituera un outil utile qui permettra aux nouveaux dirigeants des institutions de l'Union européenne de définir les bonnes orientations pour l'avenir de celle-ci.

LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE MONDIALE — LES DÉFIS DE L'EUROPE

1. Remodeler l'économie

La modernisation n'est pas un état de choses, mais un état d'esprit.

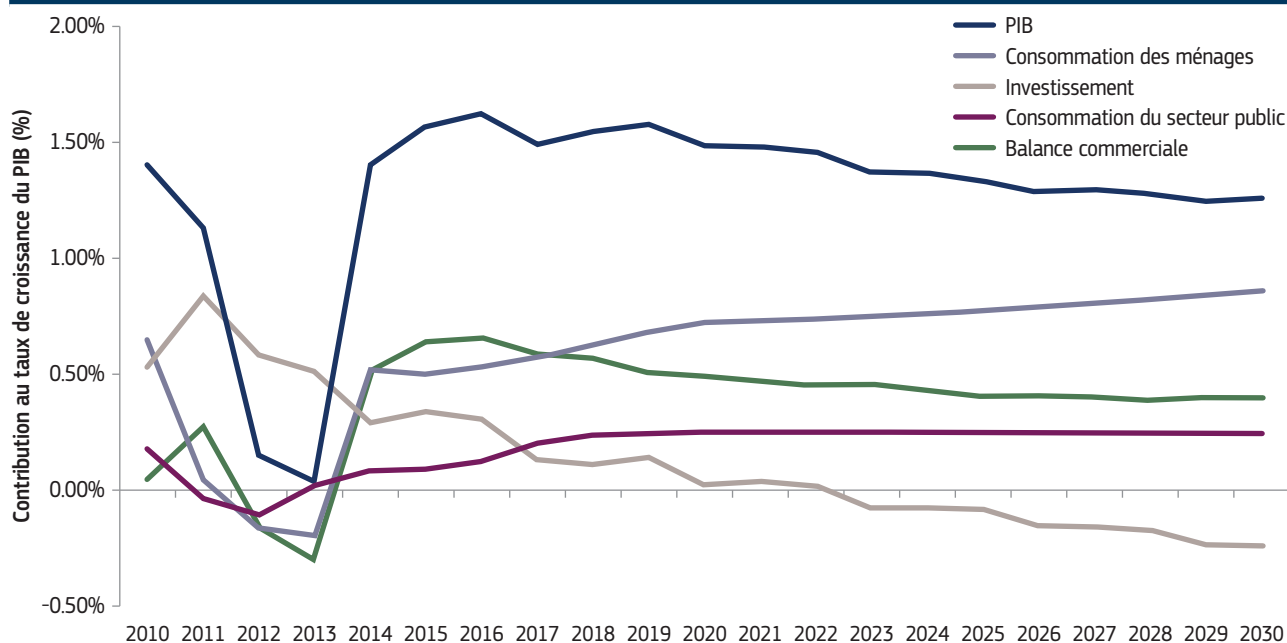
Jean Monnet

Les perspectives économiques de l'Europe à l'horizon 2030: 15 ans de croissance moins forte

La croissance économique au sein de l'Union européenne au cours de la période 2007-2012 a été plus faible que celle des autres grandes économies, y compris les États-Unis ⁽⁹⁶⁾. Selon les politiques actuelles ⁽⁹⁷⁾, la croissance économique à l'horizon 2030 devrait être positive, mais plutôt modeste — de 1,2 à 1,5 % par an —, bien en deçà du niveau moyen

qu'elle avait atteint entre 1997 et 2007, soit 2,6 %. Ces performances inférieures à la moyenne sont étroitement liées à deux facteurs: un investissement extrêmement faible — 15 % du PIB, un plancher historique : et des gains de productivité insuffisants — 1,32 %, contre 1,5 % entre 1997 et 2007 ⁽⁹⁸⁾. Le faible niveau de croissance rendra plus difficile la consolidation des budgets publics: selon les projections ci-dessous, la dette ne diminuera que lentement, passant de 90 % du PIB de l'Union en 2020 à 80 % en 2030.

Illustration 15 — Composition de l'économie de l'Union européenne



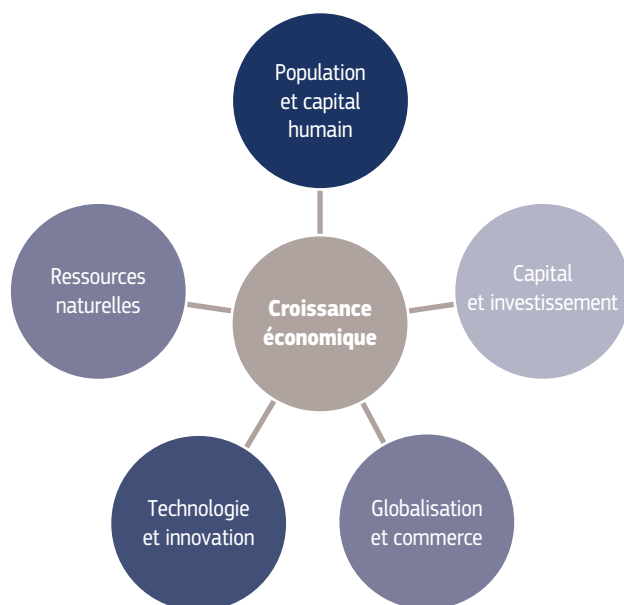
Sources: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

⁽⁹⁶⁾ FMI, «World Economic Outlook», 2012.

⁽⁹⁷⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2014.

⁽⁹⁸⁾ La plupart des projections moins optimistes des économistes sont basées sur des gains de productivité linéaires. Les experts en technologie sont en revanche bien plus optimistes en ce qui concerne le potentiel de croissance des nouvelles technologies.

Illustration 16 — Les moteurs de la croissance économique



Source: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

D'ici à 2030, les économies de l'Union européenne convergeront dans un premier temps (2014-2020, voir le schéma ci-dessus), mues par une balance commerciale positive, une hausse des exportations et une augmentation de la consommation, associée à une légère hausse des salaires. Près de cinq millions d'emplois seront créés au cours de cette période. Ensuite, entre 2020 et 2030, l'augmentation des coûts salariaux, associée à de faibles gains de productivité, limitera probablement la compétitivité de l'économie européenne. Les 6,5 millions d'emplois créés ne suffiront pas à absorber le taux de chômage extrêmement élevé des pays du sud. L'emploi industriel ne représentera en 2030 plus que 13 % du PIB si la compétitivité européenne poursuit son déclin.

Le faible niveau de croissance empêchera probablement la création d'emplois à une vitesse suffisante pour permettre une baisse rapide du chômage. D'après les projections actuelles, le taux de chômage baissera pour atteindre 6,1 %, résultat de la création de 6,5 millions d'emplois et d'une contraction de la force de travail de 2010 à 2030. De manière plus générale, le faible niveau de croissance mettra à rude épreuve le modèle de développement de l'Union européenne, dans un contexte de population vieillissante et de relance longue et difficile après la crise.

Depuis les années 1950, l'espérance de vie s'est allongée de 15 ans — cette tendance devrait se poursuivre : tandis que l'âge de la retraite est resté globalement stable. Ce phénomène de vieillissement aura des effets de plus en plus importants sur la force de travail de l'Union européenne, qui baissera de 5,2 millions entre 2020 et 2030, soit 2 %, surtout si cette baisse n'est pas compensée par des politiques proactives en matière de famille, d'immigration et d'innovation technologique. (Au cours de la décennie 2000-2010, 70 % de l'augmentation de la force de travail de l'Union européenne était due à l'immigration.) Les dépenses de retraite de l'Union européenne diminueront initialement de 0,1 % du PIB entre 2010 et 2020, puis augmenteront de 0,6 % entre 2020 et 2030 ⁽⁹⁹⁾.

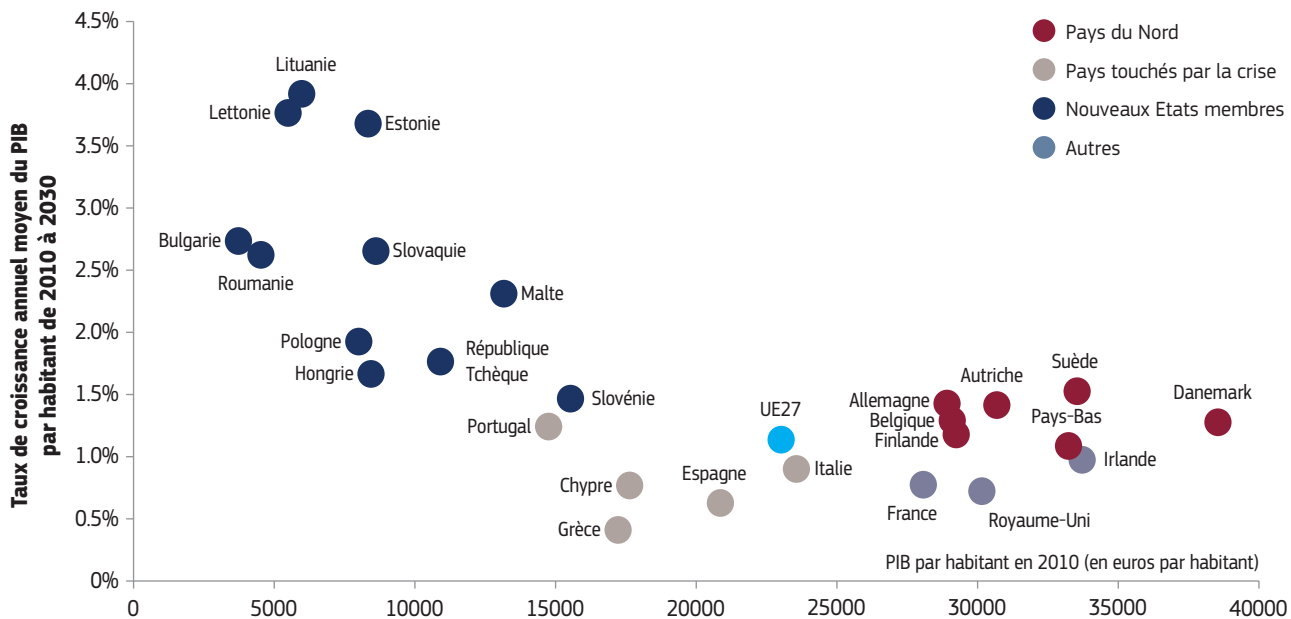
Le vieillissement de la population conduira à une accumulation importante d'épargne, qui devra être investie dans l'économie européenne et ailleurs. Cependant, la population étant vieillissante dans la plupart des économies émergentes, l'Union européenne ne pourra pas profiter pleinement de son épargne en investissant à l'étranger, comme l'avait fait le Japon lorsque les pays émergents étaient en pleine expansion économique. Cette situation fait ressortir le besoin : i) de réformes structurelles visant à augmenter le rendement des investissements dans l'économie européenne, afin de créer des possibilités d'investissement dans l'Union; ii) d'un partenariat économique fort avec les principaux partenaires commerciaux de l'Union, assorti de solides garanties liées aux investissements étrangers directs réalisés par les entreprises européennes. L'augmentation importante de la demande de services de santé liés au vieillissement de la population, ainsi que des dépenses afférentes à ces services, devra être absorbée dans ces circonstances difficiles.

La recherche d'un meilleur équilibre entre la lutte contre les inégalités, la redistribution et la croissance continuera d'influencer les projets politiques de l'Union. Les liens entre l'augmentation des inégalités et la fragilité de la croissance sont devenus évidents au cours des vingt dernières années, et ils persisteront. Les inégalités nuisent aux progrès en matière de santé et d'éducation, privent les personnes démunies de la possibilité de rester en bonne santé, affectent l'accumulation de capital humain dans l'économie, engendrent une instabilité politique et économique et réduisent donc l'investissement, et rendent plus difficile le maintien du consensus social nécessaire pour s'ajuster aux chocs et pour pérenniser la croissance ⁽¹⁰⁰⁾.

⁽⁹⁹⁾ Commission européenne, «The 2012 Ageing Report: Economic and budgetary projections for the 27 European Union Member States (2010-60)», 2012.

⁽¹⁰⁰⁾ Jonathan Ostry, Andrew Berg et Charalambos Tsangarides, «Redistribution, Inequality and Growth», Fonds monétaire international (FMI) département de recherche, 2014.

Illustration 17 — PIB par habitant en 2010 et croissance annuelle du PIB par habitant entre 2010 et 2030



Source: Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

Vers une nouvelle vision pour 2030?

Une stratégie de croissance et de relance pour l'Union européenne après la crise devra être basée sur une analyse commune des causes de la crise et sur un projet visant à éviter une nouvelle crise. Plusieurs éléments tendent à préconiser une vue plus globale de la croissance économique que celle qui est basée uniquement sur le PIB. En effet, les services tels que l'éducation, la santé, la sécurité sociale et l'administration publique représentent quelque 50 % du PIB des pays de l'Union européenne. En renforçant leur qualité et leur productivité, il serait possible d'obtenir à la fois des gains économiques et des améliorations de la qualité de vie pour l'ensemble de la société.

L'Union européenne doit faire du marché unique une réalité, plaçant le secteur financier dans l'économie réelle et obligeant les acteurs concernés à réaliser des efforts visant à redéfinir la culture de risques élevés et de gains à court terme qui a été prédominante au cours des dernières années. Le secteur doit faire sa juste part en matière de financement des investissements à long terme, ceux-ci étant nécessaires pour construire en priorité la société numérique et les réseaux transeuropéens.

La réalisation du marché unique facilitera également l'émergence et la croissance d'organisations plus flexibles, qui pourront prospérer grâce à des mécanismes d'imposition et de régulation appropriés. Il est important de former et d'encourager les jeunes à faire le meilleur usage créatif possible de ces structures, ainsi que des autres possibilités et emplois nouveaux créés dans le cadre de l'économie en ligne.

La nouvelle économie pourrait également donner lieu à une croissance plus durable, plus respectueuse de l'environnement et à faible intensité de carbone, si elle exploite tous les avantages qu'auront permis les progrès scientifiques et technologiques. Les sociétés dans leur ensemble seront alors en mesure de tirer parti de l'innovation et du changement.

Lorsque la technologie aura offert plus de possibilités aux citoyens et que le contexte sera plus favorable à l'investissement, les progrès scientifiques pourraient permettre la création plus rapide de nouveaux produits et services, ainsi que de nouvelles procédures et pratiques en matière de commerce et d'aide sociale. Le travail collaboratif, l'approvisionnement en source ouverte et l'innovation sociale dans de nombreux domaines pourraient être des composantes importantes des «écosystèmes innovants» complexes du futur.

Les moteurs de la croissance sans dette

Le secteur bancaire

L'amélioration de la situation des banques européennes et le développement du financement direct par le marché joueront un rôle essentiel pour garantir la disponibilité des capitaux

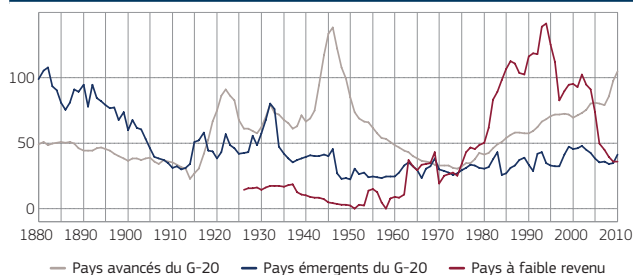
dont les entreprises ont besoin. Contrairement à leurs homologues américains, les banques européennes ont maintenu un taux d'endettement élevé. La baisse de celui-ci aura des conséquences sur la future capacité de financement. Néanmoins, après avoir mené des simulations de crise au milieu de l'année 2014, l'Autorité bancaire européenne a conclu que la grande majorité des banques d'importance

systémique avaient ramené leurs capitaux à des niveaux plus sûrs à la suite des détériorations dues à la crise financière de 2008. Cela devrait leur permettre de jouer un rôle important dans le cadre de la stratégie de la Banque centrale européenne (BCE) visant à renforcer le système financier européen et à augmenter le flux de fonds vers les petites et moyennes entreprises.

L'investissement public et privé

Un système bancaire plus solide pourrait aider à limiter, puis à terme à inverser, la baisse préoccupante des investissements réalisés par des entreprises européennes — qui a atteint un plancher historique de 15 % du PIB. Les perspectives de relance économique seraient améliorées par une alliance d'investissements publics et privés, qui attirerait l'épargne privée, stimulerait la création d'emplois et soutiendrait l'économie sociale de marché européenne. Selon les analystes, la pénurie d'investissement serait due à deux facteurs: l'importance croissante du secteur financier, et l'appât du profit à court terme. Plus précisément, des mécanismes incitatifs liés à la réglementation ou à la gestion financière encouragent les acteurs à chercher des rendements rapides par l'intermédiaire d'instruments financiers plutôt que d'instruments productifs. Cette tendance est également révélée par la priorité accordée aux rapports trimestriels et par la proportion croissante de primes et incitations liées aux profits directs par rapport aux rémunérations fixes.

Illustration 18 — Taux d'endettement par groupe de pays, 1880-2009
(moyenne pondérée selon le PIB en PPP, exprimée en pourcentage du PIB)



Source: FMI, *A Historical Public Debt Database*.

Productivité

Les principaux moteurs de la croissance seront la demande internationale, la démographie et la productivité ⁽¹⁰¹⁾. Les politiques actuelles de stimulation de la croissance — principalement par l'intermédiaire de la recherche et du développement, du capital humain (éducation) et des technologies de l'information et de la communication : ne seront pas suffisantes. Des réformes structurelles — visant à renforcer la concurrence et à améliorer le fonctionnement du marché du travail : seront nécessaires pour soutenir les politiques de la connaissance. Les simulations montrent que des politiques de ce type pourraient se traduire par une baisse de 4 % du

chômage et d'une hausse de 2 % du taux de croissance annuel moyen d'ici à 2030 ⁽¹⁰²⁾.

L'Europe occidentale a rattrapé les États-Unis en matière de productivité dans la période de l'après-guerre, mais ce processus a pris fin au milieu des années 1990. Depuis lors, l'écart de productivité entre l'Europe et les États-Unis s'est de nouveau creusé, pour atteindre plus de 10 % en moyenne. La différence de productivité entre les États-Unis et l'Union européenne tient en grande partie aux différents modes de fonctionnement du marché des produits. Les barrières à l'entrée sur le marché dans les secteurs innovants représentent un autre obstacle important à l'augmentation de la productivité en Europe. La réduction de celles-ci augmenterait à la fois la part de la recherche et du développement et la productivité du travail à long terme.

Certains analystes s'accordent de plus à dire que si l'augmentation de la productivité européenne accuse un retard, c'est également en partie parce que l'Europe n'a pas suffisamment adopté les technologies de l'information et de la communication ni assez investi dans celles-ci. Cette observation s'applique à l'économie entière, y compris le secteur gouvernemental non marchand, de l'administration publique et des services publics.

Dans les secteurs marchands, la capacité à s'appuyer sur le marché interne et sur les nouvelles possibilités d'exportation, associée à quelques gains de productivité, explique que les entreprises européennes soient jusqu'à présent parvenues à conserver leur part de 20 % des exportations mondiales et de 28 % des revenus générés à l'échelle mondiale par la fabrication de produits manufacturés, contre 18 % pour les États-Unis et un peu moins de 16 % pour la Chine. La part de l'Union européenne dans ces revenus s'est maintenue à un niveau stable, tandis que celles des États-Unis et du Japon ont subi une forte baisse.

La question du potentiel de croissance de la productivité en Europe subsiste cependant. Bien que les moyens de communication électroniques modernes et les services en ligne, y compris l'administration en ligne, soient importants en tant que tels, ils constituent également d'importants leviers pour la croissance et la productivité de l'ensemble de l'économie. La baisse des investissements dans les TIC ainsi que de leur utilisation en Europe explique en partie l'écart entre la productivité du travail dans l'Union européenne et aux États-Unis. L'Union européenne accuse également un retard par rapport à ses principaux rivaux en matière d'investissement dans les infrastructures de communication de pointe, notamment en ce qui concerne les infrastructures mobiles. Le débit moyen des données sur les appareils mobiles dans l'Union européenne est environ inférieur de moitié à celui des États-Unis ⁽¹⁰³⁾. Seuls environ 6 % des abonnés à la technologie mobile 4G dans le monde vivent en Europe, ce qui reflète la différence entre les stratégies d'investissement de

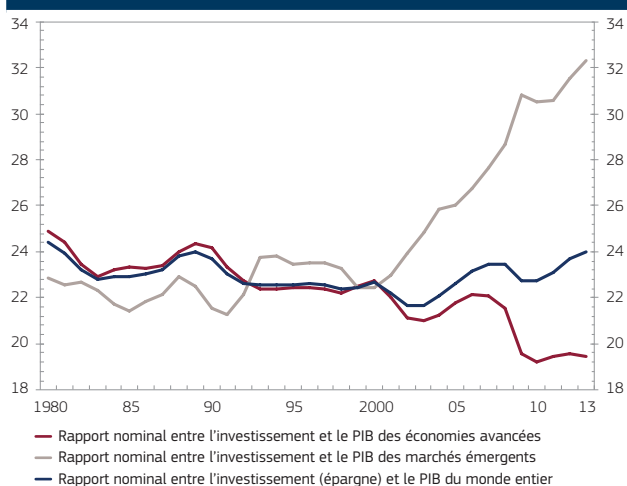
⁽¹⁰²⁾ Ibid.

⁽¹⁰³⁾ «The state of the Internet», Akamai (Q4 2012), Cisco VNI Mobile forecast (2013). Sanford C. Bernstein, à partir d'analyses de Bernstein et d'ITU.

⁽¹⁰¹⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

part et d'autre de l'Atlantique ⁽¹⁰⁴⁾. Parmi les ménages européens, 62 % ont accès à des réseaux de nouvelle génération, capables d'offrir un débit de 30 Mb/s. Dans la nouvelle économie basée sur les données, les entreprises européennes sont presque absentes de la chaîne de valeur du marché visant le consommateur final. Bien que l'Union européenne soit à la traîne dans le secteur des TIC, elle possède néanmoins de solides atouts, notamment avec le taux de pénétration de l'internet le plus élevé au monde (75 %) et des géants du marché professionnel tels qu'Ericsson ou Alcatel.

Illustration 19 — Rapport entre l'investissement et le PIB (en % du PIB) 1980-2013



Source: World Economic Outlook, April 2014, IMF.

Les faibles gains de productivité du secteur non marchand sont devenus un point faible majeur de l'économie européenne. Le remède le plus important est le lancement du marché unique numérique, éventuellement associé à des mesures incitatives appropriées destinées aux utilisateurs des TIC et à l'investissement dans celles-ci. Toute nouvelle série de mesures relatives aux technologies numériques aura vraisemblablement pour vocation de favoriser le rattrapage du retard dans ce domaine, ainsi que la transition numérique des secteurs marchand et non marchand de l'économie. En ce qui concerne l'achèvement de la réglementation relative au marché unique numérique, la difficulté consistera à trouver l'équilibre entre les préoccupations liées à la vie privée et à la sécurité, tout en mettant en place un environnement européen de développement des TIC unifié et compétitif en Europe.

Plus généralement, il pourrait être utile d'adopter une attitude ouverte et favorable au changement, de rechercher la qualité dans le cadre des dépenses publiques, et de réfléchir de manière plus stratégique. Les utilisateurs (clients, patients, familles) devront à cette fin adopter des technologies de l'information et de la communication nouvelles et plus efficaces, ainsi que des stratégies d'investissement beaucoup plus décentralisées. Cette gestion des services publics plus inclusive et plus locale existe déjà dans des pays plus avancés tels que le Danemark et l'Estonie, et elle a déjà

produit des résultats positifs, notamment en matière de maîtrise des coûts et d'efficacité des dépenses.

La réduction des obstacles administratifs pour les citoyens peut augmenter la satisfaction des clients et renforcer la cohésion politique et sociale. L'innovation au sein du secteur public est ainsi une condition essentielle permettant non seulement d'apporter une réponse plus efficace aux attentes du public, mais également de rendre l'économie européenne dans son ensemble plus compétitive.

Des changements structurels seront nécessaires pour réaliser les importants gains de productivité qui permettront de répondre aux défis économiques et sociaux de l'Europe. Les puissantes forces de la concurrence devraient en particulier être mobilisées pour encourager l'innovation. Des modèles mixtes de concurrence-coopération sont susceptibles de se développer et il conviendra de les soutenir, notamment dans certains secteurs de haute technologie. L'afflux d'épargne, lié au vieillissement d'une population largement instruite, devrait également être utilisé pour contribuer aux efforts d'investissement dans les nouvelles technologies et les nouveaux services.

Le marché unique européen

Toutes les stratégies recommandées pour améliorer la performance économique de l'Europe préconisent la poursuite des efforts pour la réalisation du marché unique. Celui-ci n'est toujours pas une réalité. Le marché unique des marchandises est toujours entravé par l'application inégale de la réglementation de l'Union européenne et par les barrières non tarifaires, tandis que seuls 20 % des marchés de services traversent les frontières intérieures de l'Union. L'élimination des barrières restantes au commerce de biens et de services contribuerait à tripler les gains déjà réalisés au cours des trente dernières années, avec une augmentation des revenus de 15 % et un doublement du commerce intracommunautaire.

L'élaboration et la mise en œuvre des bonnes politiques à l'échelle de l'Union européenne pourraient être rendues plus difficiles par des forces centrifuges de plus en plus importantes. Celles-ci pourraient avoir des effets sur le soutien accordé au marché unique. Certaines d'entre elles sont liées à des tendances sociétales, par exemple une augmentation de la demande de produits de consommation locaux pour des raisons écologiques ou éthiques, et d'autres à des tendances économiques, notamment en matière de commerce et de finance. Par exemple, bien que le commerce au sein de l'Europe se soit développé en parallèle de son commerce extérieur, la part du premier dans le commerce total passera de 50 % à 40 % d'ici à 2030, principalement au profit des économies émergentes. L'importance croissante du commerce extérieur de l'Union par rapport au commerce intracommunautaire se répercutera vraisemblablement sur les intérêts des États membres. La fragmentation des marchés financiers pourrait également continuer de perturber le marché unique. Si l'union bancaire n'est pas pleinement mise en œuvre, le marché interbancaire demeurera morcelé et les flux d'investissement entre le nord et le sud de l'Union pourraient connaître une reprise faible, notamment lorsque

⁽¹⁰⁴⁾ GSMA intelligence, 2014.

les investisseurs sont peu enclins à prendre des risques. Enfin, des tensions subsisteront probablement en ce qui concerne le diagnostic relatif à la crise de la dette publique ainsi que les solutions à adopter pour surmonter celle-ci de manière définitive.

Le marché européen de l'énergie

La dépendance de l'économie européenne en matière d'énergie et de ressources naturelles contribue à la vulnérabilité de son industrie et menace sa compétitivité. D'ici à 2030, l'Union européenne pourrait toujours devoir importer de 65 à 70 % de ses besoins énergétiques⁽¹⁰⁵⁾, et elle restera une importatrice nette de matières premières pour son industrie. L'Union européenne restera donc très vulnérable à des perturbations d'approvisionnement ainsi qu'à la volatilité des prix — les ressources disponibles seront soumises à une pression croissante dans le monde entier, en raison de l'augmentation de la population et du niveau de vie. L'eau deviendra une ressource précieuse, notamment dans le sud de l'Europe, et elle continuera d'être utilisée principalement par les secteurs de l'agriculture et de l'énergie.

La part des carburants fossiles dans les différentes ressources énergétiques devrait rester stable. Le taux de dépendance énergétique de l'Union étant d'environ 83 %, l'importance du gaz naturel dans son bouquet énergétique devrait augmenter, cette ressource remplaçant le pétrole pour certains modes de transport. L'énergie nucléaire pourrait revenir sur le devant de la scène, à la fois à l'échelle mondiale et dans certains États membres de l'Union, à la suite de décisions politiques instaurant des mécanismes d'investissement incluant des aides publiques. Ces États pourraient suivre le modèle du marché énergétique actuel du Royaume-Uni, où les prix pour les opérateurs sont négociés par l'État et garantis pour une période pouvant atteindre jusqu'à 35 ans.

La part des énergies renouvelables dépassera vraisemblablement l'objectif de l'Union européenne de 20 % en 2020, mais la croissance pourrait ralentir en raison des coûts élevés liés aux mécanismes de soutien imparfaits et dispersés d'une part, et au caractère intermittent de la production d'énergie solaire et éolienne d'autre part.

Un marché de l'énergie véritablement européen présuppose l'existence d'un véritable marché physique à l'échelle européenne, ce qui est loin d'être une réalité à l'heure actuelle. Les marchés du gaz et de l'électricité sont toujours très fragmentés; moins de 10 % de la production électrique traverse actuellement les frontières. Les conditions de marché ne peuvent converger et s'équilibrer à moyen et à long terme que si l'infrastructure physique permet une interconnexion et un commerce réels. L'amélioration de l'infrastructure en vue d'augmenter le volume des échanges est le meilleur moyen de contrecarrer la tendance actuelle sous-jacente à renationaliser de fait les politiques énergétiques. Il s'agit également de la meilleure réponse au problème de la sécurité de l'approvisionnement, notamment dans le cas du gaz naturel, l'importance de cette question

ayant été récemment mise en valeur par les événements en Ukraine. Des pipelines plus nombreux et mieux intégrés sont nécessaires, y compris des liaisons nord-sud et des pipelines permettant des flux dans les deux sens, tout comme un développement de l'infrastructure de stockage et une augmentation du nombre de terminaux destinés au gaz naturel liquéfié (GNL). En bref, l'Union européenne doit se doter d'un marché interne de l'énergie compétitif, intégré et flexible, afin de veiller à une circulation optimale du gaz et de l'électricité.

Un tel marché pleinement intégré et fonctionnant bien sera également important pour la transition vers une économie à faible émission de carbone⁽¹⁰⁶⁾. Des obstacles subsistent à l'heure actuelle: les attitudes à l'égard du gaz de schiste sont variables, les mécanismes de rémunération des producteurs d'électricité en fonction de la capacité sont introduits à l'échelle locale, des approches diverses sont mises en œuvre pour favoriser l'introduction des énergies renouvelables, et le faible prix demandé par tonne de CO₂ dans le cadre du régime d'échange de droits d'émission est contesté. Des investissements publics à grande échelle ou des mécanismes publics de soutien aux investissements privés dans les infrastructures énergétiques pourraient apporter des solutions.

L'énergie la moins coûteuse sera toujours l'énergie qui n'est plus nécessaire. L'amélioration de l'efficacité énergétique est actuellement le parent pauvre des objectifs en matière d'énergie et de climat après 2020. L'efficacité renforce en effet l'indépendance énergétique et la compétitivité de l'Union, tout en réduisant ses émissions de gaz à effet de serre ainsi que la contribution des importations énergétiques au déficit commercial. Cette stratégie gagnant-gagnant n'a pas été appliquée avec suffisamment de détermination jusqu'à présent, et les approches à court terme sont encore parfois prédominantes.

Une gouvernance renforcée dans la zone euro

L'Union économique et monétaire (UEM) est un élément fondamental du processus d'intégration européenne et l'une des réalisations de l'Union européenne dont les conséquences ont eu la plus grande portée. Sa réussite est essentielle au bien-être économique, social et environnemental des citoyens européens. D'ici à 2030, 26 des 28 États membres actuels de l'Union pourraient bien avoir rejoint la zone euro⁽¹⁰⁷⁾. L'adhésion de nouveaux membres à l'UEM pourrait donner lieu à un renforcement de l'attention accordée à la fragmentation du marché et à la consolidation disciplinée du budget.

Cependant, selon de nombreux analystes, à moins que l'Union européenne ne parvienne à élever l'UEM au rang d'union monétaire mature caractérisée par un niveau élevé d'intégration politique et de partage des risques, sa construction demeurera vulnérable et l'économie européenne ne pourra

⁽¹⁰⁵⁾ Rapport de FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.

⁽¹⁰⁶⁾ Commission européenne, 2013. Feuille de route pour l'énergie à l'horizon 2050

⁽¹⁰⁷⁾ Jusqu'à présent, tous les États membres, à l'exception du Danemark et du Royaume-Uni, ont adopté l'euro ou ont l'obligation légale de le faire une fois qu'ils rempliront les conditions nécessaires.

pas pleinement profiter des avantages potentiels d'une telle union.

Une UEM durable nécessite une intégration plus poussée au sein de la zone euro. La crise de la dette souveraine a mis en valeur une série de lacunes ⁽¹⁰⁸⁾, et de nombreuses mesures ont été prises pour remédier à beaucoup d'entre elles: la discipline budgétaire a été inscrite de manière renforcée dans le droit de l'Union européenne et des États membres, une union bancaire a été créée, et le mécanisme européen de stabilité offre à présent un cadre permettant la gestion de la viabilité et de la solvabilité des États membres. Ces mesures ont permis à la Banque centrale européenne (BCE) d'apporter un soutien de trésorerie aux États membres solvables, tout en préservant le marché unique. Cependant, des tensions subsisteront probablement en ce qui concerne le diagnostic relatif à la crise de la dette publique ainsi que les solutions à adopter pour surmonter celle-ci de manière définitive.

Au cours de la prochaine décennie, d'autres mécanismes de partage des risques seront vraisemblablement nécessaires, comme pour toute union monétaire réussie. Ceux-ci pourraient prendre des formes diverses: par exemple, un filet de sécurité commun pour le système bancaire : de nature budgétaire ou basé sur un système de garantie des dépôts : une restructuration ordonnée de la dette des banques et des autorités nationales, régionales ou locales, des transferts budgétaires ou des systèmes de sécurité sociale partiellement communs, et une mobilité des travailleurs plus efficace. Il est notamment probable que soit développée une capacité budgétaire autonome permettant de protéger les États membres de la zone euro contre les chocs asymétriques et de faciliter les ajustements. Enfin, sur le long terme, la Commission européenne fait valoir qu'«un cadre de gouvernance économique et budgétaire profondément intégré pourrait permettre l'émission en commun de dette publique, ce qui améliorerait le fonctionnement des marchés et la conduite de la politique monétaire» ⁽¹⁰⁹⁾.

Conséquences en matière de politiques

En fin de compte l'avenir de l'UEM dépendra cependant de l'équilibre entre la solidarité et la responsabilité en matière de gestion de la dette souveraine, de l'élan et de l'efficacité des réformes structurelles, et des réformes politiques qui amélioreraient à la fois la gouvernance de la zone euro et sa légitimité démocratique.

Le programme politique de l'Europe pour remodeler son économie consiste en une longue liste de mesures qui sont pour la plupart nécessaires, et non facultatives. Il sera nécessaire, afin de reconnaître les effets des changements technologiques et sociaux, d'adopter une vision plus large de la prospérité qui ne se limite pas aux chiffres du PIB. La viabilité, la qualité de vie et l'accès à l'éducation devraient également être pris en considération.

La modernisation des administrations publiques dans de nombreux pays grâce à une utilisation et à une application améliorées des TIC, les partenariats public-privé, la réalisation et la réforme du marché unique, l'apprentissage tout au long de la vie pour une vie épanouissante dans la société numérique — toutes ces recommandations politiques, et d'autres, ont été analysées et débattues, et sont à divers stades de mise en œuvre à travers l'Union. Cependant, la volonté politique de les appliquer de manière complète et stratégique est encore relativement faible. Une mise en œuvre insuffisante de ces initiatives pourrait avoir de graves conséquences à long terme.

Questions clés

- Quels sont les principaux éléments d'une stratégie de promotion de la croissance sans dette?
- Comment est-il possible de veiller à ce que le secteur public contribue pleinement aux efforts de renforcement de la compétitivité de l'Union?
- Comment est-il possible de favoriser une amélioration de la productivité grâce à l'utilisation des TIC?
- Compte tenu de l'allongement de l'espérance de vie, comment est-il possible de garantir un équilibre économiquement et socialement durable entre les années de travail et de retraite?
- Quels seront les effets de la poursuite de l'urbanisation?

⁽¹⁰⁸⁾ Commission européenne, *Projet détaillé pour une Union économique et monétaire véritable et approfondie*, 2012.

⁽¹⁰⁹⁾ Ibid.

LA RÉVOLUTION ÉCONOMIQUE ET TECHNOLOGIQUE MONDIALE — LES DÉFIS DE L'EUROPE

2. Vers une société de changement et d'innovation

La difficulté n'est pas de comprendre les idées nouvelles, mais d'échapper aux idées anciennes.

John Maynard Keynes

La révolution technologique

La révolution technologique aura vraisemblablement de profondes répercussions sur les sociétés, les individus, leur vie professionnelle et leurs relations sociales. Elle changera de manière radicale les catégories économiques traditionnelles et les concepts de travail, de formation et de retraite. Les individus alterneront entre des phases de travail, de formation et d'inactivité tout au long de leur vie adulte. De plus, l'omniprésence de la technologie dans notre quotidien — emploi, éducation, santé, loisirs et relations sociales : exigera un équilibre judicieux entre le droit des individus à la vie privée et l'intérêt public.

L'innovation technologique sera un moteur du changement ⁽¹¹⁰⁾. À l'avenir, la croissance économique, l'emploi et la cohésion sociale de l'Europe dépendront de notre capacité à comprendre, à accueillir et à exploiter tous les aspects d'une société de l'innovation. Ses effets, induits par des innovations en accélération constante, sont de plus en plus importants, et soumettent les politiques publiques à une forte pression en exigeant une action efficace sur un front très large. Les domaines dans lesquels les prochaines grandes innovations auront lieu sont connus pour la plupart, même si des surprises sont, comme toujours, possibles ⁽¹¹¹⁾: les mégadonnées, les nanotechnologies et les biosciences — y compris la biologie de synthèse : la robotique avancée et l'automatisation, et les superordinateurs. Les technologies numériques de base évoluent et convergent à grande vitesse, alimentées par un accès en temps réel à des données de terrain.

De nombreux experts affirment que la réalisation du marché unique numérique de l'Union européenne, soutenu par ses 500 millions de consommateurs, est l'instrument politique le plus puissant permettant à l'Union et à ses États membres de stimuler l'innovation, la croissance et l'emploi. Cependant, l'accélération des changements induits par ces nouvelles technologies de rupture représente également des défis fondamentaux pour l'économie, la société et l'élaboration des politiques. La flexibilité du marché du travail et la capacité d'adaptation des individus seront mises à l'épreuve, et les risques d'exclusion pourraient s'accroître. L'anticipation et la gestion du changement deviendront un volet important de l'activité stratégique des structures publiques et privées.

Les stratégies de maintien de l'Europe au premier rang en matière de création de connaissances

Le dynamisme de l'avenir européen dépendra de la qualité de l'activité scientifique et de l'innovation technologique de l'Union ⁽¹¹²⁾. Aux côtés des États-Unis et du Japon, l'Union européenne est actuellement un acteur de premier plan en matière d'innovation et de recherche, représentant 24 % des dépenses mondiales consacrées à la recherche et au développement et 32 % des brevets déposés en 2009 ⁽¹¹³⁾.

L'innovation technologique continuera de dépendre de l'investissement dans la recherche et le développement (R & D). Celui-ci devrait rester stable dans les économies avancées, et augmenter en Chine. Sur la base des tendances actuelles — un taux d'investissement dans la R & D s'élevant à 2,2 % du PIB au sein de l'Union européenne, à 3 % du PIB aux États-Unis et à 3 % du PIB en Chine : les investissements réalisés par la Chine devraient dépasser ceux de l'Union en valeur absolue en 2022, et être deux fois plus importants en 2030.

Cependant, plus que la quantité, c'est la qualité de l'innovation et des brevets qui fait la différence. À ce titre, les efforts déployés par l'Union européenne, le Japon et les États-Unis leur ont jusqu'à présent permis de conserver une longueur d'avance.

L'Union européenne n'est cependant pas aidée par la fragmentation de ses activités et de ses investissements en matière de R & D: elle pourrait déployer plus d'efforts pour la mobilité des scientifiques et des chercheurs, en vue d'une coopération plus interdisciplinaire et d'un renforcement du système éducatif visant à promouvoir les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques.

Premier défi: la politique industrielle, la recherche et le développement et l'entrepreneuriat

L'Europe restera une des plus grandes régions de recherche et de développement (R & D), bien que ses secteurs de la connaissance et de la haute technologie n'y représentent que 30 % du PIB, contre 40 % aux États-Unis et au Japon (et

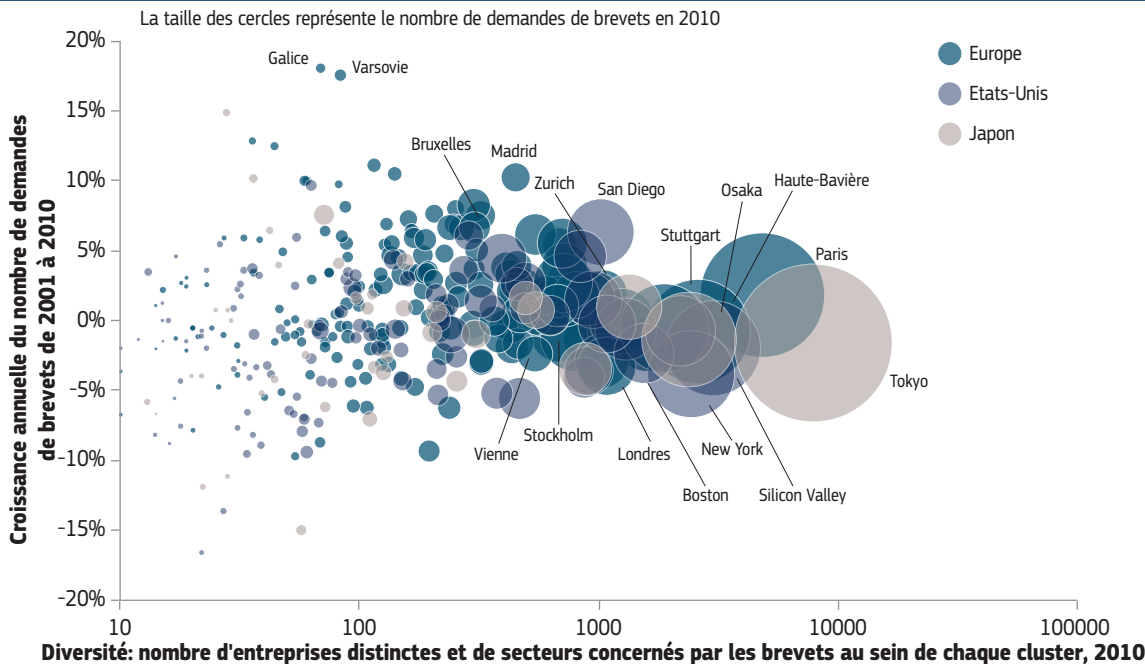
⁽¹¹⁰⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2014.

⁽¹¹¹⁾ McKinsey, *Disruptive Technologies: Advances that will transform life, business, and the global economy*, 2013.

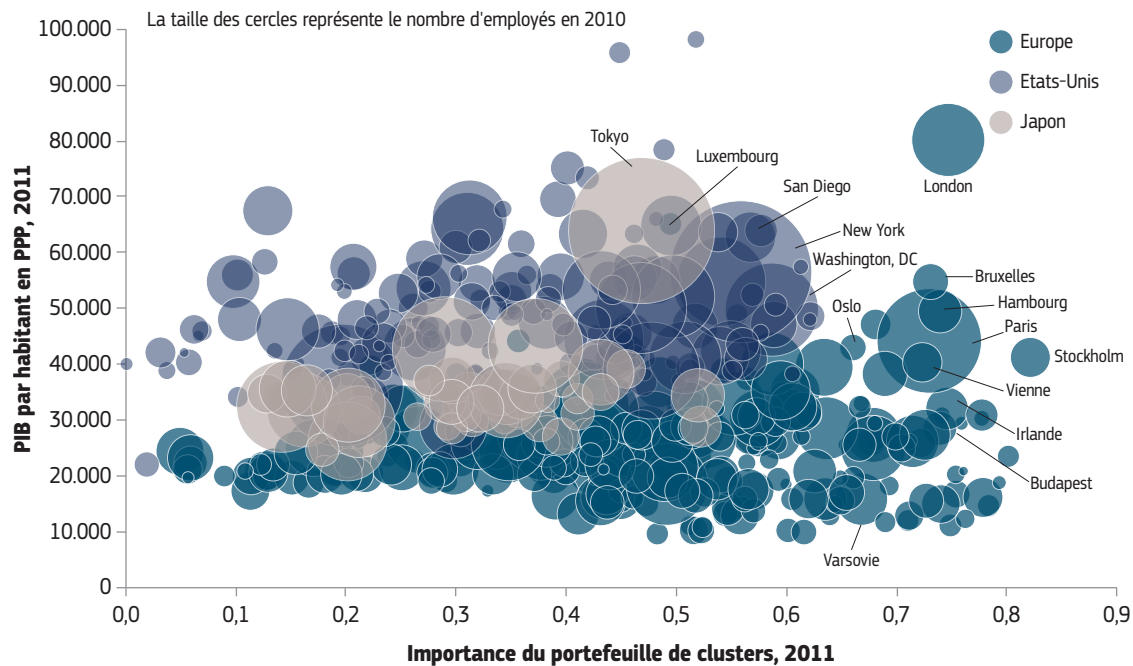
⁽¹¹²⁾ «The Future of Europe is Science», rapport du conseil consultatif pour les sciences et technologies, 2014.

⁽¹¹³⁾ Rapport de FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.

Illustration 20 — Les centres d'innovation dans le monde



NB: C'est toujours à Tokyo que l'on trouve le plus de brevets au monde, ceux-ci étant déposés par un plus grand nombre d'entreprises, mais Paris, la Haute-Bavière et Stuttgart sont les suivantes au classement, affichant des indices similaires à ceux de la Silicon Valley, de New York et d'Osaka.



NB: De nombreuses capitales et autres villes européennes figurent parmi les centres d'innovation les plus dynamiques au monde en matière d'emploi et de portefeuilles de clusters. La diversité des clusters est un élément important du paysage européen de l'innovation.

Source: Commission européenne, 2014. Observatoire européen des clusters.

actuellement 20 % en Chine, mais cette part est en augmentation) ⁽¹¹⁴⁾.

Cependant, à moins que des changements ne soient mis en œuvre, l'Europe continuera de souffrir d'une disparité entre le niveau élevé de ses réalisations scientifiques et

technologiques proprement dites et son manque de capacité à transformer les connaissances en innovations, en nouveaux produits et en nouveaux services : par exemple, il n'existe presque aucun opérateur européen actif à l'échelle mondiale dans le domaine de l'internet.

La trajectoire de développement des technologies et le pouvoir croissant des nouveaux centres d'innovation dans le monde représentent un défi pour les capacités de recherche

⁽¹¹⁴⁾ National Science Foundation (NSF), «Science and Engineering Indicators 2012», 2012.

européennes, affaiblies par la stagnation de l'investissement public dans la recherche et le développement et par le maintien du faible niveau d'investissement privé par rapport à d'autres grandes économies développées, notamment les États-Unis.

Les programmes européens de recherche et de développement ont réussi à renforcer la coopération transfrontalière et intersectorielle. Ces politiques ne sont cependant pas parvenues à rationaliser et à intégrer la recherche européenne ⁽¹¹⁵⁾. En raison de la fragmentation des activités, les financements nationaux suffisent à peine à faire subsister certains projets et certaines équipes, mais pas à faire de l'Union européenne dans son ensemble un chef de file mondial en matière de recherche. Tous les États membres souffrent de ce manque de coopération. L'amélioration de la coordination de la recherche européenne exige une analyse de l'infrastructure, des ressources humaines et de l'éducation, afin d'atteindre une masse critique par l'intermédiaire d'une coopération renforcée et d'une innovation ouverte.

Par exemple, l'Europe rencontrera des difficultés pour se montrer compétitive dans la société numérique mondiale sans un accès à des connexions à large bande de haute qualité et à haut débit à travers tout le continent. Les politiques publiques pourraient se concentrer sur le développement d'écosystèmes innovants, sur l'intégration des financements, sur l'infrastructure (centres d'excellence), sur l'amélioration des liens entre la R & D industrielle et académique, et sur la simplification de la réglementation. Cette question n'est plus uniquement interdisciplinaire; elle doit être «codisciplinaire», mettant en place des possibilités d'interface entre les économistes, les entrepreneurs, les scientifiques, d'autres universitaires et la société elle-même.

Les stratégies européennes pour l'innovation n'ont rencontré qu'un succès mitigé. La difficulté consiste à considérer les politiques de l'innovation dans le contexte plus global d'une société en évolution. Une approche plus systématique et plus complète serait donc nécessaire en ce qui concerne les relations entre les entreprises, les organismes de régulation, les secteurs public et privé, et le milieu de l'éducation. L'Europe peut-elle créer un nouveau modèle d'innovation?

Le programme Horizon 2020 pour la recherche au sein de l'Union européenne inclut plusieurs importants partenariats public-privé (PPP) qui ont pour but de renforcer la compétitivité européenne en matière d'innovation numérique. L'innovation sociale peut offrir une meilleure réponse aux défis sociaux et sociétaux. Les technologies de l'information et de la communication faciliteront en particulier l'innovation sociale, grâce à leur simplicité d'utilisation. Des réseaux encore plus intelligents, plus accessibles et à plus grande échelle émergeront ⁽¹¹⁶⁾.

Il convient d'encourager le rôle des entrepreneurs en matière de stimulation de la croissance et de création d'emplois. Les cultures réticentes à prendre des risques, que l'on trouve

encore dans de nombreuses régions d'Europe, font obstacle à ce rôle. De nombreux pays européens sont considérés comme bureaucratiques et implacables vis-à-vis des preneurs de risque s'ils échouent. Il est nécessaire de mettre en place des conditions qui favorisent l'innovation et s'appuient sur le progrès technologique pour placer les besoins de la vie économique et sociale (organisation du travail, éducation et formation) au cœur d'une société entrepreneuriale fondée sur l'innovation.

Deuxième défi: Les effets sociaux de la révolution technologique

Les Européens ont une opinion positive du progrès scientifique et technologique, et le considèrent comme un moyen de répondre aux futurs défis sociétaux, notamment dans le domaine de soins de santé ⁽¹¹⁷⁾. Cette situation est préférable, étant donné que la révolution technologique aura vraisemblablement de profondes répercussions sur les sociétés, les individus et la vie professionnelle et les relations sociales de ces derniers. Elle modifiera radicalement les catégories économiques traditionnelles ainsi que le sens des concepts de travail, de formation et de retraite: il est de plus en plus clair que les individus alterneront au cours de leur vie entre des phases successives de travail, de formation et d'inactivité.

À un niveau plus fondamental, la société européenne devra répondre au défi de l'adaptation et de la modification de ses structures et de ses règles, tout en conservant ses valeurs. Cela nécessitera un dialogue social intense et inclusif, une attitude ouverte vis-à-vis du risque, et des politiques publiques claires au service des individus permettant de garantir leur adhésion. Les citoyens de l'économie de la connaissance ne peuvent se satisfaire du même niveau d'information et de participation que ceux des années 1960. Les décisions de l'Union européenne ayant des effets beaucoup plus directs sur leur vie, le système européen devra réaliser des progrès en matière de responsabilité et de légitimité démocratique.

Il est essentiel d'améliorer le système éducatif, notamment dans le but de veiller à ce que le plus grand nombre possible de citoyens acquièrent les compétences et les outils nécessaires pour s'adapter à ce nouvel ordre. Selon une modélisation récente de la demande en Europe, l'offre de compétences numériques enregistrera en 2020 un déficit de 900 000 travailleurs. De plus, ce phénomène sera probablement d'envergure mondiale; dans un contexte de mobilité croissante, l'Europe sera donc en concurrence sur le marché mondial pour attirer et garder les personnes possédant ces compétences. La demande de compétences scientifiques et techniques augmentera. Chacun devra connaître et maîtriser ces «outils de notre époque». Les étudiants devront «apprendre à apprendre» afin de s'adapter à de nouvelles compétences et à des possibilités d'emploi en constante évolution. Les nouveaux métiers, comme ceux qui sont liés aux mégadonnées, exigent des compétences scientifiques renforcées et un état d'esprit adapté au partage d'informations dans le contexte d'une réflexion codisciplinaire.

⁽¹¹⁵⁾ Elsevier SciVal Analytics Team, «Comparative Benchmarking of European and United States Research Collaboration and Researcher Mobility», 2013.

⁽¹¹⁶⁾ Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

⁽¹¹⁷⁾ Eurobaromètre, «Public perceptions of science, research and innovation», juin 2014.

Questions clés

- Comment garantir la réalisation rapide du marché unique numérique?
- Comment l'Union européenne peut-elle contribuer à réduire l'aversion au risque que l'on peut observer dans la culture européenne?
- Comment l'Union européenne peut-elle utiliser l'investissement public et privé pour soutenir la troisième révolution industrielle?
- Comment l'Union européenne peut-elle reprendre la tête du secteur des communications mobiles avec les technologies de pointe de 4^e et de 5^e génération?
- Comment est-il possible de parvenir à un équilibre entre les besoins de l'économie numérique et la protection de la vie privée?

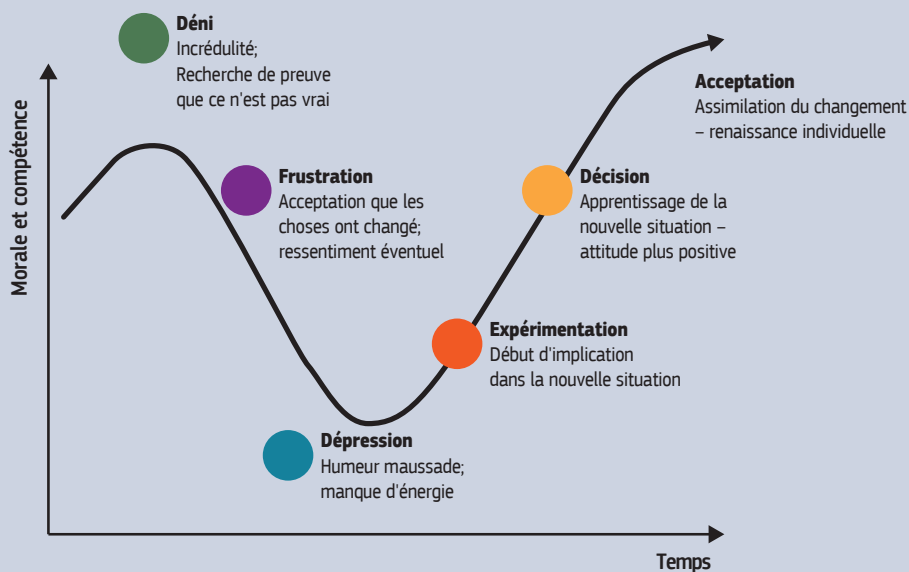
La courbe du changement

Les mesures politiques visant à favoriser et à accompagner le changement pourraient s'inspirer du travail de la célèbre psychiatre suisse Elisabeth Kübler-Ross, qui a décrit les différentes phases que nous traversons lors des périodes difficiles, du déni à la résistance puis au renouveau (voir la courbe du changement, ci-dessous).

Cette comparaison est utile, car elle souligne l'importance de la relation entre les décideurs et les citoyens qui vivent ces changements au quotidien. Cette relation demande notamment:

- de la transparence,
- la mise en place d'une atmosphère calme et favorable au changement, afin de développer la confiance et une anticipation commune tout en minimisant les conflits,
- le renforcement d'une gouvernance saine et efficace à tous les niveaux (local, national, européen), qui va de pair avec une représentation adéquate des citoyens à ces niveaux, afin d'entendre et de répondre à leurs préoccupations tout au long de la transition.

La courbe de Kübler-Ross



Amener l'ajustement

Maximiser la communication

Susciter la motivation

Développer le potentiel

Partager la connaissance

LA RÉVOLUTION SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE MONDIALE — LES DÉFIS DE L'EUROPE

1. Lutter contre les inégalités

Le Prométhée définitivement libéré désormais de ses chaînes, à qui la science confère des forces jamais encore connues et l'économie son impulsion effrénée, appelle une éthique qui, par des entraves librement consenties, empêche le pouvoir de l'homme de devenir une malédiction pour lui.

Hans Jonas

Des inégalités croissantes

Comme nous l'avons analysé dans les chapitres précédents consacrés aux tendances mondiales, les inégalités entre les pays baisseront probablement à l'échelle mondiale — sauf quelques exceptions notables — tandis que les inégalités au sein des pays augmenteront probablement.

Toutes les études menées dans le cadre du projet ESPAS prévoient cette augmentation des inégalités «internes», y compris dans les pays relativement égalitaires, et ses répercussions pourraient être très importantes. Cette tendance bien documentée, qui dure depuis 30 ans, devrait donc se poursuivre ⁽¹¹⁸⁾.

L'augmentation des inégalités est bien documentée, et elle profite aux membres les plus riches de la société et aux secteurs à rentabilité élevée. La reprise actuelle et future de l'économie mondiale ne dément pas cette tendance, étant donné que les gains qu'elle a permis ont principalement profité — et profiteront vraisemblablement — aux détenteurs de capitaux. Dans les pays de l'OCDE, les inégalités sont traditionnellement moins prononcées que dans les pays émergents. Nous assistons néanmoins à une importante progression de la pauvreté relative, à une dégradation de l'égalité des chances, et à un regain de polarisation de la société en matière d'accès à l'emploi, au crédit, au logement, à l'entrepreneuriat, et même à l'éducation et à la santé.

Les principales caractéristiques des sociétés inégalitaires qui émergent en Europe sont les suivantes:

- apparition de nouvelles formes d'exclusion ou de marginalisation: travailleurs pauvres, chômeurs qualifiés, travailleurs précaires ⁽¹¹⁹⁾;
- le développement du secteur informel — l'«économie souterraine» — à travers l'Europe et les États-Unis à la suite de la crise financière. Celui-ci permet de se soustraire aux taxes, aux mesures de contrôle et aux obstacles

(juridiques, linguistiques ou en termes d'éducation) au commerce. Il n'offre en revanche aucun développement des connaissances, aucune reconnaissance professionnelle, aucune protection et aucune garantie sociale. L'économie informelle, initialement considérée comme un moyen de sortir de la pauvreté, renforce et pérennise celle-ci dans de nombreux cas;

- les gains de revenus et de productivité tendent à être concentrés dans les couches supérieures de la société. La concurrence de plus en plus forte pour les emplois non qualifiés se traduit par une pression à la baisse sur les salaires ⁽¹²⁰⁾. Les experts soulignent le risque de chômage de longue durée pour les jeunes sans diplôme de fin d'études secondaires, ainsi que pour les travailleurs âgés (plus de 55 ans), les immigrants et leurs enfants.

Premier défi: répondre aux inégalités sociales et générationnelles

Si les tendances actuelles se poursuivent, les inégalités entre les États membres de l'Union européenne n'auront pour la plupart pas diminué d'ici à 2030. Au sein des États membres eux-mêmes, les inégalités socioéconomiques se développeront et deux fractures particulièrement significatives émergeront: une fracture générationnelle et une fracture éducative ⁽¹²¹⁾.

- La crise continuera d'affecter les membres les plus vulnérables de la société. Une augmentation de 45 % du chômage, un risque accru de pauvreté touchant près de 130 millions d'Européens et l'exclusion des jeunes — dont 14 millions ne sont ni étudiants ni employés — sont autant de facteurs qui exigent l'adoption de mesures fortes. Si cela n'est pas fait, il pourrait exister un risque important de radicalisation sociale.
- Les jeunes (de 15 à 24 ans) seront particulièrement touchés par les inégalités: un quart d'entre eux sont actuellement sans emploi, voire la moitié dans certains

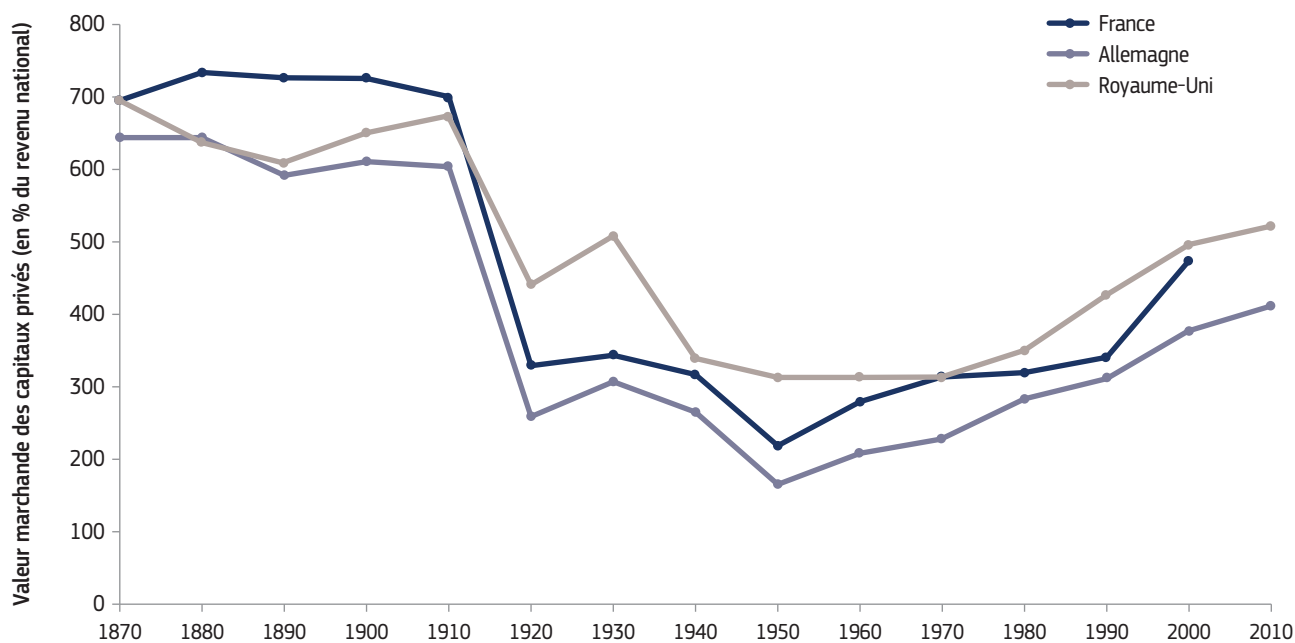
⁽¹¹⁸⁾ OCDE, «Making Inclusive Growth Happen», 2014.

⁽¹¹⁹⁾ Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, «Europe's Societal Challenges: An analysis of global societal trends to 2030 and their impact on the European Union», 2013.

⁽¹²⁰⁾ L'Allemagne a réagi à cette évolution en introduisant un salaire minimal en 2014.

⁽¹²¹⁾ Rapport de l'IESUE pour l'ESPAS, 2012; rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

Illustration 21 — Évolution du rapport entre la richesse et le revenu dans trois pays d'Europe



Source: Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, 2014.

États membres. Pis encore, la plupart de ces jeunes ne profitent pas de la crise pour se former ou acquérir des compétences: près de 20 % des citoyens âgés de 24 à 29 ans n'ont pas d'emploi et ne suivent pas d'études ou de formation.

- De manière plus générale, les membres vulnérables de la société — jeunes, femmes, travailleurs en fin de carrière, immigrants — seront les plus touchés par l'augmentation des inégalités en Europe.

La société européenne sera en proie à d'importantes tensions intergénérationnelles, notamment entre la génération du «baby-boom» (1946-1967) et la «génération X» (1967-1980) d'une part et les «enfants du millénaire» (1980-2000) de l'autre. En plus des différences culturelles (attitude vis-à-vis des normes, de l'utilisation des réseaux sociaux et de la technologie), cette fracture aura une dimension économique de plus en plus importante, les richesses étant réparties de manière inégale et le système de protection sociale profitant aux générations plus âgées. Aujourd'hui déjà, les «baby-boomers» (50 ans et plus) représentent 25 % de la population, mais contrôlent près de 70 % du revenu disponible et 40 à 60 % de la consommation (selon le FEI).

Les effets des inégalités

La combinaison de tendances démographiques — vieillissement de la population et allongement de l'espérance de vie — et économiques — ralentissement de la croissance et primauté du capital sur le travail — accentue le fossé générationnel, ce qui pourrait avoir des répercussions sociales et politiques néfastes. Les citoyens les plus instruits continueront de travailler plus longtemps et maintiendront un niveau de productivité élevé. Aux États-Unis, seules 32 % des personnes non qualifiées âgées de 62 à 74 ans ont un emploi,

contre 65 % des personnes du même âge possédant des qualifications professionnelles ⁽¹²²⁾.

La réalité et la perception d'une société européenne gouvernée «par les personnes âgées et pour les personnes âgées» pourrait engendrer une grande frustration, qui pourrait déclencher des tensions sociales et des «comportements d'évitement» — désaffection des jeunes vis-à-vis de la politique, mouvements de protestations en dehors des structures de dialogue social — qui pourraient affaiblir davantage les démocraties européennes. Cette tendance est déjà visible: en 2014, 72 % des jeunes électeurs n'ont pas participé aux élections ⁽¹²³⁾.

De plus, cette fracture produira un environnement caractérisé par une aversion au risque encore plus importante, qui pourrait limiter considérablement l'innovation. Dans une société riche et vieillissante, le changement est perçu comme étant doublement négatif, et la tentation de limiter les effets du changement afin d'éviter des désagréments mineurs pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

Les inégalités auront également de graves conséquences sur les communautés d'immigrants incluant des personnes ayant immigré relativement récemment, des immigrants de première génération et des personnes nées et élevées dans le pays d'accueil. Dans la plupart des États membres de l'Union européenne, ces communautés font partie intégrante de la société et apportent une contribution nécessaire au marché du travail. Bien qu'ils soient loin de constituer des groupes homogènes, les travailleurs immigrés tendent à être plus jeunes et moins qualifiés que la moyenne. L'éducation est le

⁽¹²²⁾ Gary Burtless et Barry Bosworth, «Impacts of the great recession on retirement trends in industrialised countries», 2013.

⁽¹²³⁾ Eurobaromètre du Parlement européen, 2014: participation électorale des électeurs de 18 à 24 ans (16 à 24 ans en Autriche) dans toute l'Europe.

meilleur outil permettant d'éviter la segmentation et l'exclusion ethniques, parallèlement aux politiques en matière de diversité et de lutte contre la discrimination.

Deuxième défi: la révolution technologique accentue les inégalités

Certaines inégalités sont renforcées par la révolution technologique et industrielle actuelle. La possibilité d'un chômage de masse lié à l'émergence de nouvelles technologies est très plausible ⁽¹²⁴⁾.

La révolution technologique à venir, tout comme les révolutions industrielles précédentes, engendrera vraisemblablement de nouveaux monopoles et de nouveaux modèles de redistribution de la richesse et du statut nécessitant des réponses politiques fortes comparables à l'introduction par Bismarck des cotisations sociales versées par les employeurs en Allemagne et à la promotion de la législation antitrust par Theodore Roosevelt, aux États-Unis. L'exacerbation, ou l'atténuation, par la des inégalités sociales dépendra en partie du succès de mesures du même ordre, visant à préserver l'ouverture du marché, à démocratiser l'accès à la technologie et à élaborer des stratégies d'inclusion numérique.

En raison du profil démographique de l'Europe et de la «technologisation» de son économie, les inégalités basées sur les qualifications seront exacerbées par le manque de travailleurs qualifiés et le surplus de travailleurs non qualifiés par rapport au nombre d'emplois non qualifiés existants. Notamment en raison des lacunes du système éducatif et de formation, les jeunes, les femmes et les personnes âgées de plus de 55 ans seront exposés à un risque important.

Les inégalités et la protection sociale

Si les conditions actuelles sont maintenues en matière de soins de santé et de retraite, l'évolution démographique — notamment le vieillissement de la population et la baisse de la population active — rendra la situation financière des États membres de l'Union plus difficile d'ici à 2050. Des mesures compensatoires ou correctives — par exemple la hausse de l'âge légal de départ à la retraite, la baisse des pensions, l'introduction de contributions supplémentaires et l'interdiction du cumul des prestations — sont en cours d'adoption dans presque tous les États membres ⁽¹²⁵⁾.

Certaines de ces mesures pourraient avoir un effet positif à long terme sur les inégalités, mais les effets négatifs liés aux facteurs structurels persisteront si le système demeure inchangé. L'Europe reste le continent sur lequel la part du PIB consacrée aux dépenses publiques en matière d'aide sociale est la plus importante. La population et l'électorat européens deviendront cependant plus âgés, tout en profitant d'une part plus élevée que la moyenne de biens mobiliers et immobiliers, accumulés notamment pendant le troisième tiers du vingtième siècle.

La lutte contre les inégalités exige des solutions globales

Les analyses à long terme confirment que les conséquences des inégalités sur les systèmes économiques et politiques doivent faire l'objet d'une attention plus importante. Les inégalités touchent non seulement ceux qui en souffrent, mais également la performance économique et la stabilité politique générales des États et des sociétés. Ces effets peuvent être amplifiés par un manque de mobilité sociale, qui limite, pour les plus démunis, les possibilités et les perspectives d'amélioration de leur situation.

Illustration 22 — Taux de chômage par niveau de qualification au sein de l'Union, 2000-2020



Source: Cedefop, Skills supply and demand in Europe: Medium-term forecast up to 2020, avril 2010 (estimations de l'IER basées sur des données E3ME, EDMOD et BALMOD).

⁽¹²⁴⁾ PWC, «España en el Mundo 2033».

⁽¹²⁵⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013; rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

La révolution technologique et son cycle de destruction et de création exacerberont vraisemblablement des inégalités déjà importantes, et nécessiteront la mise en place de systèmes ad hoc de redistribution afin de réduire les conséquences de ces inégalités. L'augmentation des inégalités représente un défi supplémentaire pour la viabilité des politiques européennes de protection sociale ⁽¹²⁶⁾. Des inégalités excessives peuvent nuire à la cohésion sociale et à l'efficacité économique, en portant atteinte à la viabilité et à la durabilité d'un système de protection sociale qui devrait rester une caractéristique fondamentale de l'Europe et un atout politique et économique essentiel.

La définition des conditions de partage du revenu de la croissance à travers une politique budgétaire redistributive d'une part, et d'autre part l'éducation qui détermine la capacité des gens à évoluer en société constituent deux leviers essentiels de la lutte contre l'augmentation des inégalités. Des mesures sont également nécessaires pour garantir l'inclusion sociale, stimuler l'innovation sociale, créer des emplois de meilleure qualité, et améliorer le niveau de vie au-delà des seuls critères économiques..

⁽¹²⁶⁾ Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

LA RÉVOLUTION SOCIALE ET DÉMOCRATIQUE MONDIALE — LES DÉFIS DE L'EUROPE

2. Rétablir la confiance dans la démocratie

Il ne faut jamais craindre qu'il y ait trop de sujets, trop de citoyens: vu qu'il n'y a richesse, ni force que d'hommes.

Jean Bodin

De nombreux observateurs ont souligné les difficultés rencontrées par les systèmes démocratiques dans le monde entier pour s'adapter à la fois aux réalités actuelles et aux développements attendus de l'avenir ⁽¹²⁷⁾. Les effets secondaires locaux et régionaux de la mondialisation et la nature technique de nombreux débats économiques et éthiques peuvent contribuer à un sentiment d'insécurité parmi le public. Les décideurs sont sous pression d'un flux constant d'informations et de la part des médias sociaux tel qu'ils ont trop peu de temps pour élaborer des stratégies de long terme.

Même si la confiance à l'égard des gouvernements s'est réduite, les citoyens attendent toujours que ceux-ci produisent des résultats ⁽¹²⁸⁾. Les personnalités politiques et les institutions doivent répondre à des exigences nouvelles de transparence et d'équité. L'écart se creuse entre un monde évoluant à grande vitesse où un nombre croissant de citoyens sont connectés en permanence, et un corps politique relativement rétrograde dont les règles datent souvent d'une autre époque.

Cette situation comporte des risques bien réels. Les démocraties sont susceptibles de faire des efforts pour essayer d'être plus inclusives. Plus les citoyens se sentent éloignés de leur gouvernement, et plus leurs attentes restent sans réponse, plus grand est le risque de crises politiques et de tensions sociales à répétition.

Dans les démocraties occidentales, un climat de méfiance réciproque s'est installé au cours des 30 dernières années entre le peuple, qui se sent ignoré et incompris, et l'élite politique. Cette crise de confiance pourrait bien alimenter le sentiment d'aliénation de la population, augmentant la polarisation de la société et affaiblissant sa capacité d'action collective ⁽¹²⁹⁾.

Un élément essentiel de la désaffection du peuple à l'égard de la politique est son scepticisme vis-à-vis de la capacité des élections à introduire des changements réels en ce qui concerne non seulement les dirigeants, mais également les

politiques. Seuls 4 % des citoyens sont membres d'un parti politique, et le nombre de membres de partis politiques a chuté de 40 % entre 1980 et 2000 dans 13 États membres de l'Union européenne. L'émergence des partis populistes et la baisse de la participation électorale sont les signes les plus visibles de cette désaffection.

La méfiance à l'égard des institutions politiques nationales bien établies est souvent plus forte que la méfiance à l'égard des institutions européennes, plus lointaines: 71 % pour les gouvernements nationaux, 68 % pour les parlements nationaux, 59 % pour les institutions de l'Union européenne et 53 % pour le Parlement européen ⁽¹³⁰⁾. Selon les sondages, les citoyens de nombreux pays de l'Union estiment que leurs dirigeants politiques sont corrompus et que les partis politiques sont inefficaces. Ce fossé entre l'élite politique et le peuple qu'elle représente se creusera probablement ⁽¹³¹⁾.

D'où la volonté, dans de nombreuses régions, de décentraliser les décisions à des niveaux de gouvernance inférieurs, non seulement dans un souci d'identité, mais également afin qu'ils apparaissent plus proches des citoyens et plus susceptibles de leur rendre des comptes.

Les experts sont partagés quant à la question de savoir si l'attitude des citoyens vis-à-vis de l'intégration européenne est influencée par leur opinion concernant les institutions de l'Union européenne ou par leur niveau de confiance envers les institutions nationales. Les perceptions de l'identité nationale et de l'utilité des institutions de l'Union européenne sont également des facteurs déterminants ⁽¹³²⁾. Par ailleurs, les moyens de s'informer et de participer à la vie politique sont tous devenus beaucoup plus accessibles grâce au développement de nouvelles technologies.

Au niveau de l'Union européenne, la confiance envers les institutions pourrait être renforcée en affirmant la capacité de changer non seulement le pouvoir exécutif, mais également ses orientations politiques. La désignation de «têtes de liste» pour la fonction de président de la Commission dans le cadre des élections européennes, le candidat désigné présentant un programme explicite et vérifiable, pourrait également servir à cette fin.

⁽¹²⁷⁾ Voir notamment Oxford Martin Commission for Future Generations, 2014. *Securing the long term in national and international decision making*. Rapport de l'IESUE pour l'ESPAS, *Global Trends 2030 — Citizens in an Interconnected and Polycentric World*, 2012. Rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, *Europe's Societal Challenges: An analysis of global societal trends to 2030 and their impact on the European Union*, 2013.

⁽¹²⁸⁾ Rapport de l'IESUE pour l'ESPAS, 2012; rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

⁽¹²⁹⁾ Rapport de FRIDE-Chatham House pour l'ESPAS, 2013.

⁽¹³⁰⁾ Eurobaromètre, 2014.

⁽¹³¹⁾ Rapport de l'IESUE pour l'ESPAS, 2012; rapport de RAND Europe pour l'ESPAS, 2013.

⁽¹³²⁾ <http://www.palgrave-journals.com/ap/journal/v42/n2/abs/5500191a.html>

Défi: résoudre le problème de la désaffection vis-à-vis de l'Union européenne

L'Union européenne, créée pour mettre un terme aux guerres qui ont déchiré l'Europe, se trouve aux prises avec un changement de génération. La jeune génération estime dans l'ensemble que l'objectif d'une paix durable en Europe est désormais atteint, et qu'il n'est donc plus nécessaire d'approfondir le projet européen. De plus en plus de citoyens acceptent mal l'idée de nouvelles étapes vers un renforcement de l'intégration. Une vision plus complète serait nécessaire, et l'enjeu de ces dix prochaines années sera de définir cette vision. Une possibilité serait de se concentrer sur l'Union européenne en tant que moyen spécifique de surmonter les grands défis de notre époque tels que le commerce, l'immigration, l'emploi, la concurrence et la sécurité.

Le citoyen au cœur de la question énergétique

L'énergie est un domaine dans lequel le citoyen peut et doit jouer un rôle central, à condition que l'infrastructure nécessaire soit disponible (réseaux et compteurs «intelligents»). Des utilisateurs conscients de la fluctuation des prix de l'énergie en cours de journée entre les périodes de faible consommation et les pics de consommation pourraient adapter leur consommation en fonction des prix, par exemple en mettant leur réfrigérateur en veille entre 17 heures et 19 heures, lorsque les prix de l'électricité sont les plus élevés. Un autre moyen de donner aux consommateurs un rôle plus central dans le domaine de l'énergie est de favoriser l'accès des groupes locaux à des moyens de production décentralisés, par exemple en encourageant l'émergence de structures coopératives de production d'énergie renouvelable — éolienne, solaire ou autre — à l'échelle locale. Cela renforcerait considérablement l'acceptation par les populations locales des centrales électriques décentralisées, par exemple les parcs éoliens terrestres. Grâce au développement de réseaux intelligents et de techniques de stockage de l'électricité utilisant les batteries de véhicules électriques, chaque citoyen serait en mesure de contribuer de manière visible à la résolution du problème de l'intermittence de la production éolienne et solaire. Les véhicules privés sont utilisés 5 % du temps, ce qui signifie qu'ils pourraient être utilisés pendant les 95 % du temps restant pour stocker ou restituer l'énergie du réseau afin de lisser la demande et de la rendre plus compatible avec la production intermittente.

Les décideurs doivent réfléchir à la manière de revitaliser la démocratie représentative à l'échelle locale, nationale et communautaire. Ce résultat pourrait être atteint en favorisant une participation accrue grâce à l'utilisation des nouvelles technologies. La politique est l'un des domaines de la vie les moins touchés par la révolution technologique, cependant cette dernière offre des moyens de moderniser les mécanismes de la démocratie en introduisant de nouvelles formes de représentation et de consultation directe.

L'Union européenne — un pionnier de la nouvelle ère démocratique

Comme nous l'avons déjà souligné, la démocratie est confrontée à un défi double: elle doit s'adapter au populisme et au pouvoir croissant des États non démocratiques à l'échelle mondiale. Cette situation présente également l'occasion pour l'Union de prendre deux initiatives opportunes: remettre le citoyen au cœur des politiques en adoptant de nouvelles approches et en faisant une meilleure utilisation des nouvelles technologies, et utiliser les atouts de l'Europe pour moderniser ses structures et ses processus politiques.

L'Union européenne peut affirmer être un chef de file de la nouvelle ère démocratique du fait de sa diversité, de sa transparence, de sa société civile active et respectée et de l'expérience politique acquise au cours de décennies de coopération, de compromis, de création de coalitions et de dialogue social.

Les nouvelles technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'une meilleure sensibilisation aux besoins du public grâce à l'utilisation des mégadonnées, devraient permettre de déléguer plus de responsabilités aux citoyens et donc de faciliter leurs choix en tant qu'individus et consommateurs. Cette question pourrait être au cœur de la planification des politiques et des priorités à tous les niveaux — local, national et européen.

La modernisation de la relation entre les individus et la classe politique est cependant un sujet plus sensible, parce qu'elle se heurte à la complexité des systèmes politiques et aux intérêts particuliers. Malgré cela, de nouvelles possibilités s'ouvrent de nouveau grâce à la technologie, qui facilite les élections et les consultations publiques à l'aide du vote électronique, permet la création de forums en ligne pour les discussions ou la prise de décision, et donne aux autorités les moyens de diffuser l'information de manière plus efficace. Des expériences de démocratie participative exploitant les nouvelles technologies sont déjà menées à l'échelle locale, dans des villes de diverses tailles, et même à l'échelle de pays entiers.

Questions clés

- Comment veiller à ce que l'Union européenne garantisse à ses citoyens l'application d'une démocratie efficace? Comment est-il possible d'améliorer les résultats produits par l'Union européenne dans différents domaines politiques? Comment les citoyens peuvent-ils avoir connaissance de ces résultats?
- Quelles sont les implications de l'importance croissante des acteurs non étatiques?
- Comment aborder la question de la responsabilisation des individus et les nouvelles possibilités en matière de participation à la gouvernance?
- Que doit faire l'Union européenne pour devenir une plateforme d'expérimentation et d'innovation pour la démocratie au XXI^e siècle?

LA RÉVOLUTION GÉOPOLITIQUE MONDIALE — LES DÉFIS DE L'EUROPE

Renforcer le rôle international de l'Union européenne

Il n'y a aucune raison de ne pas réussir à réaliser le but et à établir la structure [d'une] Europe unie dont les conceptions morales pourront mériter le respect et la reconnaissance de l'humanité, et dont la force physique sera telle que personne n'osera la molester dans sa tranquille marche vers l'avenir.

Winston Churchill, Strasbourg, 1949

L'influence géopolitique de l'Union européenne

Malgré un processus de déclin relatif, les deux rives de l'Atlantique — Europe et États-Unis — continueront d'exercer une influence considérable en tant que moteurs économiques, forces militaires et technologiques et «soft powers»⁽¹³³⁾. L'Union européenne n'est qu'une facette de l'Europe, mais il s'agit d'une facette essentielle parce qu'elle est à la fois une source de prospérité économique et un modèle d'intégration fondée sur des règles. Sa réussite économique dépendra en grande partie du dynamisme de son marché unique⁽¹³⁴⁾, de la consolidation de l'Union économique et monétaire, et de la cohésion de ses classes moyennes. Pris individuellement, de nombreux États membres de l'Union européenne ont toujours une influence diplomatique et un poids militaire qui, sans être décisifs, pourraient jouer un rôle important dans la prévention et la gestion de crises régionales dans des cas spécifiques.

Cependant, des incertitudes considérables existent en ce qui concerne l'avenir de l'Europe⁽¹³⁵⁾. Le périmètre de l'Europe n'est pas clairement fixé. Il n'existe pas de consensus clair concernant les limites de l'élargissement de l'Union. De plus, la possibilité que l'un ou l'autre État membre quitte l'Union européenne ne peut être entièrement écartée. Les paramètres de l'élargissement dépendront bien entendu de l'évolution des pays entourant l'Union, mais les facteurs internes à l'Union seront tout aussi décisifs, notamment la dynamique de l'intégration européenne.

Trois résultats sont possibles: régression, maintien du statu quo d'une union hybride et d'un processus d'intégration principalement économique, ou progression vers des «États-Unis d'Europe». D'après notre évaluation, l'Europe conservera probablement son caractère hybride à l'horizon 2030.

⁽¹³³⁾ Transatlantic Academy, «Liberal Order in a Post-Western World», 2014.

⁽¹³⁴⁾ Selon les conclusions d'une étude du CEPII de 2011, l'élimination des derniers obstacles au marché unique donnera lieu à une augmentation de 40 % du revenu annuel de l'Union. Vincent Aussilloux, Charlotte Emlinger et Lionel Fontagné, *Y a-t-il encore des gains à l'achèvement du marché unique européen?* 2011.

⁽¹³⁵⁾ Voir notamment Commission européenne, «Global Europe 2050», 2012. Certains des plus grands experts européens en prospective et en modélisation macroéconomique présentent trois scénarios: «l'indifférence générale», «l'Europe menacée» et «la renaissance européenne».

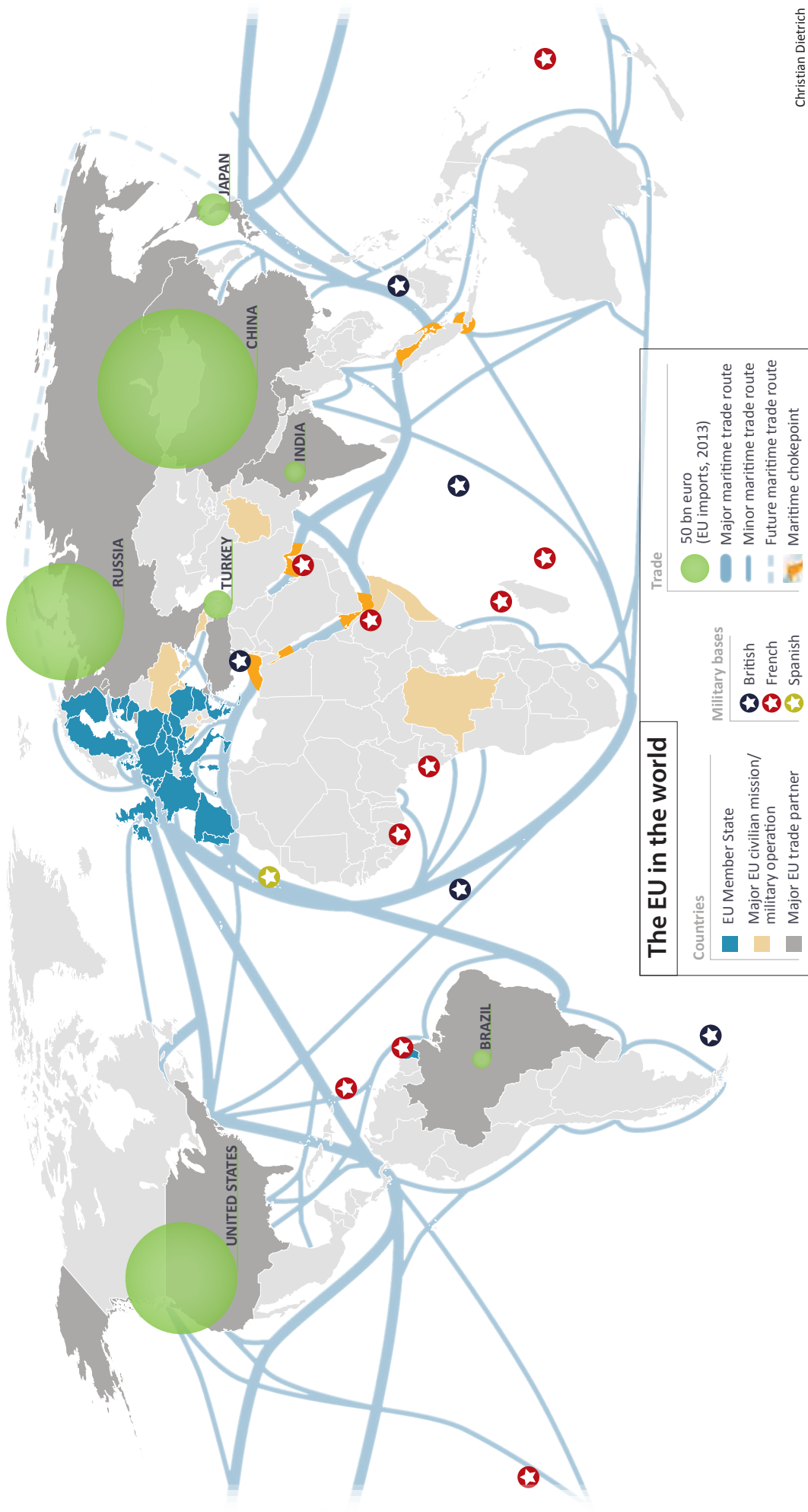
Certains considèrent que l'évolution vers une Europe à deux vitesses ou plus est inévitable. Selon eux, une intégration plus poussée de la zone euro est pour ainsi dire inéluctable, afin de remédier aux faiblesses d'un cadre de gouvernance économique incomplet révélées par la crise récente. En même temps, certains États membres, notamment, mais pas exclusivement à l'extérieur de la zone euro, rencontreront des difficultés pour rester sur la voie d'une Union «sans cesse plus intégrée». La zone euro évoluera vraisemblablement de manière qualitative et quantitative, et cette évolution affectera également les États non membres de la zone euro. En même temps, les débats concernant l'immigration interne et la mobilité des citoyens se poursuivront vraisemblablement entre les «nouveaux» et les «anciens» États membres, tout comme au sein des «anciens» États membres et entre ceux-ci. Une importante fragmentation aurait certainement des effets négatifs sur les économies et les sociétés des États membres individuels et de l'Union européenne dans son ensemble, ainsi que sur leur poids collectif et individuel sur la scène mondiale et l'efficacité de leur politique extérieure.

Le contexte mondial: un monde moins sûr

Le pouvoir croissant des pays émergents, sous l'impulsion de la mondialisation, modifie les réalités du monde de l'après-guerre froide, dans lequel l'«Occident» dominait les institutions mondiales et définissait les politiques dirigeant le programme mondial. Les institutions mises en place après la Seconde Guerre mondiale demeurent les principaux instruments de la collaboration à l'échelle mondiale, mais elles n'ont produit que peu de résultats en ce qui concerne les défis mondiaux au cours de la dernière décennie. Aucun accord significatif n'a été atteint en matière de climat, de commerce ou de finances, ni concernant un conflit majeur, du Darfour à la Syrie.

La perspective d'une progression linéaire vers une démocratie plus exemplaire, une plus grande ouverture des marchés et une coopération internationale de plus en plus pacifique semble reculer et ne sera probablement pas le modèle dominant à l'horizon 2030. La portée universelle des valeurs véhiculées par l'«Occident» est de plus en plus remise en question.

Illustration 23 — L'Union européenne dans le monde



L'affaiblissement à long terme du système multilatéral pourrait se maintenir jusqu'en 2030 et marquer un retour à un équilibre précaire des forces plutôt qu'un maintien des processus de résolution des conflits et de mise en place de règles et de disciplines communes.

De plus, les défis seront plus complexes et plus étroitement liés, et changeront plus rapidement. Le déclin relatif de la puissance des États-Unis se poursuivra vraisemblablement, tout comme leurs efforts de concentrer leurs pouvoirs en se tournant vers l'Asie. La montée des tensions politiques en Asie, au Moyen-Orient et en Europe pourrait donner lieu à un important réalignement autour de la Russie, de la Chine et de certains pays du Moyen-Orient et d'Amérique du Sud. Ce nouvel ordre mondial manquera certes de cohésion vis-à-vis de nombreux défis, mais il sera en mesure de contester les initiatives politiques de l'«Occident» de manière plus cohérente et plus forte.

Cela pourrait attiser les tensions et les faire évoluer en une confrontation plus structurelle entre différents blocs. Une telle confrontation pourrait se transformer en une série de conflits régionaux de moindre envergure qui, sans être des guerres à grande échelle, perturberaient la stabilité politique, économique et financière mondiale. L'Union européenne pourrait se trouver dans l'œil d'un cyclone de chaos, incapable d'isoler l'Europe des défis extérieurs et ne disposant que de politiques et d'outils limités pour étendre sa stabilité au-delà de ses frontières. Sa résistance et sa cohésion seront mises à l'épreuve, étant donné qu'elle sera confrontée simultanément à des défis régionaux et mondiaux et à leurs conséquences immédiates. Des réponses ambiguës, lentes et diluées de la part de l'Union rencontreront des réactions plus fortes ou asymétriques, et s'avéreront insuffisantes.

La nature mondiale des intérêts géopolitiques de l'Union européenne

L'Union européenne est récemment devenue plus consciente de ses intérêts au niveau mondial, ce que l'on peut percevoir à travers l'importance croissante de la politique étrangère dans les traités de l'Union européenne depuis Maastricht, en particulier avec la création du Service européen pour l'action extérieure (SEAE). Les États membres sont plus conscients qu'auparavant du fait que des positions communes et une voix commune peuvent faire une différence sur la scène mondiale.

Avec le traité de Lisbonne, l'Union européenne s'est fixé une feuille de route plus claire d'objectifs sur la scène internationale, basée sur des valeurs démocratiques, la promotion de la paix et la défense des intérêts de l'Union ⁽¹³⁶⁾. Ce traité n'a cependant produit à l'heure actuelle que des résultats partiels: l'activité de gestion de crise et les positions adoptées en matière de politique étrangère ont été principalement dominées par l'expression des intérêts nationaux, débouchant souvent sur des positions de plus petit dénominateur commun.

Qui plus est, l'Union européenne n'a toujours pas adopté une approche complète et opérationnelle à l'échelle mondiale en matière de relations extérieures — par exemple dans le domaine de la sécurité énergétique. La nécessité d'une vision mondiale se fait de plus en plus ressentir, étant donné que:

- la politique commerciale est de plus en plus «géopolitisée»;
- la fragilité des États défaillants entraîne des effets de plus en plus importants sur la sécurité de l'Europe, et leur prolifération représente un défi pour le budget de l'Union étant donné que plus de 50 % des fonds de développement de l'Union sont destinés à ces pays;
- les enjeux liés au développement et à la soutenabilité se croisent: par exemple, dans la stratégie pour l'après-2015 et dans le cadre de la fusion des processus de Rio et de Monterrey menés par les Nations unies pour favoriser le développement durable et lutter contre l'extrême pauvreté.

Certains aspects sous-estimés de l'influence et du pouvoir de l'Union européenne pourraient également être développés — par exemple en matière de sécurité maritime. Les États membres de l'Union européenne possèdent collectivement la zone économique exclusive (ZEE) la plus étendue au monde (25 millions de km²), qui inclut six millions de km² dans la région Asie-Pacifique ainsi que de nombreuses bases militaires et scientifiques dans les trois océans.

D'ici à 2030, les intérêts stratégiques de l'Union européenne devraient probablement être exprimés de manière plus claire, étant donné que la fragmentation et l'insécurité mondiale pourraient contraindre l'Union à assumer plus de responsabilités pour sa sécurité et éventuellement sa défense.

Premier défi: les turbulences et le chaos dans nos voisinages

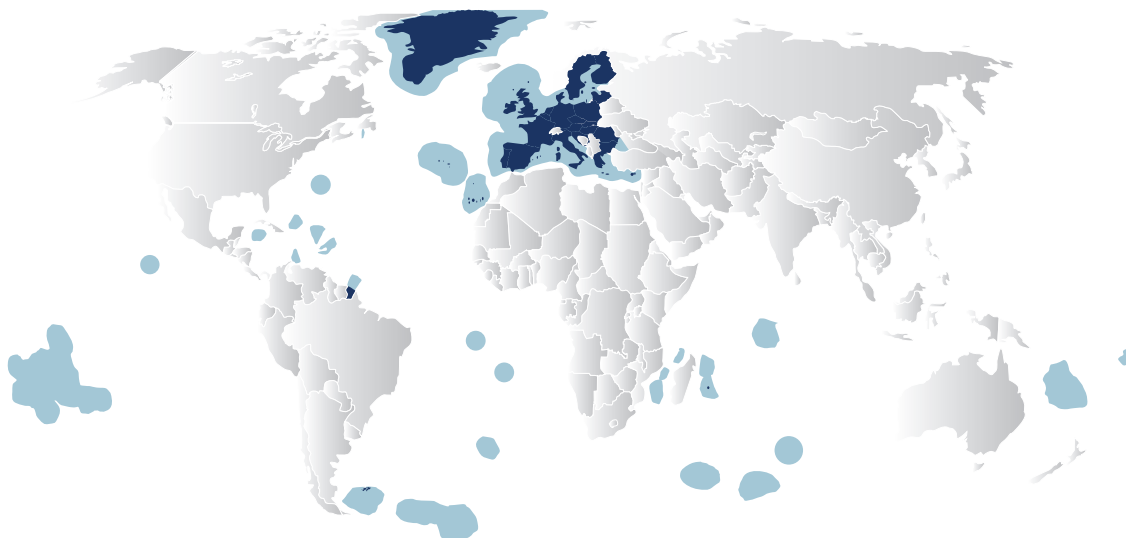
Le voisinage de l'Est: répondre aux ambitions de la Russie

À l'Est, les efforts visant à développer une zone commune de stabilité, de prospérité, de démocratie et d'état de droit dans les pays situés entre l'Union européenne et la Russie ont rencontré une forte opposition de la part de celle-ci. La Russie tente de s'imposer en tant que pôle distinct de l'Union européenne, et de réorganiser la géographie de l'Eurasie autour de ses intérêts et de ses valeurs propres. Au vu de ses faiblesses économiques, il est difficile de déterminer si la Russie réussira son projet eurasiatique, mais celui-ci aura dans tous les cas des répercussions importantes sur la nature des relations entre la Russie et l'Union.

En ce qui concerne l'Ukraine, il semble que le conflit au sein du pays et entre la Russie et les pays occidentaux se poursuivra. L'activité de la Russie semble indiquer que le pays est déterminé à utiliser ses moyens de pression pour veiller à ce que l'Ukraine reste fermement dans sa zone d'influence. La Russie pourrait continuer d'accroître la pression sur l'Union européenne et rendre leurs relations plus tendues en réaffirmant son droit de «protéger» les minorités russes

⁽¹³⁶⁾ Voir notamment l'article 21 et le chapitre 5 du traité sur l'Union européenne.

Illustration 24 — Carte mondiale de la zone économique exclusive (ZEE) de l'Union européenne



États membres et régions ultrapériphériques de l'Union et leur ZEE

Source: BEPA.

ailleurs dans la région, y compris dans les États baltes de l'Union européenne. Cela pourrait également influencer la cohésion de l'Union européenne: en effet, une perception selon laquelle l'Union resterait sourde aux appels à un renforcement de la solidarité en son sein nuirait à la fois à la confiance de certains États membres et à la perception de la volonté collective de l'Union par la communauté internationale. Des interruptions de l'approvisionnement en gaz au cours des hivers à venir ne peuvent être exclues. La coopération économique et commerciale pourrait continuer de se dégrader, la Russie et l'Union européenne recherchant toutes les deux d'autres consommateurs pour leurs biens et renforçant ainsi leur séparation structurelle. La Russie cherchera de plus à conserver, et si possible à renforcer, son influence traditionnelle sur les Balkans.

Cette crise pourrait donc marquer le début d'une nouvelle ère géopolitique dans laquelle la Russie serait moins coopérative en ce qui concerne les enjeux mondiaux et dans laquelle les puissances émergentes se réalignent. La Russie a déjà pris des mesures pour renforcer ses relations avec la Chine, y compris en lui offrant de l'énergie à des conditions avantageuses. Avec le récent accord portant sur la création d'une banque de développement des BRICS, dotée d'un capital de 100 milliards de dollars américains et d'un pool de monnaie de réserve de 100 milliards de dollars supplémentaires, se dessine un nouveau défi envers les institutions «occidentales» que sont le FMI et la Banque mondiale. De plus, les tensions entre la Russie et l'Occident renforceront vraisemblablement le fossé qui existe actuellement en matière de gouvernance internationale, entre l'ampleur des défis mondiaux à surmonter et la capacité à parvenir à un accord sur des réponses suffisamment collaboratives.

Le voisinage du Sud et au-delà: des conditions favorables à une poursuite des conflits

De nombreux pays au sud et au sud-est de l'Union européenne se trouvent dans un état fragile, et de nombreuses sources d'instabilité existent. Le principal défi sera la mise en place des conditions d'une paix durable entre les principaux acteurs régionaux — la Turquie, l'Iran, l'Arabie Saoudite et Israël — et la promotion de la coopération entre eux, de manière à ce que la région soit en mesure de se stabiliser grâce à une amélioration de sa gouvernance, de sa prospérité économique et de son développement social.

Au cours des dernières décennies ont eu lieu des changements majeurs, parfois violents, qui ont profondément affecté la gouvernance de nombreux pays et l'intégrité territoriale même de certains d'entre eux. De la Somalie au Soudan et de la République centrafricaine au nord du Nigeria, puis au Mali et en Algérie, à travers la Libye, l'Égypte et la Syrie, jusqu'en Iraq, les institutions étatiques se sont effondrées ou sont devenues de plus en plus fragiles.

Tandis que l'exigence de responsabilité et de changement qui a donné naissance aux mouvements populaires de 2011 demeure pour l'essentiel sans réponse, créant ainsi un terreau propice à une reprise de l'agitation populaire, la menace de la radicalisation et de l'extrémisme violent est de plus en plus importante. Elle est alimentée par le conflit entre les principaux acteurs de la région, l'Arabie saoudite et l'Iran, qui a creusé le fossé communautaire entre les sunnites et les chiites et réduit les possibilités de modération politique dans toute la région.

À cela s'ajoutent les effets du changement climatique, les facteurs démographiques et la gouvernance faible et corrompue dans presque toute la région, qui font de celle-ci

une poudrière qui pourrait être mise à feu depuis différents endroits, menant à une conflagration plus générale.

L'influence relative de l'Union européenne baissera vraisemblablement: en plus de la participation croissante des acteurs non occidentaux tels que la Russie et la Chine, la responsabilisation des citoyens a réduit leur tolérance à l'égard des abus de pouvoir au sein de l'Union ainsi que leur acceptation des conditions imposées par des acteurs extérieurs.

Les guerres civiles et les conflits intra-étatiques

Les guerres civiles et les conflits intra-étatiques sont devenus de plus en plus courants, affectant la Syrie, l'Iraq, le Soudan du Sud, la Somalie et le Yémen. La République centrafricaine et le Mali se trouvent dans une situation fragile à la suite de guerres civiles: les conflits militaires à grande échelle entre les groupes rivaux ont été évités à court terme, mais les processus politiques visant à installer la paix ne sont pas durables. L'évolution de la Libye, où différentes milices se disputent le pouvoir et où Al-Qaïda développe ses capacités et son réseau, pourrait donner lieu à une instabilité dans la région pour les années à venir. L'exportation d'armes depuis la Libye a alimenté des conflits du Sinaï au Mali, et le pays est devenu le principal point de départ des réfugiés tout comme des migrants économiques en situation irrégulière traversant le centre de la Méditerranée pour gagner l'Europe.

Des régimes fragiles

Beaucoup considèrent la Tunisie de l'après-révolution comme le meilleur espoir d'émergence d'un modèle progressiste capable de trouver l'équilibre entre les exigences contradictoires des islamistes d'un côté, et des libéraux laïques de l'autre. Les modérés ont remporté les élections de 2014, mais des difficultés subsistent, les franges radicales étant susceptibles d'avoir recours à la violence et des groupes affiliés à Al-Qaïda rôdant à proximité des frontières. Le succès est loin d'être assuré.

L'Égypte, malgré une stabilisation relative du pays à court terme, sera soumise à d'importantes pressions déstabilisatrices à moyen terme sous la forme d'une économie en déclin, d'une situation sociale instable et d'une profonde polarisation du pays due à la répression des Frères musulmans. Cette confrérie elle-même, bien que déstabilisée à court terme, adoptera une stratégie de long terme et développera sa base de soutien par l'intermédiaire de programmes d'aide sociale au niveau local. La situation du pays en matière de sécurité sera contestée par des groupes djihadistes: à l'heure actuelle, la majeure partie du Sinaï n'est pas contrôlée par l'État. L'Égypte joue un rôle de pivot au Moyen-Orient en raison de sa localisation, de sa taille, de son influence culturelle et de ses relations. Une importante déstabilisation, ou pire, aurait des conséquences stratégiques sur la région entière, y compris en ce qui concerne la sécurité d'Israël et la nature de l'engagement des États-Unis.

Ailleurs dans le monde arabe, l'avenir de l'Arabie saoudite est incertain. Des questions subsistent en matière de succession politique. Malgré les montants de plus en plus élevés versés par le gouvernement à d'importantes parties de sa population à la suite des premiers soulèvements du Printemps arabe, une pauvreté et un mécontentement considérables

subsistent. La Jordanie et le Liban sont caractérisés par des environnements politiques et sociaux internes complexes, où d'importantes populations de réfugiés engendrent une certaine instabilité. La situation économique en Algérie et au Maroc, ainsi que l'impression de stagnation politique, a alimenté une lente accumulation de frustrations, notamment parmi les millions de jeunes dans les milieux urbains. Ces frustrations ont été contenues, mais en l'absence d'une croissance économique importante et de systèmes de gouvernance plus justes, elles persisteront.

Les facteurs régionaux qui pourraient changer la donne

Un accord nucléaire avec l'Iran encadré par la communauté internationale pourrait avoir de nombreux effets secondaires. L'évolution de la situation dépend en grande partie des réactions des pays voisins de l'Iran, ainsi que de ses actions dans d'autres domaines. Un accord pourrait bien donner lieu à une amélioration au fil du temps des relations entre l'Iran et ses voisins, au bénéfice de toutes les parties concernées et de l'Iran en particulier. Le prolongement des négociations, l'impression d'un accord défavorable ou — dans le pire des cas — l'échec des négociations sont autant d'éléments qui maintiendraient les tensions et augmenteraient les chances qu'Israël finisse par chercher à réduire les capacités nucléaires de l'Iran par des moyens militaires, une telle intervention présentant un risque grave de confrontation plus large dans la région.

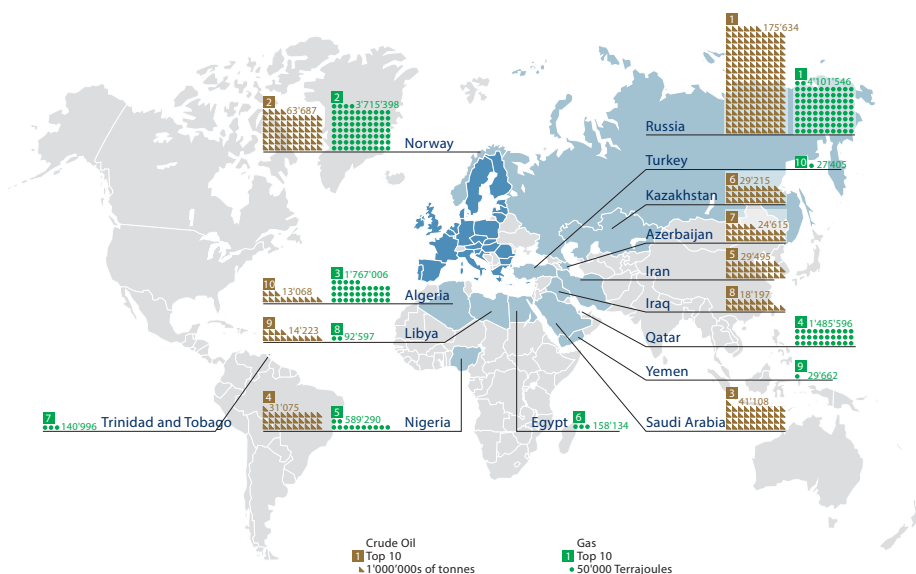
En ce qui concerne le court terme, le processus de paix au Proche-Orient (PPPO) a manqué une nouvelle échéance et, au vu de la reprise des affrontements entre Israël et le Hamas à Gaza et la montée des tensions en Cisjordanie, il est peu probable que des progrès soient réalisés rapidement. Les révolutions arabes et la guerre en Syrie pourraient avoir réduit l'attention accordée par les voisins d'Israël à cet ancien conflit. Ils ont cependant évoqué la possibilité qu'Israël puisse se trouver confronté à plusieurs régimes ou acteurs non étatiques islamistes hostiles dans son voisinage immédiat et plus large. Une éventuelle confrontation de grande envergure déclencherait une intervention des États-Unis, et augmenterait la pression exercée sur l'Union européenne en vue de son intervention.

Les risques immédiats et à long terme pour l'Europe

À l'heure actuelle, les régions voisines de l'Union européenne accueillent déjà leur plus grand nombre de réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale. Le système humanitaire mondial montre des signes annonçant qu'il atteint un point de rupture. Selon les changements politiques, de nouvelles vagues de migrants devraient être attendues en Europe. Les groupes terroristes djihadistes et Al-Qaïda n'ont pas été neutralisés; sur les plus de 2 000 combattants étrangers en Syrie provenant de l'Union européenne, beaucoup pourraient regagner leur pays, ce qui représente un risque direct et grave en matière de sécurité. Une diffusion de la violence exacerberait les tensions existantes vis-à-vis des musulmans dans d'importants États membres de l'Union. Les conflits entre les sunnites et les chiites pourraient également se répercuter sur la sécurité intérieure de l'Union européenne, étant donné que la population musulmane de l'Union s'élèvera à 58 millions d'ici à 2030, soit 8 % de la population totale.

Illustration 25 — Principaux fournisseurs d'énergie à l'Union, 2011

Top 10 External suppliers to the EU, 2011.



Source: Eurostat

Source: Iana Dreyer et Gerald Stang, «Energy moves and power shifts: EU foreign policy and global energy security», Report n° 18, EUISS, Paris, février 2014.

Le changement climatique, la guerre, la famine et la déliquescence des États — notamment l'effondrement d'un État pivot au Moyen-Orient — pourraient provoquer une augmentation très importante de la migration, qui pourrait avoir des conséquences dramatiques⁽¹³⁷⁾. Tous ces facteurs pourraient accroître la pression politique interne exercée sur l'Union européenne de manière à ce qu'elle renforce le contrôle exercé sur ses frontières en matière de flux d'immigration, à la fois régulière et irrégulière. À plus long terme, il est difficile de déterminer dans quelle direction évoluera le débat, mais toute restriction ultérieure de l'immigration pourrait entraîner des conséquences négatives sur les relations entre l'Union européenne et les États de la région MENA.

Deuxième défi: La sécurité de l'approvisionnement énergétique et des voies de transport d'énergie

L'indépendance énergétique croissante des États-Unis tranchera avec la dépendance continue de l'Union européenne envers les importations d'énergie. Dans ce contexte, les voisinages instables du Sud et de l'Est sont extrêmement importants pour l'approvisionnement énergétique de l'Union, puisqu'ils possèdent 60 % des réserves mondiales prouvées de pétrole et 80 % des réserves mondiales prouvées de gaz. L'indépendance énergétique des États-Unis donnera naissance à un écart de compétitivité entre les industries européenne et américaine, notamment en ce qui concerne les industries lourdes qui consomment beaucoup d'énergie. Même si cet écart entre les deux continents se réduira à l'avenir, il existe un risque que d'importants secteurs des

industries européennes concernées, notamment le raffinage et le secteur des produits chimiques, qui sont très énergivores, soient relocalisés de l'autre côté de l'Atlantique.

La sécurité de l'approvisionnement dépendra toujours des infrastructures de transport, de distribution et de stockage, qui permettent un accès flexible aux marchés de manière à éliminer les risques liés à un fournisseur spécifique. Les risques sont nombreux, importants, variés et difficiles à réduire. On peut imaginer, par exemple, qu'un fournisseur interrompe ses livraisons dans le but de faire pression sur l'Europe, ou encore des attaques terroristes sur l'infrastructure. L'approvisionnement de l'Europe pourrait également être compromis par un risque plus large d'insécurité de l'approvisionnement, à l'échelle mondiale. Un exemple classique, mais pertinent, est le contrôle potentiel du détroit d'Ormuz — à travers lequel transite 30 % du pétrole transporté par voie maritime dans le monde — par une puissance hostile aux intérêts européens, par exemple à la suite d'un conflit au Moyen-Orient.

La plupart des sources d'énergie présentent des faiblesses particulières en ce qui concerne la sécurité d'approvisionnement. L'exportation de gaz de schiste par les États-Unis vers l'Union européenne et le développement d'infrastructures au sein de l'Union permettant à celle-ci d'exploiter ses propres réserves pourraient conduire à une diversification des sources d'approvisionnement énergétique de l'Union et à une baisse de sa dépendance vis-à-vis de ses fournisseurs traditionnels, notamment la Russie. La mise au point des pipelines du corridor Sud provenant de la mer Caspienne, qui devraient pouvoir démarrer les livraisons vers 2018, devrait contribuer à renforcer la concurrence et à réduire les risques liés à l'approvisionnement en gaz. Le marché du pétrole est mondial, mais sa faiblesse tient aux goulets d'étranglement sur les voies de transport, par exemple le détroit d'Ormuz ou

⁽¹³⁷⁾ La plus grande pandémie du XXe siècle, la grippe H1N1 de 1918, s'est propagée à la fin de la Première Guerre mondiale du fait de la démobilisation de millions de soldats; son nombre de victimes s'est élevé à 50 millions la première année. Voir notamment Ian Morris, *Why the West Rules — for Now: The Patterns of History and What They Reveal About the Future*, 2011.

le canal de Suez. Le marché du charbon est mondial, et il est donc plus facile de le réorganiser pour résoudre un problème localisé. L'uranium provient d'un nombre de sources relativement limitées, qui sont parfois situées dans des régions instables où un déploiement militaire rapide et efficace pourrait être nécessaire afin de protéger l'approvisionnement. Dans ce contexte mitigé, les énergies renouvelables semblent représenter une source très significative de diversification.

Troisième défi: Une immigration à plusieurs facettes

La montée de la classe moyenne dans le monde entier et l'explosion des technologies de communication donneront probablement lieu à une augmentation de la mobilité humaine sous diverses formes: la mobilité professionnelle, la migration circulaire et la migration à court terme, qui s'ajouteront aux modèles classiques de l'immigration définitive. Comme nous l'avons indiqué, la pression que représente pour l'Union européenne l'immigration à court terme issue de son voisinage Sud, y compris l'afflux de réfugiés, pourrait encore augmenter, tout comme les risques qui en découlent en matière de sécurité. Cependant, les flux mondiaux de migration de la main-d'œuvre évolueront à long terme suivant les tendances du développement économique, les changements démographiques et l'instabilité politique. Un déclin global de la migration des pays du Sud vers les pays du Nord fera perdre à l'Europe occidentale sa place de destination privilégiée⁽¹³⁸⁾. L'Europe pourrait prendre du retard dans la «course mondiale au talent» en raison de l'évolution des tendances migratoires, de nouvelles régions concurrentes telles que l'Asie et l'Amérique du Sud offrant des destinations alternatives aux travailleurs qualifiés. L'Europe pourrait également enregistrer une augmentation du nombre de citoyens européens choisissant d'émigrer afin de trouver de nouvelles perspectives professionnelles et personnelles à l'étranger.

Les politiques migratoires de l'Union européenne d'ici à 2030 devront être adaptées à cette nouvelle situation, qui influencera les besoins de l'économie européenne en matière de main-d'œuvre, en évolution constante. Si ces politiques ne sont pas adaptées, l'Union rencontrera des difficultés considérables pour exploiter les liens entre le capital humain, la migration, l'emploi et le développement économique. Les politiques migratoires actuelles, menées à court terme dans un but de sécurité, pourraient ne pas suffire.

La capacité de l'Union à faire évoluer ses politiques pourrait cependant être mise en danger par le contexte économique et social. La montée du populisme et des inégalités pourraient rendre l'Union européenne et ses États membres de moins en moins accueillants envers les immigrants, qualifiés ou non, en dépit des pénuries de main-d'œuvre dues au déclin de la population active.

Par conséquent, les mesures visant à articuler les avantages économiques, sociaux et culturels de la migration et de la mobilité doivent être associées à une politique commune, équitable et efficace en matière de sécurité.

Vivre avec la diversité religieuse

Au vu de l'évolution démographique et de la montée de la migration en Europe au cours des siècles derniers, le rôle de la religion — que l'on croyait en déclin lors de la deuxième moitié du siècle dernier — a gagné en visibilité au début du XXI^e siècle. Les attentats du 11 septembre 2001 à New York et à Washington n'ont été qu'une expression de cette tendance. Tandis que la grande majorité des citoyens musulmans adhèrent à une version pacifique de leur religion, les extrémistes islamiques pourraient continuer de représenter une menace croissante à l'égard des sociétés occidentales. La pratique consistant à recruter des musulmans et des convertis dans les pays occidentaux, qui partent mener une prétendue guerre sainte au Moyen-Orient avant de rentrer chez eux fortement radicalisés, continuera de poser de sérieux problèmes.

Les pays où vivent de nombreux migrants adhérant à des croyances différentes des grands courants religieux renforceront leurs politiques d'intégration, afin de maintenir un consensus social pour «vivre ensemble». Cela représentera un défi notamment pour l'Europe et les États-Unis. De nouveaux moyens d'accommoder différentes croyances et différentes visions du consensus social dans des sociétés et des systèmes étatiques largement sécularisés devront être trouvés tout en respectant la liberté de religion et de croyance, mais en respectant également les nombreuses personnes n'adhérant à aucune religion et ne souhaitant pas que les États soient marqués par celles-ci.

En ce qui concerne nos relations avec nos voisins, afin de créer un «cercle d'amis» plutôt qu'un «anneau de feu» autour de l'Europe, les questions religieuses devront être incluses dans la politique étrangère européenne en développement, aux côtés des autres considérations stratégiques plus traditionnelles, notamment en matière de géopolitique et d'économie.

Quatrième défi: Le besoin d'une nouvelle «soft power»

Pendant plusieurs siècles, l'Europe s'est trouvée au cœur des préoccupations du monde, en tant que puissance dominante et berceau de la révolution industrielle, des droits de l'homme et de la démocratie, et en tant que facteur clé dans la lutte de pouvoirs entre l'Est et l'Ouest pendant la guerre froide. Pour des raisons liées à des facteurs «négatifs», par exemple le manque d'autorité, la faible croissance économique et la pression des pays voisins, mais également simplement en raison du développement rapide du reste du monde, la période à venir pourrait être caractérisée par une marginalisation progressive de l'Europe, qui connaîtra un déclin relatif — mais pas absolu — sur la scène internationale.

La question principale est de savoir si l'Europe sera capable de conserver son influence et de continuer à façonner l'avenir de la planète. Malgré son déclin démographique, l'Europe aura toujours une importance dans le monde de demain. L'Union européenne aura toujours la troisième plus grande population mondiale, après la Chine et l'Inde, avec 450 millions d'habitants en 2050. Elle sera toujours plus peuplée que les États-Unis, même si l'écart se réduira puisque la

⁽¹³⁸⁾ Rapport du CEPS pour l'ESPAS, 2013.

Vue d'ensemble des relations commerciales à l'horizon 2030

Étant donné qu'il faut au moins une décennie pour négocier et mettre en œuvre dans son intégralité un accord commercial, l'environnement commercial de l'Union en 2030 dépendra principalement du programme des négociations menées à l'heure actuelle (voir le tableau ci-dessous). **En 2030, l'Union européenne devrait se trouver au centre du réseau d'accords commerciaux le plus dense au monde en ce qui concerne la taille des pays partenaires (États-Unis, Japon, Inde, Mercosur, Canada, etc.), le nombre d'accords et la portée de leur ambition, puisqu'ils cherchent à réduire les obstacles réglementaires et tarifaires.**

Au-delà de cette question l'Union européenne sera cependant confrontée à plusieurs enjeux importants concernant les nouvelles orientations de ses politiques. Quatre décisions seront particulièrement importantes: elles concernent l'OMC, la Chine, la Russie et l'Afrique.

■ **La possibilité d'une reprise des négociations de l'OMC pourrait être envisagée, notamment si le cycle de Doha est conclu dans les dix prochaines années.**

La définition d'un nouveau programme incluant des questions revêtant une importance dans le contexte de la mondialisation — la concurrence, les aides d'État, les services — serait une priorité de l'Union européenne.

■ **Selon la plupart des analystes, la Chine serait le marché qui présente le potentiel de croissance le plus important pour l'Europe.** La Chine figure en tête de la liste des pays présentant un potentiel important en matière de négociations et l'investissement bilatéraux, en raison des obstacles importants empêchant l'entrée d'entreprises étrangères sur le marché chinois.

■ En plus des efforts visant à résoudre les nombreux litiges commerciaux, **la reprise des négociations avec la Russie, ou même avec l'Union économique eurasiennne**, représenterait un grand pas en avant vers la stabilisation de cette région d'ici à 2030. Au-delà des intérêts strictement économiques, **la relation entre l'Union et la Russie deviendra de plus en plus importante d'un point de vue géopolitique**, en raison des liens avec son voisinage, des questions relatives à l'énergie et des enjeux liés à la modernisation de l'économie russe.

■ **L'Afrique pourrait représenter une importante priorité pour l'Europe en matière de commerce.** Un essor économique de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne pourrait pousser l'Union européenne à changer totalement son approche dans ces régions: les objectifs de développement céderaient progressivement la place aux intérêts économiques liés à l'accès au marché et à l'intégration économique. C'est ainsi que des négociations bilatérales ambitieuses avec des pays présentant un potentiel considérable — Nigeria, Angola, Kenya, RDC — pourraient être lancées d'ici à 2030 en Afrique subsaharienne. Avec les pays du sud de la Méditerranée, l'objectif pourrait être de mettre en place une zone de libre-échange — une sorte d'«ALENA euro-méditerranéen».

Accords de libre-échange en cours de négociation — Enjeux pour l'Europe en ce qui concerne le PIB, les exportations et l'emploi

	États-Unis*	Japon	Canada	ANASE	Inde	Mercosur	Investissements chinois	Total	Effet lié à la productivité**	Total (y compris l'effet lié à la productivité)	Emplois*** (milliers)	Pour information: Corée
PIB (%)	0,52	0,34	0,08	0 035	0,03	0,17	0,03	1,2	0,8	2,0		0 075
(milliards d'euros)	65,7	42,9	10,1	4,4	3,8	21,5	3,8	152,2	103,1	255,3		9,5
Exportations (%)	1,40	1,20	0,69	1,60	0,55	0,65	0,07	6,2			2164	1,20
(milliards d'euros)	29,4	25,2	14,6	33,7	11,6	13,7	4,1	129,6				25,2
Importations (%)	1,35	1,20	0,39	1,40	0,55	0,66	0,06	5,6				1,10
(milliards d'euros)	29,0	25,8	6,0	30,1	11,8	14,2	1,3	118,2				23,6

Sources: Document de travail des services de la Commission: «External sources of growth — Progress report on European Union trade and investment relationships with key economic partners», juillet 2012.

population des États-Unis passera de 300 à 400 millions. L'Europe peut également compter sur son expérience politique et sociale spécifique pour développer des relations exceptionnellement ouvertes avec le reste du monde, en faisant sans doute preuve d'une plus grande sensibilité que les autres grands acteurs sur la scène mondiale en ce qui concerne la diversité des cultures et la profondeur des enjeux géopolitiques.

Depuis 1945, la défense des intérêts de l'Union européenne est basée sur deux piliers: l'externalisation de sa sécurité ultime aux États-Unis, notamment par l'intermédiaire de l'OTAN; et l'investissement dans le système multilatéral, dans la mise en place de règles internationales et dans la stabilisation de son voisinage en développant sa «soft power». L'Union européenne excelle dans ce domaine, et demeure un acteur important et respecté.

Grâce à son poids et à son influence, l'Union européenne restera une «soft power» de premier rang. Elle s'est hissée à la première place dans le monde en matière de commerce et d'investissement, ainsi que d'aide au développement. Ses normes représentent un point de référence international, tout comme sa capacité à projeter ses valeurs. L'euro est la deuxième devise la plus largement utilisée pour les réserves de change.

La capacité de l'Union européenne à protéger ses normes et à accéder aux marchés extérieurs demeurera essentielle si elle souhaite saisir les occasions qui se présenteront dans le nouveau paysage mondial: en 2030, les pays émergents représenteront 50 % de la consommation mondiale. En ce qui concerne l'Amérique du Nord, l'enjeu sera l'intégration de deux des trois grandes puissances mondiales; en ce qui concerne la Chine, il s'agira d'améliorer l'accès à un marché qui sera probablement le plus important au monde; en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, il s'agira de mettre en place un partenariat permettant aux deux parties de profiter de la croissance dynamique de la région; enfin, en ce qui concerne l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Europe de l'Est, il s'agira de créer une zone de stabilité et de gouvernance saine, afin d'ouvrir la voie à plus long terme à une intégration économique et sociale dont profiteraient toutes les parties.

Les transformations de la scène mondiale nécessiteront cependant des ajustements politiques. Dans le domaine de l'aide au développement, par exemple, les paramètres ont changé en raison de l'émergence de la Chine en tant qu'acteur mondial: l'approche adoptée par celle-ci est différente, puisqu'il s'agit d'une aide conditionnelle offerte aux gouvernements eux-mêmes, sans conditions liées au respect de la démocratie; les paramètres ont également changé en raison de l'évolution des modèles de croissance et de l'augmentation des risques pour les pays les plus vulnérables.

Si l'Union européenne souhaite garder son destin en main, elle devra mettre à jour et élargir ses capacités de formation de coalitions dans le contexte d'un environnement

multipolaire ⁽¹³⁹⁾. Cela nécessitera notamment un examen des partenariats stratégiques existants, donnant lieu à un élargissement et à un approfondissement de ceux qui fonctionnent bien — par exemple avec les États-Unis et de nombreux autres partenaires, du Brésil à l'Australie —, à une réévaluation et, lorsque c'est nécessaire, à un ralentissement des partenariats dysfonctionnels, et à la création de nouveaux partenariats avec des pays émergents sur une base ouverte et flexible.

Cinquième défi: La sécurité, la défense et le besoin d'un pouvoir de coercition

Il convient d'examiner cette question dans le contexte de la sécurité globale de l'Union européenne. Les États-Unis jouent un rôle pivot, et obligeront vraisemblablement l'Union européenne à assumer une part plus importante du fardeau sécuritaire à ses frontières orientale et méridionale, en révisant ses priorités et ses politiques ⁽¹⁴⁰⁾. Confrontée à une diversification des risques — terrorisme, déstabilisation des frontières, usage de la force ou de la contrainte — et à la possibilité du retour d'une menace «traditionnelle» — en fonction de l'évolution de la situation en Russie —, l'Union européenne ne sera pas en mesure de défendre ses intérêts en comptant uniquement sur le déploiement de ses outils de «soft power». L'intégration de forces de défense ou au moins de tâches «dures» — ainsi qu'un renversement de la baisse des dépenses militaires — et une diplomatie commune efficace seront tout aussi nécessaires. Cependant, dans un contexte de multiplication des enjeux de sécurité et de défense, il est très difficile de déterminer si l'Union européenne se dotera des outils politiques et des instruments militaires nécessaires pour assumer ces nouvelles responsabilités.

Dépenses et capacités

Les États membres de l'Union européenne étaient responsables en 2013 de 31 % des dépenses militaires non imputables aux États-Unis dans le monde, et l'effectif total de leurs forces armées est de 1,6 million de soldats. Ce chiffre ne se traduit cependant pas en une capacité équivalente. Les États membres de l'Union européenne dépensent environ 55 % de leurs budgets consacrés à la défense en salaires et en pensions, soit 20 % de plus que les États-Unis. Il est probable que seuls cinq États membres possèdent une capacité de défense totale, et d'ici à 2030 seuls deux d'entre eux, à savoir le Royaume-Uni et la France, posséderont encore cette capacité, bien qu'à un niveau moindre.

Les lacunes en matière de capacités qui ont été repérées en 2001 ⁽¹⁴¹⁾ n'ont pas été corrigées. Ces lacunes ont été mises en lumière une fois de plus lors de la campagne aérienne en Libye: les États membres de l'Union européenne ont dû s'appuyer sur les États-Unis pour le réapprovisionnement de leurs avions ravitailleurs, pour les activités C4 (commande-

⁽¹³⁹⁾ Secrétaire général du Parlement européen, «Preparing for Complexity, European Parliament in 2025», 2013.

⁽¹⁴⁰⁾ Ministère britannique de la défense, *Global Strategic Trends out to 2045*, 2014.

⁽¹⁴¹⁾ Source: Objectif global d'Helsinki et catalogues des forces et des progrès.

ment, contrôle, informatique et communications pour la coordination des contingents nationaux), pour les activités ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectif et reconnaissance) et pour les munitions de précision.

Les États membres de l'Union européenne possèdent des capacités excédentaires dans certains domaines, par exemple d'anciens avions de combat de troisième et de quatrième génération et des véhicules de combat d'infanterie. Ils possèdent plus de 5 000 chars de combat principaux, soit légèrement moins que les États-Unis. De plus, les experts militaires s'accordent à dire que les États membres de l'Union européenne possèdent encore des capacités suffisantes, mais cette assurance est affaiblie par des coupes budgétaires constantes et non coordonnées.

Lors du sommet de l'OTAN au pays de Galles en septembre 2014, les Alliés se sont fixé certains objectifs clés: dépenser au moins 2 % du PIB pour la défense et affecter au moins 20 % de cette somme à d'importants achats de nouvel équipement, y compris pour la recherche et le développement (R & D). Il est cependant probable que l'écart entre les Alliés en matière de capacités de nouvelle génération se creuse. Les États-Unis continueront vraisemblablement le développement de robots et de nanotechnologies dans le domaine de l'armement, ce qui réduira la participation humaine dans les combats. Ils conserveront également leur avance dans le domaine de la militarisation de l'espace et seront de loin le premier pays à mettre en place une capacité antimissile ⁽¹⁴²⁾. Les armes à énergie dirigée (telles que les lasers) utilisées pour les frappes précises et pour la défense et l'interdiction de zones étendues, sont déjà à des stades d'expérimentation avancés ⁽¹⁴³⁾. Tous ces facteurs modifieront l'évaluation des risques par les États-Unis par rapport à leurs alliés, et creuseront sans doute l'écart entre les États-Unis et leurs alliés en matière de volonté de recourir à la force.

La première conséquence de ces évolutions pourrait être un déclin de la contribution de l'Union européenne à la sécurité mondiale, dans un contexte de tensions croissantes et de persistance des intérêts. Cela entraînera des effets secondaires et tertiaires importants, par exemple une dépendance à long terme de l'Union européenne envers le dispositif global de sécurité fourni par les États-Unis, et une certaine réticence à adopter une position claire concernant l'évolution de la situation stratégique, par exemple concernant la situation dans la mer de Chine orientale, la mer de Chine méridionale et la région Pacifique.

Les États membres de l'Union européenne doivent mieux communiquer sur l'état de leurs forces armées et sur leurs intentions en matière de dépenses. Un processus de type «semestre européen» a été proposé, afin de veiller à une coopération basée sur de bonnes informations ⁽¹⁴⁴⁾. Les États membres aborderaient et résoudraient ensemble des questions telles que le budget de la défense pour les trois prochaines années, les principales priorités en matière de

développement d'équipement, et l'équilibre entre les dépenses liées à la recherche et au développement d'une part, et au personnel d'autre part.

En fin de compte, le degré et l'intensité de la collaboration entre les États membres de l'Union européenne déterminera leur capacité générale d'action. Une période de risque accru pourrait être observée, lors de laquelle les États membres disposant des capacités les plus importantes ne seraient plus en mesure d'intervenir seuls de manière unilatérale à l'échelle mondiale, tandis qu'ils n'auront pas encore appris à intervenir de manière collective ⁽¹⁴⁵⁾.

Pendant ce temps, les capacités des pays non occidentaux ne demeureront pas statiques. Selon les projections chiffrées, les dépenses militaires augmenteront en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Amérique latine, et diminueront en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie. Les systèmes d'armement télécommandés utilisés pour surveiller, viser et frapper les objectifs figurent parmi les domaines les plus importants de développement des capacités pour plusieurs pays non membres de l'OTAN. Cela mettrait fin au quasi-monopole dont jouissent actuellement les pays de l'OTAN, et pourrait réduire le seuil de déclenchement des conflits tout en modifiant la nature de ceux-ci.

L'avenir du cadre de sécurité de l'Union européenne et de l'OTAN

Il est probable qu'en 2030 l'OTAN et les États-Unis demeureront responsables en dernier ressort de la sécurité de l'Union européenne. Les opérations militaires et de défense seront vraisemblablement menées de plus en plus souvent par des coalitions, les États membres de l'Union européenne n'ayant pas nécessairement la capacité d'intervenir seuls, même avec le soutien de l'OTAN ou dans le cadre d'une opération coordonnée par l'Union européenne.

La nature de l'OTAN demeurera peu claire, bien que le sommet de Cardiff ait ouvert de nouvelles perspectives ⁽¹⁴⁶⁾: selon toute probabilité, l'OTAN perdurera et gardera son importance sur la scène mondiale, mais elle sera confrontée à des défis importants. En plus de la baisse des dépenses, ceux-ci incluront: des divergences internes concernant son rôle à l'avenir; le manque de missions après deux décennies de forte activité en Afghanistan et dans les Balkans; et un éventuel désengagement des États-Unis, si ceux-ci accordent plutôt la priorité à l'Asie. Comme l'indique le ministère britannique de la défense dans son rapport à l'horizon 2045: «l'OTAN restera vraisemblablement la principale alliance pour

⁽¹⁴⁵⁾ Radek Sikorski, forum de Munich sur la sécurité, 2014.

⁽¹⁴⁶⁾ Bien que les dirigeants aient confirmé leur soutien au «concept stratégique» de l'OTAN, dont les trois volets sont la défense collective, la gestion de crise et la sécurité coopérative, la sécurité collective est l'élément qui a le plus revitalisé la raison d'être de l'OTAN. Les actions de la Russie en Ukraine et l'incertitude qui continue de planer sur ses intentions donnent un sens réel à l'engagement relatif à une «présence aérienne, terrestre et maritime continue et une activité militaire significative dans l'est de l'Alliance», au renforcement de «la réactivité de [la] Force de réaction de l'OTAN», y compris en établissant «une Force opérationnelle interarmées à très haut niveau de préparation [...] capable de se déployer en quelques jours pour répondre aux défis qui se posent» et à «la préparation des infrastructures [et au] prépositionnement d'équipements et d'approvisionnements, et la désignation de bases spécifiques».

⁽¹⁴²⁾ Ian Morris, op. cit.

⁽¹⁴³⁾ Ministère britannique de la défense, *Global Strategic Trends out to 2045*, 2014.

⁽¹⁴⁴⁾ Nick Whitney, *How to stop the Demilitarisation of Europe*, 2011.

les pays d'Amérique du Nord en matière de sécurité, bien que les engagements des États-Unis (et peut-être du Canada) dans d'autres régions du monde pourraient contraindre les pays européens à assumer une part plus importante de la responsabilité du maintien de la sécurité dans leur voisinage»⁽¹⁴⁷⁾.

Les menaces pour la défense et la sécurité sont de nature différente, l'élaboration par les institutions de stratégies différentes pour y répondre de manière efficace est encore à un stade précoce. La défense concerne l'élimination d'une menace claire, tandis que la sécurité concerne la prévention d'une menace latente ou la garantie d'un délai suffisant pour mettre en place une défense. Les activités de défense produisent un résultat unilatéral, tandis que les menaces pour la sécurité nécessitent un processus permanent et des outils multiples. La gestion de crise et les menaces pour la sécurité sont encore du ressort des «institutions de défense», et font l'objet d'approches qui limitent leur efficacité⁽¹⁴⁸⁾.

Les relations entre l'Union européenne et l'OTAN demeureront importantes. Pour l'Union européenne, le principal défi consistera à trouver des solutions permettant de surmonter ses clivages internes afin d'apporter des réponses collectives aux menaces futures. La question de l'organisation institutionnelle de la défense et de la sécurité européennes continuera probablement d'être rendue plus complexe par des débats relatifs à la répartition des rôles entre l'Union européenne, dans le cadre de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC), et l'OTAN. Ceux-ci n'ont jusqu'à présent pas trouvé d'issue. L'Union européenne a élaboré une approche globale, qui fait appel à une large gamme d'outils et s'intègre dans une stratégie politique d'alignement des instruments des États membres avec ceux de l'Union. Cependant, la force militaire est presque toujours absente, ou se limite au renforcement des capacités. La plupart des missions de la PSDC sont toujours civiles, et les groupements tactiques de l'Union européenne n'ont pour l'instant pas été utilisés.

Les discussions relatives à la répartition des rôles ont peu clarifié la situation en matière de stratégie, et les désaccords politiques entre certains pays de l'Alliance et des États membres de l'Union ont empêché la coopération aux niveaux opérationnel et tactique. Des efforts supplémentaires pour améliorer les relations entre l'Union européenne et l'OTAN pourraient être nécessaires.

Des priorités nécessaires

Bien que l'Union européenne ait élaboré plusieurs stratégies régionales, son unique stratégie globale demeure la stratégie européenne de sécurité de 2003 (révisée en 2008). Une mise à jour de celle-ci pourrait offrir des orientations et une priorisation nouvelles, permettant un meilleur alignement des ressources des États membres et de l'Union.

Les évolutions majeures dans le système international, qui modifient certaines des principales normes, soulèvent d'importantes questions. Quelles sont les conséquences pour l'Union européenne de la doctrine émergente des États-Unis consistant à «diriger depuis les coulisses»? S'agit-il d'un nouveau modèle de participation américaine aux questions européennes liées à la défense et à la sécurité, et at-il été accepté par la plupart des États membres de l'Union européenne? Quelles sont les conséquences de ce nouveau modèle pour les relations entre l'Union européenne et l'OTAN? Des désaccords verront-ils le jour entre les États membres d'Europe centrale et orientale, qui souhaitent concentrer leurs efforts et leurs capacités sur la défense territoriale, et les États membres plus proches de la Méditerranée, qui pourraient préférer développer des capacités expéditionnaires permettant d'affronter les défis pouvant se présenter dans la mer Méditerranée et la région MENA?

Au-delà des frontières immédiates de l'Europe, dans la mesure où le commerce maritime européen représente plus d'un quart du transport maritime transcontinental, l'Europe pourra-t-elle échapper aux conséquences du conflit dans la mer de Chine méridionale? L'Union européenne dispose-t-elle de politiques et d'outils à la mesure de ses intérêts et de ses vulnérabilités? L'Union européenne pourrait-elle en faire plus pour s'investir avec les organisations régionales et les aider à renforcer leurs capacités? Il est urgent d'organiser une discussion sur les menaces auxquelles l'Union est confrontée, ainsi que sur les politiques et les outils potentiels à adopter pour les contrer. Cependant, toute discussion portant sur des menaces spécifiques ne devra pas perdre de vue le fait que la simple possession de moyens militaires sera utile dans un monde caractérisé par l'instabilité et l'insécurité.

Pour répondre à ces interrogations et s'adapter à un monde peu sûr et évoluant à grande vitesse, l'Union européenne devra probablement examiner ses intérêts de manière approfondie et clarifier ses objectifs ainsi que les outils utilisés par les États membres. Il convient notamment de souligner clairement que l'Union européenne ne sera pas en mesure de défendre ses intérêts et ses citoyens en s'appuyant uniquement sur ses outils de «soft power». De plus, l'Union européenne a élaboré une approche globale — élément fondamental de sa valeur ajoutée en tant qu'acteur de sécurité et de défense — faisant appel à sa gamme plus large d'outils dans le cadre d'une stratégie politique. Cependant, la force militaire est presque toujours absente, ou se limite à des activités limitées et de petite envergure de renforcement des capacités.

⁽¹⁴⁷⁾ Ministère britannique de la défense, *Global Strategic Trends out to 2045*, 2014.

⁽¹⁴⁸⁾ Remarques du général Rupert Smith lors de la conférence de l'ESPAS, 2014.

Illustration 26 — Un regard sur les dix prochaines années: le voisinage de l'Union européenne

Un regard sur les dix prochaines années: le voisinage de l'Union européenne

Faiblesse des États

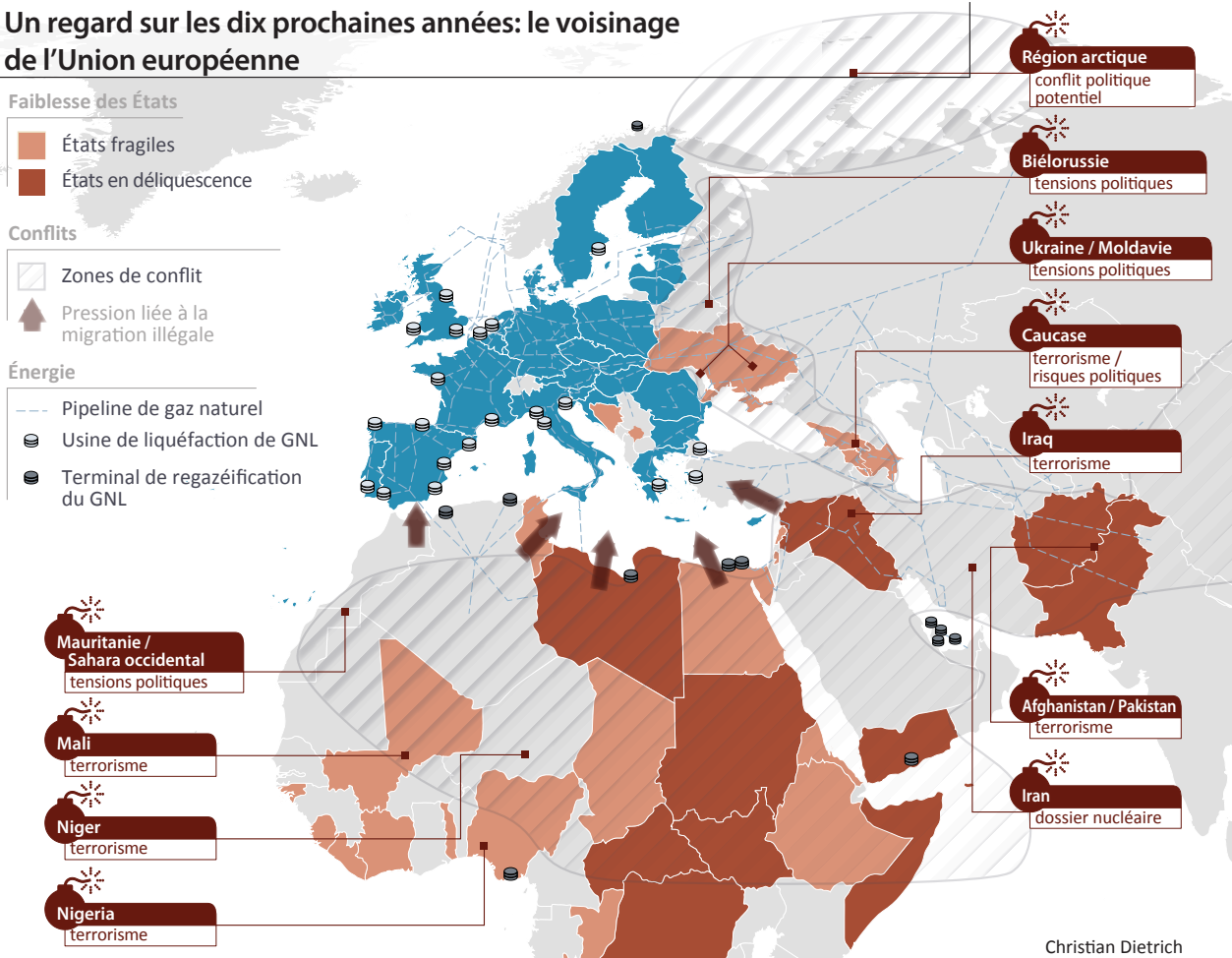
- États fragiles
- États en déliquescence

Conflits

- ▨ Zones de conflit
- ▲ Pression liée à la migration illégale

Énergie

- Pipeline de gaz naturel
- Usine de liquéfaction de GNL
- Terminal de regazéification du GNL



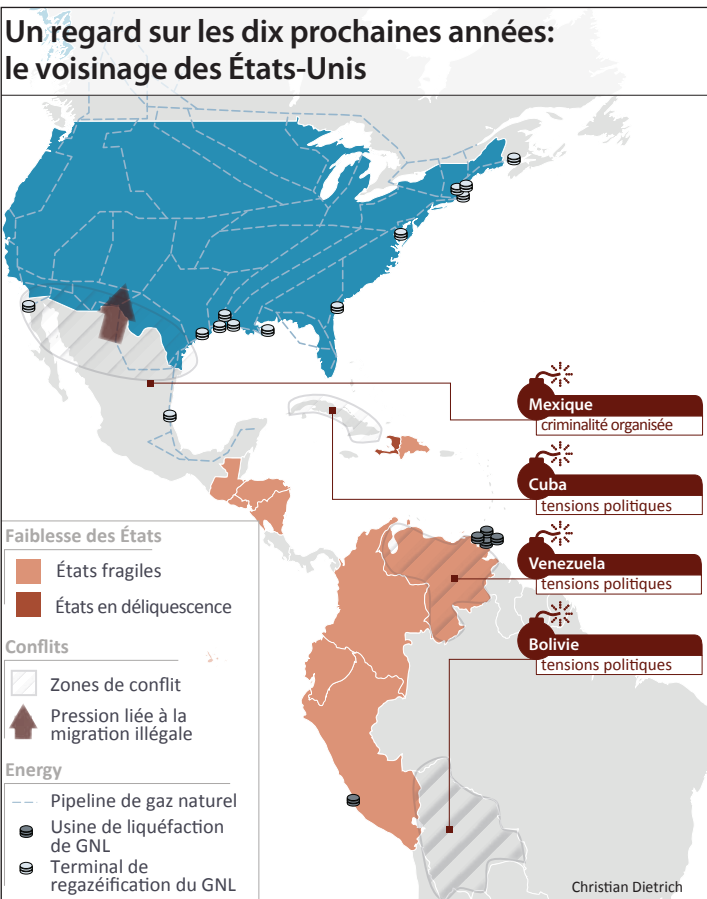
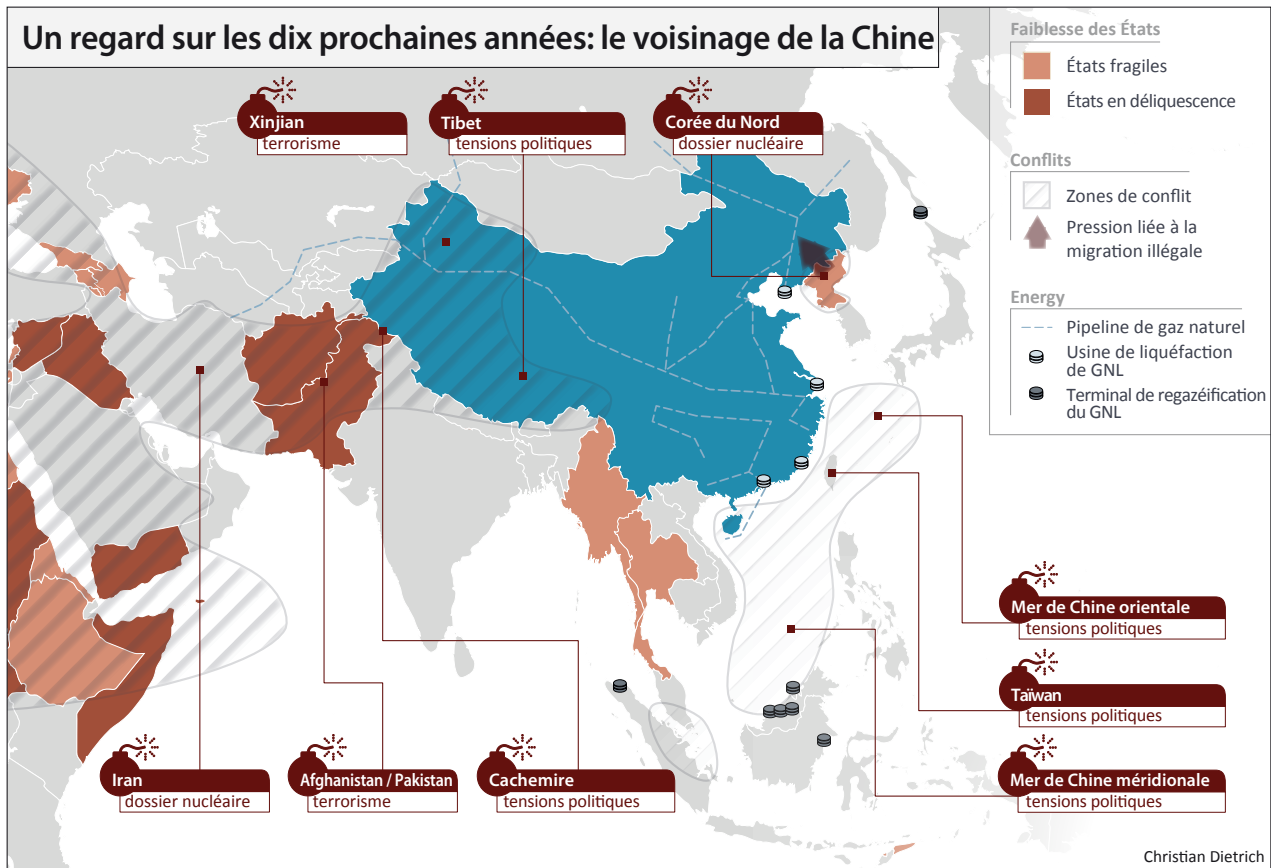
Christian Dietrich

Données basées notamment sur OCDE, «Fragile State 2014»; Banque mondiale, «Fragile and Conflict Affected Situations List (FY14)» (PDF); Fund for Peace, «Failed States 2014»; et «Failed States: A Paradigm Revived» Robert I. Rotberg, 11 mars 2014.

Questions clés

- À quelle vitesse la militarisation et le développement économique de l'Asie auront-ils des effets réels sur le voisinage de l'Union et dans le monde entier?
- Dans quelle mesure la Russie parviendra-t-elle à créer un pôle eurasiatique éventuellement capable de faire concurrence à l'Europe et aux États-Unis?
- Jusqu'à quel point l'Union européenne développera-t-elle ses capacités de sécurité et de défense dans le cadre des traités actuels afin d'agir de manière collective, notamment dans son voisinage?
- Comment l'Union peut-elle, dans le cadre des traités actuels, évoluer vers l'indépendance énergétique?
- Le partenariat transatlantique parviendra-t-il à lancer une action mondiale efficace portant sur un vaste éventail de sujets?
- Le système de partenariats stratégiques devrait-il être entièrement revu afin de refléter l'intérêt général de l'Union européenne, notamment vis-à-vis de ses partenaires émergents?
- L'Union européenne devrait-elle parvenir à un accord final concernant ses frontières extérieures d'ici à 2020?
- Comment l'Union européenne peut-elle améliorer sa gouvernance en matière de cybersécurité?

Illustration 27 — Un regard sur les dix prochaines années: le voisinage de la Chine et des États-Unis



Trois différents contextes de voisinage:

Ces trois cartes illustrent la différence entre les contextes géopolitiques des États-Unis, de la Chine et de l'Union européenne pour les dix prochaines années. Elles soulignent en particulier la différence entre le voisinage de l'Union européenne et de la Chine d'une part, riche en tensions politiques et en crises et conflits existants et potentiels, et celui des États-Unis d'autre part, où la situation dans les environs immédiats est beaucoup plus paisible.

Données basées notamment sur OCDE, «Fragile State 2014»; Banque mondiale, «Fragile and Conflict Affected Situations List (FY14)» (PDF); Fund for Peace «Failed States 2014»; et «Failed States: A Paradigm Revived» Robert I. Rotberg, 11 mars 2014.

Conclusion

Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire.

Georges Clémenceau

Les grandes forces de la mondialisation continueront de transformer le monde. Une mauvaise adaptation et un multilatéralisme fragmenté rendent plus difficile l'élaboration d'approches collectives visant à résoudre les problèmes de manière pacifique, malgré une interdépendance croissante.

Le monde devient de plus en plus complexe et de moins en moins sûr: on observe un déclin régulier des puissances occidentales et l'essor de leurs concurrents asiatiques, surtout la Chine, une augmentation des tensions politiques et des conflits au Moyen-Orient et potentiellement en Asie, et un éventuel réalignement de la scène géopolitique autour de la Russie, de la Chine et du Moyen-Orient. La combinaison de ces facteurs pourrait engendrer un climat d'insécurité et de conflit rappelant les moments décisifs du début du XX^e siècle.

Options stratégiques

À partir de questions portant sur les tendances et les défis mondiaux dans la première partie du présent rapport, nous avons repéré des tendances et des implications pour l'Europe ainsi que des possibilités pour les décideurs de l'Union européenne au cours de la période 2014-2019. Nous présentons ici ces conclusions, sous la forme de trois séries de possibilités politiques pour l'Union européenne qui permettront d'orienter le débat à la fois en ce qui concerne les politiques internes et externes.

1. Il est urgent que l'Union rattrape son retard économique si elle ne souhaite pas perdre dix ans de progrès

L'Union européenne a besoin d'une renaissance économique. Les grandes lignes de la stratégie européenne incluent un environnement réglementaire révisé favorisant l'investissement dans le capital humain et encourageant l'investissement dans l'économie productive. Des filets de sécurité sociale sont nécessaires pour appuyer la flexibilité du marché et lutter contre l'augmentation des inégalités. Il existe un besoin évident de renforcer et d'élargir la zone euro, tout en luttant contre la fragmentation et l'affaiblissement du marché interne paneuropéen.

La réalisation du marché unique des biens et des services est loin d'être complète, en raison de la résistance affichée par les intérêts particuliers souhaitant maintenir le statu quo. Un déséquilibre croissant existe au sein de l'Union entre les économies basées sur les services et les économies plus industrielles, étant donné que ces dernières sont en mesure de tirer plus de bénéfices potentiels du marché unique sous sa forme actuelle.

Les technologies numériques, industrielles et biologiques de base évoluent et convergent à grande vitesse, alimentées par un accès en temps réel à des données de terrain. Ces technologies créent les fondations permettant la prolifération

de plateformes logicielles innovantes et d'autres outils numériques accessibles et abordables pour tous, utilisables en tous lieux et à toutes fins. Ensemble, elles sont le moteur de la «société de la connaissance». En termes économiques, nous pourrions être à l'aube d'une véritable troisième révolution industrielle.

Le rendement de l'investissement dans l'éducation devra être réévalué en profondeur partout en Europe. Malgré les budgets considérables des pays et des régions, on observe une persistance de l'inadéquation des compétences, de l'analphabétisme numérique et du décrochage scolaire précoce, qui aboutissent à l'exclusion du marché du travail de nombreux travailleurs, jeunes et moins jeunes. Des formations linguistiques inadaptées constituent toujours un frein à la mobilité professionnelle. L'excellence à long terme et la participation de l'ensemble de la main-d'œuvre devraient devenir les principaux objectifs des politiques d'éducation et d'apprentissage tout au long de la vie.

L'Union européenne a un rôle à jouer, et ses mesures spécifiques pourraient inclure:

- une mobilisation accrue d'investissements publics et privés en vue de stimuler la croissance et la création d'emplois;
- l'Europe numérique: tandis que l'Asie et les États-Unis investissent massivement dans de nouvelles technologies de communication, l'Union européenne est à la traîne en matière de modernisation de son infrastructure numérique. L'avenir de l'économie est en grande partie lié à l'économie numérique. La réalisation du marché unique numérique sera donc essentielle pour favoriser l'efficacité, la connectivité et la compétitivité. Le secteur public et les institutions étatiques du XXI^e siècle devraient être équipés pour jouer un rôle moteur dans ces évolutions à long terme. Ils pourraient par ailleurs favoriser les initiatives locales, inciter à l'innovation et faire un usage renforcé des nouvelles technologies, telles que les mégadonnées et les services d'administration en ligne;
- l'Union de l'énergie: les innovations telles que les réseaux intelligents, l'amélioration de la connectivité et la réalisation du marché unique de l'énergie pourraient ouvrir la voie à une véritable «Union de l'énergie». Les bouquets énergétiques nationaux devraient être respectés, mais pas aux dépens d'une persistance de la dépendance envers des sources extérieures, qui représente une faiblesse stratégique structurelle; l'avenir pourrait cependant être défini par les prix courants, les acteurs en présence et les nouvelles technologies;
- la zone euro: la gestion de la dette publique dans la zone euro et dans les autres États membres, ainsi que la réparation définitive du secteur bancaire, demeurera un défi considérable nécessitant de l'énergie, de l'engagement et de la détermination politiques. Le recours aux emprunts publics massifs n'est plus une possibilité; la «croissance sans endettement» restera vraisemblablement un important leitmotiv pour l'Union européenne au cours des années à venir. La coordination et la réalisation d'importantes réformes économiques et la réalisation d'une véritable union monétaire possédant des prérogatives budgétaires sont des tâches essentielles à court et à moyen terme. Le programme à plus long terme pourrait prévoir l'amélioration de la coordination des politiques fiscales et du travail, qui ferait écho au renforcement de la surveillance budgétaire et économique, ainsi que des avancées en matière de réserves en euros et d'obligations liées à des projets. Dans le cadre de la réalisation de ces tâches, il importera de maintenir la cohésion entre les membres de la zone euro et les autres membres de l'Union.

2. Les citoyens de l'Union n'accepteront plus le statu quo

Afin d'éviter les mesures qui n'apporteront pas de changements réels et que les citoyens de l'Union n'accepteront plus, les décideurs devront:

- communiquer avec des citoyens plus responsables et se concentrer sur les résultats: dans une économie complexe et interconnectée et dans des sociétés hautement sophistiquées, les changements doivent être progressifs et inclusifs. La participation effective des citoyens ne peut être séparée de la modernisation des partis politiques, des syndicats et des autres groupes contribuant aux institutions représentatives. Ces forces devront se réinventer de manière active à tous les niveaux et dans le respect des meilleures normes démocratiques. Certains considèrent que le lien plus direct entre le choix du président de la Commission européenne et les élections du Parlement européen — introduit par le traité de Lisbonne — représente une occasion de renforcer la visibilité du programme de l'Union, la transparence de son appui politique et l'exigence de résultats rapides;
- remédier aux inégalités à mesure qu'elles entament la cohésion de l'Union et affaiblissent sa force économique. Un nombre croissant de citoyens sont exclus de l'économie, et cette situation pourrait empirer, car l'Union européenne est mal préparée à la révolution technologique qui s'annonce. Cette exclusion pourrait accentuer les différences entre les «gagnants» et les «perdants» dans la société, et accroître davantage les inégalités économiques et sociales. Il convient de mettre l'accent sur l'amélioration de l'éducation primaire et secondaire, sur des soins de santé abordables pour tous, sur un assouplissement des marchés du travail, et sur la réduction des obstacles à l'initiative et à la concurrence. L'objectif est toujours de veiller à ce que les carrières des travailleurs soient plus flexibles et à ce qu'ils reçoivent une rémunération appropriée. Les nouveaux outils à disposition sont l'apprentissage tout au long de la vie, un marché du travail ouvert, une durée de participation au marché du travail plus longue et par plus de citoyens, et des politiques de retraite prenant en considération l'allongement de la durée de vie. Des mesures incitatives appropriées devraient être développées afin de veiller à ce que les ralentissements cycliques, les changements de direction, les redéploiements stratégiques et les restructurations de capital aient les effets les plus limités possible sur la sécurité de l'emploi, grâce au recours à des moyens tels que le recyclage professionnel, le travail à temps partiel et la mobilité interne.

3. Le besoin d'agir ensemble de manière plus efficace pour répondre aux défis mondiaux

L'Union européenne ne peut plus se permettre de se concentrer exclusivement sur ses problèmes internes. Les défis extérieurs empiètent sur ses frontières et s'introduisent dans ses sociétés, menaçant sa cohésion. L'Union européenne ne possède cependant pas encore toutes les ressources pour se protéger contre ces menaces provenant d'un monde moins sûr. Bien qu'elle ait élaboré plusieurs stratégies régionales au cours des dernières années, il lui faut une stratégie plus globale.

Celle-ci devra inclure une stratégie spécifique mettant en priorité la promotion de la stabilité et de la prospérité du «voisinage stratégique» de l'Union — Russie, Afrique du Nord, Sahel et Moyen-Orient. Cela nécessitera une réévaluation complète des relations et des objectifs de l'Union européenne et de ses États membres vis-à-vis de ces régions, qui regroupent 1,2 milliard de personnes, 62 % des réserves mondiales de pétrole et 80 % des réserves mondiales de gaz. Cette stratégie devra prendre en considération les dimensions commerciale, sociale, financière et de sécurité.

Au deuxième rang des priorités se trouve le renforcement du système mondial en veillant à ce que le cadre multilatéral soit adapté à un monde multipolaire. Dans un tel monde, il est préférable pour l'Union que la gouvernance multilatérale mondiale demeure inclusive et basée sur des valeurs telles que la démocratie, l'état de droit, le respect des droits de l'homme, la concurrence libre et équitable, et la séparation des sphères publique et privée.

L'Union européenne devrait également mettre en place des relations bilatérales, en veillant à ce qu'elles renforcent le système mondial et ne le déstabilisent pas:

- favoriser et développer des alliances. Il ne faut pas isoler les grandes puissances telles que la Chine, mais au contraire collaborer avec elles et les encourager à prendre des responsabilités à l'échelle mondiale. Une condition préalable à la création d'organisations multilatérales est que celles-ci doivent faire preuve de la flexibilité nécessaire pour mieux intégrer ces acteurs. Les alliances avec les partenaires qui partagent nos valeurs et soutiennent le système multilatéral sont également importantes: la conclusion d'un TTIP abouti et équilibré devrait être utilisée comme une occasion de revitaliser l'OMC et d'ouvrir la voie à l'intégration progressive d'autres acteurs;
- mettre à jour le concept de partenariat stratégique, en premier lieu avec les États-Unis en tant que partenaire clé. En plus de promouvoir l'intégration économique, il convient de renforcer les partenariats, lorsque les circonstances le permettent et le justifient, en leur ajoutant des dimensions liées à la sécurité et à la défense, aux investissements croisés, à l'amélioration de l'administration publique et à la gestion des flux migratoires circulaires. Le rôle de la Chine pourrait changer la donne, et il nécessite une réévaluation des relations de l'Union européenne afin de prendre en considération l'importance actuelle et future de ce pays;

- réorienter le débat sur la migration. Les politiques migratoires de l'Union d'ici à 2030 devront s'adapter à l'évolution des besoins de l'économie européenne et à la nature actuelle des tendances en matière de mobilité. Si elle ne réoriente pas de manière fondamentale le débat sur la migration de manière à mettre en œuvre une stratégie de migration équilibrée et durable, l'Union européenne se trouvera confrontée à d'importantes difficultés pour tirer profit du capital humain, de la migration, de l'emploi et du développement économique. De nouveaux mécanismes de contrôle de la mobilité des personnes provenant du voisinage Sud de l'Union pourraient être élaborés et testés afin d'augmenter le niveau d'acceptation de la migration contrôlée. Ces mécanismes pourraient inclure la reconnaissance des qualifications, la mise en place de partenariats entre les établissements d'enseignement supérieur et le secteur privé, ou la mise en place d'un programme européen d'immigration pour les travailleurs hautement qualifiés.

L'avenir de l'Union européenne dépendra de la détermination de ses dirigeants

Il ne fait aucun doute que les menaces et les risques extérieurs limiteront les projets de développement de l'Union. Cependant, les principaux enjeux politiques de l'Union européenne ne sont pas externes, mais bien internes. L'objectif général des nouveaux dirigeants de l'Union européenne au cours des cinq prochaines années est de rétablir la confiance en l'Union et de veiller à ce que celle-ci produise des résultats concrets et efficaces. Dans ce contexte, il sera plus important que jamais pour l'Union européenne d'anticiper les problèmes qui l'attendent et d'éviter les grandes difficultés en élaborant des stratégies basées sur des projections constamment mises à jour.

L'Union européenne doit déployer des capacités renforcées d'«innovation politique» et adopter des outils et des méthodes plus efficaces pour justifier sa qualité d'organe dirigeant. Les stratégies de long terme devraient surveiller les progrès réalisés et les mesures incitatives, de manière à garantir l'alignement des acteurs publics et privés. La flexibilité devrait être un principe politique essentiel, permettant de produire des politiques sur mesure pour les circonscriptions de l'Union, qui sont aussi nombreuses que diverses.

L'expérimentation peut jouer un rôle central dans la mise à l'épreuve de nouvelles idées, développant celles qui sont jugées viables et rejetant celles qui ne sont pas fructueuses. Les évaluations ex ante et ex post sont nécessaires à tous les niveaux afin d'optimiser l'efficacité coûts/avantages des mesures adoptées, de mieux en surveiller les résultats, et d'abandonner une approche lorsque c'est nécessaire. Il convient de maintenir le principe selon lequel les mesures ne devraient être adoptées à l'échelle de l'Union européenne que lorsqu'elles seraient plus efficaces que des mesures à l'échelle des États membres ou de leurs régions.

Enfin, un principe d'inclusivité devrait être reconnu: toute décision devrait être l'aboutissement d'un processus qui commence par une information, suivie d'un partage de connaissances, puis de la sensibilisation, de la participation et

de la mobilisation des parties prenantes, avant de se conclure par l'adoption de mesures concrètes. Ces processus devraient être encadrés par une relation plus approfondie et plus ouverte entre les États membres de l'Union et leurs citoyens.

Une meilleure réflexion stratégique grâce à l'ESPAS

À tous les niveaux, la qualité des politiques dépend non seulement de la capacité de décision et d'action, mais également de la qualité de l'analyse et de la compréhension des enjeux actuels et futurs. Il est impossible de prévoir l'avenir avec une précision absolue, mais il est certainement possible de recenser et d'analyser, à tout moment, les tendances actuelles les plus importantes, tout en gardant à l'esprit que ces tendances peuvent évoluer vers de nouvelles options, perdre leur pertinence ou même s'inverser. En fait, en raison de la vitesse et de la complexité croissante des changements dans le monde, l'étendue et le rythme des analyses stratégiques doivent s'intensifier.

Sur cette base, le processus de l'ESPAS, reflété dans le présent rapport, a tenté de recenser certaines des grandes tendances mondiales qui semblent déterminantes pour les décennies à venir, repérant certaines de leurs implications potentielles en vue des débats politiques émergents, à la fois au niveau de l'Union et sur la scène internationale. Ces analyses prospectives devraient contribuer à stimuler et entretenir un débat plus enrichissant et pluraliste concernant les priorités stratégiques de l'Union et les choix qu'elle devra faire — en mettant l'accent sur le court et le moyen terme. L'objectif est de donner aux décideurs européens une meilleure compréhension du contexte mondial dans lequel s'inscrivent leurs décisions, ainsi que des défis et des choix qui nous attendent. L'ESPAS aspire à mener ces recherches et à entrer en contact avec les partenaires concernés par les tendances mondiales, y compris par l'intermédiaire du site web ORBIS (<http://espas.eu/orbis/>), qui est en train de devenir l'une des principales plateformes d'études prospectives au monde. Par ce processus, l'Union européenne pourrait contribuer à mettre l'analyse des tendances mondiales au service de ses dirigeants, institutions et citoyens de manière plus directe.

COMMENT VOUS PROCURER LES PUBLICATIONS DE L'UNION EUROPÉENNE?

Publications gratuites:

- un seul exemplaire:
sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>);
- exemplaires multiples/posters/cartes:
auprès des représentations de l'Union européenne (http://ec.europa.eu/represent_fr.htm),
des délégations dans les pays hors UE (http://eeas.europa.eu/delegations/index_fr.htm),
en contactant le réseau Europe Direct (http://europa.eu/europedirect/index_fr.htm)
ou le numéro 00 800 6 7 8 9 10 11 (gratuit dans toute l'UE) (*).

(*) Les informations sont fournies à titre gracieux et les appels sont généralement gratuits (sauf certains opérateurs, hôtels ou cabines téléphoniques).

Publications payantes:

- sur le site EU Bookshop (<http://bookshop.europa.eu>).



European Strategy and Policy Analysis System

Un projet interinstitutionnel de l'Union Européenne, avec la participation du Parlement européen, du Conseil de l'Union européenne, de la Commission européenne et du Service européen pour l'action extérieure.

